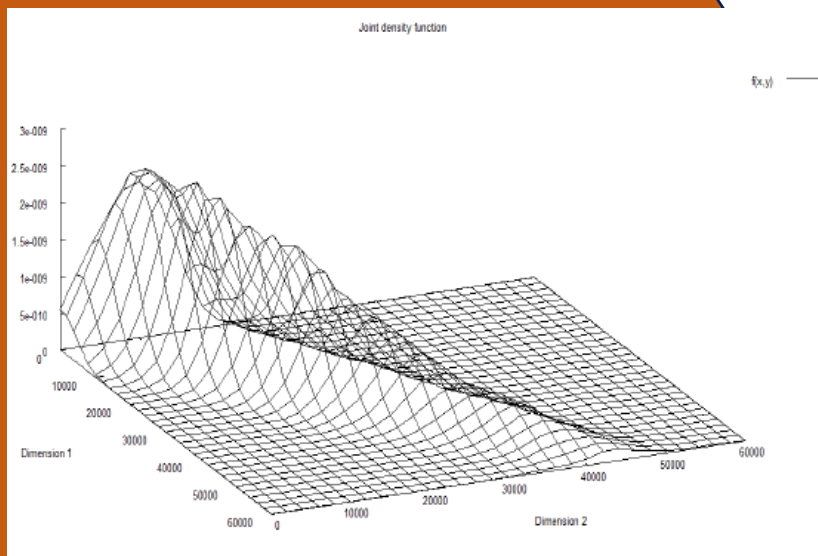




OBSERVATOIRE ECONOMIQUE

Chambre de Commerce, d'Industrie, des Mines
et de l'Artisanat du Cameroun

Rapport sur la situation économique du Cameroun en 2023



**Une publication de l'Observatoire Economique de la Chambre de Commerce,
d'Industrie, des Mines et de l'Artisanat du Cameroun**

Août 2024

CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE, DES MINES ET DE L'ARTISANAT DU CAMEROUN

Rue de la Chambre de Commerce – Bonanjo – BP 4011 Douala

Tél : (237) 233 42 67 87 / 233 42 98 81 Fax : (237) 233 42 55 96

Email: siege@ccima.cm – Web : www.ccima.cm

TABLE DES MATIERES

1.1. PAYS AVANCES	4
1.2. PAYS EMERGENTS ET EN DEVELOPPEMENT	5
1.3. AFRIQUE	5
1.4. FOCUS SUR LA CEMAC	5
1.5. PERSPECTIVES DE CROISSANCE	6
3.1. ECHANGES PAR REGIONS.....	7
3.2. ECHANGES PAR GROUPE DE PRODUITS.....	8
3.3. PERSPECTIVES	8
4.1. MATIERES PREMIERES.....	8
4.2. CHANGE.....	9
1.1. EVOLUTION DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE.....	12
1.2. EVOLUTION DES PRIX.....	13
2.1. RESULTATS BUDGETAIRES	15
2.2. MOBILISATION DES RESSOURCES BUDGETAIRES	16
2.3. EXECUTION DES CHARGES BUDGETAIRES.....	21
3.1. BALANCE COMMERCIALE	24
3.2. EXPORTATIONS.....	25
3.3. IMPORTATIONS	26
4.1. POLITIQUE MONETAIRE.....	27
4.2. SITUATION MONETAIRE	28
4.3. SECTEUR BANCAIRE ET FINANCIER.....	30

LISTE DES ILLUSTRATIONS

Liste des tableaux

Tableau 1: Perspectives de l'économie mondiale : aperçu des projections.....	10
Tableau 2: PIB et ses emplois (évolution des volumes en %).....	13
Tableau 3: Evolution de l'Indice des prix par fonctions de consommation (base 100, en 2022).....	14
Tableau 4: Evolution de l'indice des prix des groupes secondaires de produits (base 100=2022).....	14
Tableau 5: Evolution de l'indice (base 100, année 2022) des prix des chefs-lieux des régions.....	15
Tableau 6: Évolution des soldes budgétaires de 2022 à 2023 (en milliards FCFA).....	16
Tableau 7: Recettes douanières des exercices 2022 et 2023 (en milliards FCFA).....	19
Tableau 8: Réalisations des recettes non fiscales (en milliards FCFA).....	19
Tableau 9: Réalisation des recettes du budget général en 2022 et 2023 (en milliards FCFA).....	21
Tableau 10: Exécution du budget général en dépenses en 2022 et 2023 (en milliards FCFA).....	22
Tableau 11: Principaux résultats annuels du commerce extérieur (en milliard de FCFA).....	24
Tableau 12: Evolution des principaux produits exportés (Q en million de tonnes et V en milliard de FCFA).....	25
Tableau 13: Evolution des importations (Q en millions de tonnes et V en milliards de FCFA).....	26
Tableau 14: Evolution mensuelle des taux directeurs de la BEAC.....	28
Tableau 15: Situation monétaire au sens large fin décembre 2023.....	28
Tableau 16: Répartition des dépôts par type de clientèle (en milliards de FCFA).....	30
Tableau 17: Dépôts par nature (en milliards de FCFA).....	31
Tableau 18: Répartition des crédits par type de clientèle (en milliards de FCFA).....	31
Tableau 19: Répartition des crédits par type de crédit (en milliards de FCFA).....	32
Tableau 20: Récapitulatif des soldes d'opinions de l'enquête de conjoncture du 2 ^{ème} semestre 2023.....	52

Liste des graphiques

Graphique 1: Composantes des recettes internes en 2022 et 2023.....	17
Graphique 2: Evolution des composantes des recettes fiscales entre 2022 et 2023.....	18
Graphique 3: Poids des composantes des recettes non fiscales en 2023.....	20
Graphique 4: Composantes de la masse monétaire (en %).....	29
Graphique 5: Opinion des chefs d'entreprises sur les l'évolution de leur chiffre d'affaires en 2023.....	39
Graphique 6: Opinion des chefs d'entreprises sur les l'évolution des conditions d'approvisionnement en 2023.....	42
Graphique 7: Opinion des chefs d'entreprises sur les conditions d'approvisionnement par secteur d'activité et par taille.....	42
Graphique 8: Opinion des chefs d'entreprises sur les conditions d'approvisionnement par région.....	43
Graphique 9: Opinion des chefs d'entreprises sur les prix de vente, par taille, en 2023.....	44
Graphique 10: Opinion des chefs d'entreprises sur les prix de vente, par secteur d'activité, en 2023.....	44
Graphique 11: Opinion des chefs d'entreprises sur l'évolution des prix de vente, par région, en 2023.....	45
Graphique 12: Opinion des chefs d'entreprises sur l'évolution des effectifs des salariés et de la masse salariale.....	45
Graphique 13: Opinion des chefs d'entreprises sur les effectifs employés et la masse salariale, selon la taille.....	46
Graphique 14: Opinion des chefs d'entreprises sur les effectifs employés et la masse salariale, par secteur d'activité.....	47
Graphique 15: Opinion des chefs d'entreprises sur l'évolution de la trésorerie, pas secteur d'activité et par taille en 2022.....	47
Graphique 16: Opinion des chefs D'ENTREPRISES sur l'évolution de la trésorerie, par région, en 2023.....	48
Graphique 17 : facteurs ayant négativement impacté la trésorerie en 2023.....	48
Graphique 18 : Opinion des chefs d'entreprises sur l'évolution des bénéfices en 2023.....	49
Graphique 19: Opinion des chefs d'entreprises sur les bénéfices par secteur d'activité.....	49
Graphique 20: Opinion des chefs d'entreprises sur l'évolution des bénéfices par taille, en 2023.....	50
Graphique 21: Perception du climat des affaires par les chefs d'entreprises en 2023.....	50
Graphique 22 Perception du climat des affaires en 2023 par secteur d'activités.....	51
Graphique 23 : appréciation du climat des affaires par composante.....	51

LISTE DES ABREVIATIONS

AEN	• Avoirs Extérieurs Nets
AFB	• Afriland First Bank
BAC	• Banque Atlantique du Cameroun
BAD	• Banque Africaine de Développement
BDEAC	• Banque de développement des États de l'Afrique centrale
BEAC	• Banque des États de l'Afrique Centrale
BICEC	• Banque Internationale du Cameroun pour l'Épargne et le Crédit
BM	• Banque Mondiale
BREXIT	• British Exit
BTA	• Bons du Trésor Assimilables
BTP	• Bâtiments et Travaux Publics
BVMAC	• Bourse des Valeurs Mobilières de l'Afrique Centrale
CAA	• Caisse Autonome d'Amortissement
CAM	• Centre d'Arbitrage et de Médiation de la CCIMA
CAN	• Coupe d'Afrique des Nations
CBF	• Cameroon Business Forum
CCI	• Centre du Commerce International
CCIMA	• Chambre de Commerce, d'Industrie, des Mines et de l'Artisanat du Cameroun
CEA	• Commission Economique pour l'Afrique
CEMAC	• Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale
CFC	• Crédit Foncier du Cameroun
CGA	• Centre de Gestion Agréé
CHAN	• Championnat d'Afrique des Nations de Football
CNUCED	• Conférence des Nations Unies pour le Commerce Et le Développement
CPCCAF	• Conférence permanente des chambres consulaires africaines et francophones
CPM	• Comité de Politique Monétaire
DGB	• Direction Générale du Budget
DGD	• Direction Générale des Douanes
DGI	• Direction Générale des Impôts
DP	• Division de la Prévision
DSX	• Douala Stock Exchange
ECMR	• Emprunt du Cameroun
EMF	• Etablissement de Microfinance
FBCF	• Formation Brute de Capital Fixe
FCFA	• Franc de la Coopération Financière en Afrique Centrale
FCR	• Facilité de Crédit Rapide
FMI	• Fonds Monétaire International
FINEX	• Finance Extérieure
Fintech	• Finance et Technologie
GE	• Grande Entreprise
IARD	• Incendie, Accidents, et Risques Divers
INS	• Institut National de la Statistique
IPC	• Indice des prix à la consommation
ITC	• International Trade Centre
LFI	• Loi de Finance Initiale
LFR	• Loi de Finance Rectificative
ME	• Moyenne Entreprise
MINEPAT	• Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire
MINPMEESA	• Ministère des Petites et Moyennes Entreprises, de l'Economie Sociale et de l'Artisanat
MINFI	• Ministère des Finances
MINMIDT	• Ministère des Mines, de l'Industrie et du Développement Technologique
OMC	• Organisation Mondiale du Commerce
OPEP	• Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole
OTA	• Obligations du Trésor Assimilables

PDCVA	• Projet de Développement des Chaînes de Valeurs Agricoles
PE	• Petite Entreprise
PEM	• Perspectives Economiques Mondiales
PEF	• Programme Economique et Financier
PME	• Petite et Moyenne Entreprise
PIB	• Produit Intérieur Brut
PNG	• Position Nette du Gouvernement
RAFA	• Rencontres d'Affaires Africaines et Francophones
RCA	• République Centrafricaine
SCB	• Société Camerounaise des Banques
SGC	• Société Générale du Cameroun
SNH	• Société Nationale des Hydrocarbures
SND30	• Stratégie Nationale de Développement 20-30
TIAO	• Taux d'intérêt des Appels d'Offre
TIC	• Technologies de l'Information et de la Communication
TPE	• Très Petite Entreprise
TSSP	• Taxe Spéciale sur les Produits Pétroliers
TVA	• Taxe sur la Valeur Ajoutée
UBA	• United Bank of Cameroon
USA	• United States of America
PEM	• Perspectives Economiques Mondiales
PIB	• Produit Intérieur Brut

Éditorial : Saisir l'Instant pour un développement durable et inclusif

En 2023, le Cameroun se trouve à un tournant crucial de son développement économique et social. Les données présentées dans ce rapport mettent en lumière les défis et les opportunités qui se présentent à notre nation. Chaque indicateur, qu'il s'agisse de la croissance économique, de la gestion des finances publiques, du commerce extérieur ou des perceptions des chefs d'entreprise, souligne l'importance de décisions éclairées et responsables pour garantir un développement durable et inclusif.

L'économie camerounaise, bien qu'ayant connu une croissance positive estimée à 3,3%, nécessite des réformes structurelles et des investissements stratégiques pour être consolidée. La diversification de notre économie, en s'appuyant sur des secteurs non pétroliers dynamiques, est essentielle pour diminuer notre vulnérabilité aux chocs externes. L'augmentation des importations de biens essentiels, comme les carburants et les machines, indique une demande croissante, mais souligne aussi la nécessité d'améliorer notre production locale.

Concernant les finances publiques, des signes encourageants se dessinent avec une réduction du déficit budgétaire global à 181,4 milliards FCFA. Pour maintenir cette tendance, il est crucial de renforcer la transparence et l'efficacité dans la collecte des recettes fiscales et la gestion des dépenses publiques. Une meilleure allocation des ressources et la réduction des arriérés de paiements intérieurs sont indispensables pour restaurer la confiance des investisseurs et des partenaires internationaux.

Les résultats du commerce extérieur enregistrés en 2023, notamment, l'aggravation du déficit de la balance commerciale (+570 milliards de FCFA) consécutive à une diminution des exportations conjuguée à une augmentation des importations, souligne l'urgence de la mise en œuvre des stratégies de diversification de nos exportations. En outre, la qualité de nos produits doit continuer de s'améliorer pour renforcer notre compétitivité.

L'opinion des chefs d'entreprise exprimée pour 2023, semble mettre en lumière les défis persistants en matière d'approvisionnement et de stabilité des prix qui pèsent sur leur activité. Il s'en suit une perception négative du climat des affaires qui exigent qu'ils soient pris au sérieux. Les préoccupations des entreprises doivent être au cœur de nos politiques économiques, avec un soutien accru aux très petites entreprises (TPE) et des mesures visant à stabiliser les conditions du marché.

Aussi, la route vers un développement durable et inclusif est semée de défis, mais aussi d'opportunités. En prenant des décisions éclairées, en renforçant notre résilience économique et en adoptant une approche inclusive, nous pouvons bâtir un avenir prospère pour tous les Camerounais. Engageons-nous ensemble à transformer ces défis en leviers de croissance et à saisir l'instant pour un développement durable et inclusif.

Le Président

Hon. Christophe EKEN

RESUME



Environnement économique international

En 2023, l'économie mondiale a connu une normalisation des marchés des produits de base et une atténuation des tensions inflationnistes. Pour autant, la croissance mondiale s'est fixée à 3,3%, en baisse par rapport au taux de 3,5%, enregistré en 2022. Le ralentissement a été principalement influencé par les difficultés constatées dans les pays avancés, par le durcissement des conditions financières, les tensions au Moyen-Orient et des conditions climatiques défavorables. Malgré cela, l'économie américaine a montré une résilience, soutenue par une forte demande intérieure.

Le commerce international a enregistré une croissance modérée de 0,8%, freinée par des perturbations dans les chaînes d'approvisionnement et des politiques protectionnistes. Cependant, les nouveaux accords commerciaux régionaux, comme le « Regional Comprehensive Economic Partnership ou Partenariat économique régional global » (RCEP), l'un des plus grands accords commerciaux au monde, couvrant environ un tiers de la population mondiale et près de 30 % du commerce mondial, ont stimulé les échanges, notamment avec une hausse de 4,8% des exportations de produits électroniques et de services informatiques.

L'inflation mondiale a ralenti à 6,7%, soit une baisse de 2 points de pourcentage par rapport à 2022, grâce à une baisse annuelle moyenne du prix du pétrole d'environ 16%. Dans les économies avancées, l'inflation est passée de 7,3% en 2022 à 4,6% en 2023, tandis que dans les économies émergentes, elle a reculé de 9,8% à 8,3%.

Par ailleurs, les cours des matières premières ont montré des signes de stabilisation, avec une baisse des cours annuelles du pétrole d'environ 16%. Le dollar américain s'est renforcé par rapport à d'autres devises, influençant les économies émergentes dépendantes des importations libellées en dollars.

Evolution de l'économie camerounaise

L'économie camerounaise a enregistré une croissance du PIB réel de 3,3% en 2023, soutenue par le secteur non pétrolier et une consommation intérieure dynamique. L'inflation s'est fixée à 7,4%, avec une hausse significative de 15,1% des prix des produits frais.

Les finances publiques camerounaises ont montré des signes d'amélioration, avec un déficit du solde global de 181,4 milliards FCFA, contre une prévision de 222,6 milliards FCFA.

Le commerce extérieur du Cameroun a atteint 7 981,3 milliards FCFA, en baisse de 4,9% par rapport à 2022. Par contre, le déficit commercial a augmenté de 576 milliards FCFA, avec un taux de couverture des exportations par les importations de 59,9%, en baisse de 11,1 points de pourcentage par rapport à 2022.

La situation monétaire s'équilibre en ressources et en emplois à 10265,7 milliards FCFA, en hausse de 4,6% par rapport à 2022. Parmi ses contreparties, le crédit intérieur a augmenté de 11,6%, s'établissant à 7 394,9 milliards FCFA.

L'opinion des chefs d'entreprises sur le climat des affaires est restée négative, avec un solde d'opinions de 11,6%. Les facteurs qui ont influencé la perception des chefs d'entreprises sont principalement la fiscalité et les procédures administratives. Plus de 40% des responsables ont signalé une baisse de leur chiffre d'affaires, principalement en raison de conditions d'approvisionnement difficiles.

**ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL EN
2023**

Après les chocs monétaires de 2022, notamment liés à l'inflation et à la hausse des prix des produits énergétiques, l'économie mondiale a connu en 2023 une normalisation des marchés des produits de base et une atténuation significative des tensions inflationnistes. Bien que l'activité économique ait bénéficié de la vigueur de l'économie américaine et de la résilience de l'emploi dans les pays avancés, la croissance économique mondiale a été moindre qu'il y a un an, notamment dans la zone euro, en raison de la récession allemande. En conséquence, le taux de croissance du volume des échanges mondiaux a diminué, et l'inflation, reflétant la baisse des cours des matières premières, a également fléchi.

I. Croissance économique

Selon la dernière mise à jour de juillet 2024 sur les Perspectives de l'économie mondiale du FMI (IMF, 2024), malgré une croissance économique plus solide que prévu aux États-Unis et dans plusieurs grands pays émergents et en développement, l'économie mondiale n'a progressé que de 3,3% en 2023, contre 3,5% en 2022. Le ralentissement de la croissance a été causé par les contreperformances du secteur manufacturier, mais également par des facteurs concomitants, tels que le durcissement des conditions financières, les tensions au Moyen-Orient et les conditions climatiques défavorables dans de nombreuses régions du monde.

Au niveau des économies avancées, le taux de croissance économique s'est limité à 1,7% en 2023, en baisse d'environ 1 point de pourcentage par rapport à 2022. Cette décélération recouvre un ralentissement de la croissance dans les principaux pays de la zone euro (0,5% en 2023 contre 3,4% en 2022), d'une part, et d'autre part, dans les autres pays majeurs de ce groupe, notamment au Royaume Uni (0,1% en 2023, contre 4,3% en 2022), et au Canada (1,8% contre 3,8%). Dans ce groupe de pays, l'on note toutefois, une amélioration de la croissance aux États-Unis (2,5%, après 1,9%) et au Japon (1,9% en 2023, contre 1% en 2022).

Les pays émergents et en développement ont, quant à eux, connu une légère hausse de 0,3 point de leur croissance, atteignant 4,4% en 2023. Cette amélioration reflète une croissance plus élevée dans les pays émergents et en développement d'Asie et d'Europe, où la croissance du PIB est respectivement passée d'un taux de 4,4% en 2022 à 5,7% en 2023, et de 1,2% à 3,2%.

1.1. Pays avancés

Selon les estimations du FMI (IMF, 2024), la croissance dans les économies avancées a atteint 1,7% en 2023, démontrant ainsi une résilience accrue.

Cette amélioration est principalement tirée par la vigueur de l'économie américaine et du Japon, malgré le ralentissement observé dans la zone euro et dans les autres pays majeurs de ce groupe. Aux États-Unis, la croissance s'est consolidée à 2,5% en 2023, contre 1,9% l'année précédente, et ce, malgré la politique monétaire restrictive de la Fed pour lutter contre l'inflation. En effet, la demande américaine, notamment publique, ainsi que les investissements, se sont renforcés grâce à la baisse progressive de l'inflation, bien que celle-ci reste encore relativement élevée.

L'activité économique s'est par ailleurs consolidée au Japon, avec une accélération de la croissance à 1,9% en 2023, contre 1% en 2022. Cette performance a été portée par la vigueur de la demande, tirée par une augmentation du tourisme et la mise en œuvre de politiques accommodantes, notamment la dépréciation du yen pour favoriser les exportations automobiles, freinées auparavant par des problèmes d'approvisionnement

Dans la zone euro, le ralentissement économique est plus marqué. L'activité dans la zone a été plombée par l'inflation et la crise en Ukraine qui perturbent davantage l'approvisionnement énergétique. La croissance de la zone euro est passée de 3,4% en 2022 à 0,5% en 2023, avec une récession prononcée en Allemagne (-0,3% en 2023).

Hors zone Euro, la croissance a fortement ralenti au Royaume-Uni, passant de 4,5% à 0,5%.

1.2. Pays émergents et en développement

Dans le groupe des économies émergentes et en développement, la croissance économique a également progressé, passant de 4,1% en 2022, à 4,4% en 2023. L'évolution est principalement tirée par celle des pays d'Asie et d'Europe appartenant à ce groupe.

Parmi les pays émergents et en développement d'Asie, la Chine a enregistré une accélération significative de sa croissance, passant de 3% en 2022 à 5,2% en 2023, 0,2 point de pourcentage en plus que ce qui était prévu en octobre 2023. Cependant, l'activité économique chinoise reste encore en deçà de son potentiel, en raison, notamment, des turbulences dans l'investissement, en particulier dans le secteur immobilier, ainsi que de la baisse du niveau de consommation.

En Inde, la croissance est montée à 8,2% en 2023, contre 7% en 2022, bien au-dessus de la prévision de 6,3% faite en octobre 2023.

Dans les pays émergents et en développement de l'Europe où le PIB a progressé de 3,2% après 1,2% en 2022, le PIB de la Russie a cru à un taux de 3,6% en 2023, après avoir diminué de 1,2% en 2022.

Par contre, la croissance a été freinée par la diminution du PIB constatée dans les pays émergents et en développement d'Amérique latine. En effet, dans les deux pays majeurs de ce groupe, la croissance a décéléré pour se fixer à 2,9% au Brésil, après 3% en 2022, et 3,2% au Mexique, contre 3,7% en 2022.

1.3. Afrique

En Afrique subsaharienne, la croissance économique a connu un ralentissement pour la deuxième année consécutive depuis la crise sanitaire de 2020, passant de 4% en 2022, à 3,4% à 2023. Cette situation est liée, entre autres, au choc inflationniste entraîné par la guerre en Ukraine, qui a affecté l'accès aux crédits et entraîné une hausse des taux d'intérêt sur les marchés financiers.

Pour faire face à l'inflation mondiale qui a atteint des niveaux considérables depuis la crise liée à la Covid-19, les banques centrales des économies avancées ont mené des politiques monétaires restrictives en augmentant leurs taux directeurs de manière continue pour atteindre les objectifs de ciblage d'inflation à moyen terme ($\leq 2\%$). La hausse des taux d'intérêt de la Fed a entraîné une réorientation des investisseurs vers le marché américain, au détriment des pays émergents, et en particulier en Afrique subsaharienne, où le spread demeure encore très élevé.

Ainsi, les deux grandes économies de la région ont enregistré des résultats moindres par rapport à la moyenne de la région. En effet, la croissance nigériane affiche un taux de 2,9% en 2023, contre 3,3% en 2022, et celle de l'Afrique du Sud est estimée à 0,7%, contre 1,9% en 2022.

1.4. Focus sur la CEMAC

Dans la CEMAC, la baisse de l'activité pétrolière, combinée au ralentissement des secteurs non pétroliers, a entraîné des résultats économiques et financiers contrastés. Selon la Banque des Etats

de l'Afrique Centrale (BEAC, 2024), en 2023, la croissance du PIB réel a atteint 2,3 %, en baisse par rapport aux 2,9 % de 2022 et aux 1,7 % de 2021. Le budget a enregistré un déficit de 0,2 % du PIB, après un excédent de 2,8 % en 2022. De plus, l'excédent du compte courant a diminué à 4,2 % du PIB, contre 8,1 % l'année précédente. En revanche, l'inflation a ralenti, avec un taux moyen annuel de 5,6 % en 2023, comparé à 6,2 % en 2022.

Sur le plan monétaire, les avoirs extérieurs nets de la CEMAC ont augmenté de 4,4 %, atteignant 2 991,4 milliards FCFA. Les créances nettes du système monétaire sur les États ont progressé de 13,4 %, atteignant 9 779,8 milliards FCFA. Les crédits à l'économie ont crû de 7,9 %, atteignant 10 592,4 milliards FCFA, et la masse monétaire (M2) a augmenté de 9,1 %, atteignant 19 050,7 milliards FCFA.

Au 31 décembre 2023, le secteur bancaire de la CEMAC comptait 54 banques opérationnelles. Le total des bilans agrégés a augmenté de 11,4 %, atteignant 22 401 milliards FCFA. Les crédits bruts accordés à la clientèle ont progressé de 11,1 %, et l'excédent de trésorerie a augmenté de 9,7 %. En termes de conformité prudentielle, 36 banques ont respecté les exigences de capital minimum, 45 banques ont satisfait aux exigences de fonds propres nets et au ratio de liquidité, et 35 banques ont respecté le coefficient de transformation à long terme.

Pour assurer la stabilité monétaire, le Comité de Politique Monétaire (CPM) a maintenu une politique monétaire restrictive, augmentant de 50 points de base le taux d'intérêt des appels d'offres (TIAO) et le taux de la facilité de prêt marginal, les portant respectivement à 5,00 % et 6,75 %.

Les réserves de change de la Banque Centrale ont atteint 6 886,0 milliards FCFA à la fin de décembre 2023, contre 6 853,7 milliards FCFA un an plus tôt, grâce aux prix élevés du pétrole. Cela représente environ 4,82 mois d'importations de biens et services.

En matière de gestion budgétaire, les mesures de rationalisation des dépenses ont permis de maintenir l'équilibre financier de la BEAC, avec un bénéfice net avant affectation de 309,7 milliards FCFA pour l'exercice 2023, contre 114 milliards FCFA en 2022. Le bilan de la Banque Centrale a augmenté de 5,2 %, atteignant 12 534,2 milliards FCFA en 2023.

1.5. Perspectives de croissance

D'après les perspectives du FMI, la croissance de l'économie mondiale devrait légèrement se replier à 3,2% en 2024, avant d'atteindre 3,3% en 2025.

La croissance économique des pays avancés stagnerait en 2024 à 1,7%, avant de connaître une faible accélération à partir de 2025 pour atteindre 1,8%.

Les pays émergents et en développement suivraient la même tendance que l'économie mondiale, avec une croissance pour l'année 2024 relativement similaire à celle enregistrée en 2023, soit 4,3%. La croissance devrait se stabiliser en 2025.

II. Inflation mondiale

En 2023, l'inflation mondiale a ralenti plus rapidement que prévu au quatrième trimestre 2023, étant inférieure d'environ 0,3 point de pourcentage aux prévisions d'octobre 2023, en données corrigées des variations saisonnières. Ce recul s'explique par la dissipation des chocs sur les prix relatifs, notamment ceux sur les prix de l'énergie, et par les répercussions sur l'inflation hors

alimentation et énergie. Le cours annuel moyen du pétrole a, de fait, baissé d'environ 16% en 2023.

Ainsi, l'inflation mondiale a reculé de 2 points de pourcentage par rapport à 2022, pour s'établir à 6,7% en 2023. Cette baisse est plus prononcée dans les économies avancées, où l'évolution de l'indice des prix à la consommation est passée de 7,3% en 2022 à 4,6% en 2023. Dans les économies émergentes et en développement, la croissance de l'indice est partie de 9,8% à 8,3%.

En perspective, l'inflation mondiale devrait continuer de baisser, passant de 6,7% en 2023 à 5,9% en 2024, puis 4,4% en 2025. Cette désinflation devrait être plus rapide dans les pays avancés où elle reculerait d'environ 2,0 points de pourcentage en 2024 pour atteindre 2,7%, que dans les pays émergents et en développement où elle ne baisserait que de 0,1 point, à 8,2%.

III. Commerce international

En 2023, le commerce mondial a fortement décéléré, en n'évoluant que de 0,8% après avoir augmenté de 5,6% en 2022. Cette tendance est observée autant dans les pays avancés que dans les pays en voie de développement. Mais, malgré la quasi-stagnation, le secteur des services a fait preuve de résilience, affichant une augmentation de 500 milliards de dollars, soit 8%, par rapport à l'année précédente. En revanche, le commerce des marchandises a subi une baisse importante de 1 300 milliards de dollars, équivalant à 5% de diminution par rapport à 2022.

Le quatrième trimestre 2023 a marqué un tournant par rapport aux trimestres précédents, avec une stabilisation des échanges de marchandises et de services d'un trimestre à l'autre. Les pays en développement, en particulier ceux d'Afrique, d'Asie de l'Est et d'Asie du Sud, ont connu une croissance de leurs échanges durant cette période, soulignant une dynamique positive malgré le contexte global difficile.

3.1. Echanges par régions

Alors que les principales économies ont généralement connu une baisse du commerce de marchandises tout au long de l'année 2023, certaines exceptions notables ont émergé, notamment la Fédération de Russie, qui a affiché une volatilité significative dans ses statistiques commerciales. Vers la fin de l'année 2023, les échanges de marchandises ont progressé dans plusieurs grandes économies, telles que la Chine, qui a enregistré une augmentation de 5% de ses importations, et l'Inde, avec une hausse de 5% de ses exportations. En revanche, les échanges ont reculé pour l'Union européenne.

En 2023, les performances commerciales ont divergé entre les pays en développement et les pays développés. Les échanges de biens et de services des pays avancés n'ont presque pas évolué en 2023, comparés à ceux observés en 2022. En effet, en 2022, les flux commerciaux des pays avancés avaient progressé de 6,2% ; en 2023, la hausse n'est que de 0,1%.

Dans les pays en développement, l'on note également une décélération du rythme de croissance des échanges de biens et services en 2023. Si les flux commerciaux avaient crû de 4,5% en 2022, en 2023, ceux-ci n'ont progressé que de 2%. Le commerce Sud-Sud, c'est-à-dire le commerce entre les économies en développement, a également subi une baisse plus marquée d'environ 7%. Cependant, ces tendances ont commencé à s'inverser au cours du dernier trimestre 2023, avec une reprise de la croissance pour les pays en développement et le commerce Sud-Sud, tandis que le commerce dans les pays développés est resté stable.

Les tensions géopolitiques ont continué d'affecter les flux commerciaux bilatéraux. Par exemple, la Fédération de Russie a réduit sa dépendance commerciale vis-à-vis de l'Union européenne tout en augmentant sa dépendance envers la Chine. De plus, l'interdépendance commerciale entre la Chine et les États-Unis a encore diminué en 2023.

Au niveau du continent africain, les échanges entre les économies ont suivi la tendance mondiale, enregistrant une augmentation de 6% en 2023. En revanche, les échanges intra régionaux en Asie de l'Est et en Amérique latine ont connu des baisses respectives de 9% et 5%, restant ainsi en deçà de la moyenne mondiale.

3.2. Échanges par groupe de produits

Au niveau sectoriel, la plupart des industries ont connu une baisse de la valeur des échanges en 2023. Cependant, quelques branches ont fait exception, notamment celles de production des produits pharmaceutiques, du matériel de transport et des véhicules à moteur.

En guise d'illustration, la branche de production du matériel de transport a bénéficié d'une demande accrue, en grande partie grâce à la demande d'avions gros porteurs, enregistrant ainsi une augmentation de 14%. Cette hausse a été principalement portée par la demande de véhicules électriques.

À l'inverse, celles de l'habillement, des produits chimiques et des textiles ont subi des baisses significatives en 2023. Cependant, la plupart des secteurs ont rebondi au quatrième trimestre 2023, à l'exception de l'habillement, où le commerce s'est encore contracté.

Parmi les services, le tourisme et les services liés aux voyages ont connu le plus fort rebond, augmentant de près de 40% par rapport à l'année précédente. Cette reprise du secteur des services reflète la levée progressive des restrictions liées à la pandémie de COVID-19 et la reprise progressive de la mobilité internationale.

3.3. Perspectives

Les données disponibles pour le premier trimestre 2024 indiquent une amélioration continue du commerce mondial, notamment en raison de la modération de l'inflation mondiale et des prévisions de croissance économique optimistes. De plus, l'augmentation de la demande pour des biens respectueux de l'environnement, en particulier les véhicules électriques, devrait également soutenir le commerce cette année. Au final, les services du FMI prévoient un redressement de la courbe de croissance des échanges en 2024 (+2,5%), lequel devrait se poursuivre en 2025 (+2,8%).

IV. Matières premières et change

4.1. Matières premières

L'évolution globale du cours du baril de Brent en 2023 est influencée par les diverses sanctions occidentales à l'encontre de la Russie (3ème producteur mondial de pétrole). A cela s'ajoutent, l'incertitude sur la mise en œuvre ou non des sanctions sur les livraisons d'hydrocarbures russes par les européens et les dégâts après une tempête sur deux des trois points de chargement du pétrole kazakh au port russe de Novorossiisk. Le cours du baril de Brent est estimé à 100,04 dollars américain contre 69,89 dollars en 2021. En perspective, le dernier rapport de l'Energy Information Administration des États-Unis souligne des tensions existantes sur le raffinage mondial, indiquant que les raffineries risquent de devoir réduire leur activité.

En 2023, les cours de l'indice Cotlook A de Liverpool sont restés volatils influencés par les fondamentaux du marché de coton brut. Au premier semestre 2023, l'aggravation des conditions climatiques dans la région de « cotton belt » (Ouest du Texas, Oklahoma et Kansas), le stimulus du gouvernement indien de suspendre les droits d'importation sur le coton et la guerre en Ukraine faisant monter les prix de la fibre synthétique et des pesticides dérivés du pétrole, ont fait grimper les cours du coton. Au deuxième semestre, il est noté une baisse des cours de coton à cause de l'effritement du pouvoir d'achat en lien avec la flambée des prix. Au total, la valeur moyenne de l'Indice Cotlook A de Liverpool est ressortie à 1 773,9 franc CFA le kilogramme contre 1 231,2 FCFA en 2021.

Les cours mondiaux de l'huile de soja ont enregistré une hausse de 30,4% par rapport à 2021 pour s'établir à 421 196 FCFA la tonne en 2023. Cette évolution résulte des facteurs contribuant à l'amélioration des cours, notamment la guerre en Ukraine entraînant les difficultés d'approvisionnement des huiles concurrentes, la forte demande en provenance de la Chine et les conditions moins favorables aux cultures d'oléagineux au Brésil.

4.2. Change

Sur le marché de changes, le dollar américain s'est évalué en moyenne à 624,33 FCFA en 2023 contre 554,93 FCFA en 2021, soit une appréciation de 12,5% par rapport au FCFA.

Le cours du Naira s'est inscrit en hausse de 5,9% par rapport à 2021. En effet, le cours de la monnaie nigérienne s'est établi en moyenne de 1,496 FCFA en 2023 contre 1,412 FCFA en 2021.

La valeur de la monnaie chinoise s'est établie à 92,72 FCFA en 2023 contre 86,06 FCFA en 2021. Le Yuan renminbi s'est donc apprécié de 7,7% par rapport au FCFA dans la période sous-revue.

Tableau 1: Perspectives de l'économie mondiale : aperçu des projections

(Variation en pourcentage, sauf indication contraire)

	Sur un an						4e trimestre sur 4e trimestre 2/		
	2022	2023	Projections		Différence par rapport aux projections des PEM d'avril		2023	Projections	
			2024	2025	2024	2025		2024	2025
Production mondiale	3.5	3.3	3.2	3.3	0.0	0.1	3.3	3.2	3.2
Pays avancés	2.6	1.7	1.7	1.8	0.0	0.0	1.7	1.8	1.8
États-Unis	1.9	2.5	2.6	1.9	-0.1	0.0	3.1	2.0	1.8
Zone euro	3.4	0.5	0.9	1.5	0.1	0.0	0.2	1.5	1.5
Allemagne	1.8	-0.2	0.2	1.3	0.0	0.0	-0.2	0.8	1.7
France	2.6	1.1	0.9	1.3	0.2	-0.1	1.2	0.8	1.5
Italie	4.0	0.9	0.7	0.9	0.0	0.2	0.7	0.5	1.3
Espagne	5.8	2.5	2.4	2.1	0.5	0.0	2.1	2.3	2.1
Japon	1.0	1.9	0.7	1.0	-0.2	0.0	1.2	1.6	0.3
Royaume-Unis	4.3	0.1	0.7	1.5	0.2	0.0	-0.2	1.5	1.6
Canada	3.8	1.2	1.3	2.4	0.1	0.1	1.0	2.2	2.2
Autres pays avancés 3/	2.7	1.8	2.0	2.2	0.0	-0.2	1.7	1.9	2.8
Pays émergents en pays en développement	4.1	4.4	4.3	4.3	0.1	0.1	4.7	4.3	4.4
Pays émergents en pays en développement d'Asie	4.4	5.7	5.4	5.1	0.2	0.2	5.9	5.3	5.0
Chine	3.0	5.2	5.0	4.5	0.4	0.4	5.4	4.6	4.9
Inde 4/	7.0	8.2	7.0	6.5	0.2	0.0	7.8	6.5	6.5
Pays émergents en pays en développement d'Europe	1.2	3.2	3.2	2.6	0.1	-0.2	4.1	2.3	3.7
Russie	-1.2	3.6	3.2	1.5	0.0	-0.3	4.8	1.8	1.7
Amérique latine et caraïbes	4.2	2.3	1.9	2.7	-0.1	0.2	1.5	2.5	2.5
Brésil	3.0	2.9	2.1	2.4	-0.1	0.3	2.2	2.9	2.0
Mexique	3.7	3.2	2.2	1.6	-0.2	0.2	2.3	3.0	1.1
Moyen-Orient et Asie centrale	5.4	2.0	2.4	4.0	-0.4	-0.2	...	...	...
Arabie Saoudite	7.5	-0.8	1.7	4.7	-0.9	-1.3	-4.3	2.6	4.3
Afrique subsaharienne	4.0	3.4	3.7	4.1	-0.1	0.1	...	...	...
Nigéria	3.3	2.9	3.1	3.0	-0.2	0.0	2.8	3.3	2.7
Afrique du Sud	1.9	0.7	0.9	1.2	0.0	0.0	1.3	1.3	0.9
<i>Pour mémoire</i>									
Croissance mondiale calculée sur la base des taux de change d	3.0	2.7	2.7	2.8	0.0	0.1	2.8	2.7	2.8
Union européenne	3.7	0.6	1.2	1.8	0.1	0.0	0.5	1.7	1.8
ASEAN-5 5/	5.5	4.1	4.5	4.6	0.0	0.0	4.2	5.5	2.9
Moyen-Orient et Afrique du Nord	5.4	1.8	2.2	4.0	-0.5	-0.2	...	...	...
Pays émergents et pays à revenu intermédiaire	4.0	4.4	4.2	4.2	0.1	0.1	4.7	4.3	4.4
Pays en développement à faible revenu	4.2	3.9	4.4	5.3	-0.3	0.1	...	...	...
Volume du commerce mondiale (bien et services) 6/	5.6	0.8	3.1	3.4	0.1	0.1	...	...	...
Pays avancés	6.2	0.1	2.5	2.8	0.3	-0.1	...	...	...
Pays émergents et pays en développement	4.5	2.0	4.2	4.5	-0.1	0.5	...	...	...
Prix des produits de base									
Pétrole 7/	39.2	-16.4	0.8	-6.0	3.3	0.3	-4.4	-2.4	-5.7
Hors combustibles (moyenne fondée sur la pondération des	7.9	-5.7	5.0	1.6	4.9	2.0	-0.2	7.7	0.5
Prix à la consommation dans le monde 8/	8.7	6.7	5.9	4.4	0.0	-0.1	5.8	5.5	3.6
Pays avancés 9/	7.3	4.6	2.7	2.1	0.1	0.1	3.1	2.5	1.9
Pays émergents et pays en développement 8/	9.8	8.3	8.2	6.0	-0.1	-0.2	8.0	8.0	4.9

Note : Il est supposé que les taux de change effectifs réels restent aux niveaux observés entre le 22 avril et le 20 mai 2024. Les pays sont classés sur la base de leur taille. Les données trimestrielles agrégées sont corrigées des variations saisonnières. PEM = Perspectives de l'économie mondiale.

1/ Différence basée sur les chiffres arrondis pour les prévisions actuelles et celles de PEM d'avril 2024. Les pays dont les prévisions ont été mises à jour par rapport à celles d'avril 2024 représentent 90 % du PIB mondial en parités de pouvoir d'achat.

2/ Pour la production mondiale et la production des pays émergents et des pays en développement, les estimations et prévisions trimestrielles représentent, respectivement, environ 90 % de la production annuelle mondiale 80 % de la production annuelle des pays émergents et des pays en développement, en parités de pouvoir d'achat.

3/ Hors G7 (Allemagne, Canada, États-Unis, France, Italie, Japon, Royaume-Uni) et les pays de la zone euro.

4/ Dans le cas de l'Inde, les données et les projections sont présentées par exercice budgétaire, et l'exercice 2022/23 (qui commence en avril 2022) apparaît dans la colonne 2022. Les projections de croissance de l'Inde sont de 7,3 % en 2024 et de 6,5 % en 2025 (années civiles).

5/ Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour, Thaïlande.

6/ Moyenne simple des taux de croissance du volume des exportations et des importations (biens et services).

7/ Moyenne simple des cours U.K. Brent, Dubai Fateh et West Texas Intermediate. Les hypothèses retenues pour le cours moyen du pétrole, sur la base des marchés à terme (au 20 mai 2024), sont les suivantes : 81,26 dollars le baril en 2024 et 76,38 dollars le baril en 2025.

8/ Hors Venezuela.

9/ Les projections de taux d'inflation sont de 2,4 % en 2024 et 2,1 % en 2025 pour la zone euro; de 2,4 % en 2024 et 2,0 % en 2025 pour le Japon ; enfin, de 3,1 % en 2024 et 2,0 % en 2025 pour les États-Unis.

SOURCE : FMI (2024) PERSPECTIVES DE L'ÉCONOMIE MONDIALE, JUILLET 2024

EVOLUTION DE L'ECONOMIE DU CAMEROUN EN 2023

En raison d'une conjoncture internationale difficile, l'activité économique camerounaise a enregistré un ralentissement en 2023. Selon les dernières estimations du Ministère en charge de l'économie (MINEPAT, 2024), le taux de croissance réel du PIB serait de 3,3% contre 3,6% en 2022. Cette évolution est attribuable aux performances du secteur non pétrolier, qui aurait enregistré une croissance de 3,6% après 3,8% en 2022. Par ailleurs, l'IPC a évolué de 7,4% du fait de la pression exercée par les coûts du transport sur les prix. Le déficit du solde budgétaire s'est réduit, tandis que le déficit de la balance commerciale s'est aggravé.

I. Activité économique et prix

1.1. Evolution de l'activité économique

Sur le plan sectoriel, la croissance en 2023 devrait continuer à être tirée aussi bien par le secteur tertiaire (+3,9%) que par le secteur primaire (+2,5%), en raison d'une amélioration de la demande intérieure et d'un plus grand accès aux intrants de production, malgré la hausse des prix (MINEPAT, 2024).

1.1.1. Optique de l'offre

En effet, la croissance dans le secteur primaire est soutenue par les bonnes performances observées dans l'agriculture vivrière (+2,5% après 0,9% en 2022), la sylviculture et l'exploitation forestière (+5,2% après 4,8% en 2022), l'élevage (+3,2%) et la pêche (+3,2%).

Ces évolutions s'expliquent par la poursuite de la mise en œuvre des programmes visant à encourager la production locale de poisson et à réduire les coûts d'acquisition des intrants de l'agriculture et de l'élevage (exonération de taxes à l'importation sur les semences et les engrais notamment).

Le secteur tertiaire bénéficie des effets induits du dynamisme dans le secteur primaire. Toutefois, la croissance du secteur devrait ralentir, en lien avec les contre-performances observées dans plusieurs branches d'activité.

Le ralentissement engagé depuis 2022 devrait se poursuivre dans le secteur secondaire, avec une croissance estimée à 2,2% en 2023 après 2,7% en 2022, en liaison avec la poursuite de la tendance baissière des industries extractives et le ralentissement enregistré par les industries agroalimentaires. En effet, l'activité dans la branche « Industries extractives » baisse de 30,9%. La contre-performance des industries agroalimentaires est imputable aux effets des pressions inflationnistes qui réduisent les marges des entreprises ainsi que le dynamisme de la demande intérieure

1.1.2. Optique de la demande

Du côté des emplois du PIB, la demande intérieure demeure le moteur de la croissance en 2023, avec une contribution de 2,9 points à la hausse du PIB réel. La consommation finale a enregistré une croissance de 2,1% en 2023, sous l'impulsion de la hausse de la consommation privée. La croissance de la consommation privée est de 0,2%, induite principalement par les mesures compensatoires prises par le Gouvernement en faveur des populations à l'effet d'atténuer l'impact de la hausse des prix du carburant à la pompe. Le ratio consommation finale sur PIB est passé de 84,9% en 2022 à 86,5% en 2023.

La formation brute du capital fixe (FBCF) s'est accrue de 6,3% en 2023, attribuable à la hausse sensible de l'investissement privé (+12,7%). Par contre, l'investissement public a reculé de 14,9% en 2023, en lien avec la baisse des dépenses en capital sur financement extérieur.

Le rythme des échanges extérieurs, caractérisé par une baisse de 9,6% des exportations en volume et par une hausse de 8% des importations, accentue le déficit de la balance commerciale et érode la croissance.

Tableau 2: PIB et ses emplois (évolution des volumes en %)

	<i>(en %)</i>			<i>(en % du PIB)</i>		
	2021	2022	2023	2021	2022	2023
<i>Demande intérieure</i>				103,7	102,7	104,7
<i>Consommation finale</i>	4,4	3,1	2,1	85,6	84,9	86,5
<i>Secteur privé</i>	4,7	4,2	2,4	73,5	74,0	76,2
<i>Administration publique</i>	2,6	-3,4	0,2	12,0	11,0	10,3
<i>Formation brute de capital fixe</i>	4,9	6,1	6,3	18,2	18,0	18,2
<i>Secteur privé</i>	4,8	5,1	12,7	14,1	13,9	14,9
<i>Administration publique</i>	5,0	9,5	-14,9	4,1	4,1	3,9
<i>Demande extérieure</i>				-3,7	-2,7	-4,9
<i>Exportation des biens et services</i>	3,5	3,3	-9,6	15,5	19,3	16,0
<i>Importations des biens et services</i>	12,8	3,6	8,0	20,2	22,0	20,9
<i>PIB</i>	3,6	3,6	3,3	100	100	100

SOURCE : MINEPAT (2024), RAPPORT SUR L'ECONOMIE CAMEROUNAISE EN 2023, AVRIL 2024.

1.2. Evolution des prix

L'Indice des Prix à la Consommation (IPC) a augmenté de 7,4 % entre 2022 et 2023. Cet accroissement est imputable en grande partie à la pression des coûts de transports et des prix des produits alimentaires (INS, 2024).

Cette inflation découle de la réduction des subventions sur les prix des carburants en février 2023 mais aussi des défis sécuritaires dans les bassins de production agricole, en particulier dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, qui ont contribué à alimenter l'inflation. On peut aussi évoquer sur le plan international, la guerre russo-ukrainienne qui continue de perturber les chaînes d'approvisionnement, notamment sur le blé.

Dans un contexte mondial caractérisé par la normalisation des chaînes d'approvisionnement, la baisse des prix de l'énergie et des denrées alimentaires, l'adoption de mesures de resserrement de la politique monétaire par la plupart des banques centrales, une diminution de l'inflation devrait être envisageable pour 2024.

1.2.1. Evolution des prix par fonction de consommation

Par fonctions de consommation, les prix des douze composantes principales ont enregistré une hausse sensible par rapport à 2022.

L'augmentation des prix de 7,4% s'explique principalement par l'évolution des prix des produits alimentaires (+11,1%) et des prix de transports (+15%). Ces deux postes, représentant environ 44% des dépenses de consommation finale des ménages, ont été les principaux contributeurs à la hausse des prix (INS, 2024).

La hausse des prix des produits alimentaires est grandement imputable au renchérissement des légumes, des pains et céréales, des fruits, ainsi que des poissons et fruits de mer.

Les prix des produits alimentaires ont grimpé pour diverses raisons : (i) la faible production nationale due à des capacités de production réduites, des conditions météorologiques défavorables ayant entraîné de mauvaises récoltes et des pertes de bétail, et la crise sécuritaire dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest ; (ii) les difficultés d'approvisionnement des principaux centres de consommation; (iii) les répercussions partielles des hausses de coûts des matières premières et des intrants agricoles, sur les prix de vente aux consommateurs ; (iv) les stocks de sécurité insuffisants et la pénurie de certains produits y compris les produits pétroliers.

En ce qui concerne le transport, l'inflation est directement liée à l'augmentation du prix du carburant à la pompe, observée à compter du 1er février 2023.

Tableau 3: Evolution de l'Indice des prix par fonctions de consommation (base 100, en 2022)

Fonction de consommation	2023	Variation (en %)
		2023/2022
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	110,8	10,8
<i>dont produits alimentaires</i>	111,1	11,1
Boissons alcoolisées et tabac	103,4	3,4
Articles d'habillement et chaussures	104,3	4,3
Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	103,4	3,4
Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer	107,2	7,2
Santé	100,8	0,8
Transports	115,0	15,0
Communication	100,4	0,4
Loisirs et culture	101,9	1,9
Enseignement	103,2	3,2
Restaurants et hôtels	104,9	4,9
Biens et services divers	105,3	5,3
Indice des Prix à la Consommation	107,4	7,4

SOURCE : IN\$ (2024), NOTE DE SYNTHÈSE SUR L'INFLATION 2023, AVRIL 2024.

1.2.2. Evolution par groupe secondaire de produits

Par groupe secondaire de produits, l'inflation est soutenue par l'évolution des prix des produits frais (+15,1%), de l'énergie (+8,4%) et des prix des biens et services locaux (+8,1%). La hausse des prix de l'énergie est imputable à l'augmentation des prix du carburant.

Tableau 4: Evolution de l'indice des prix des groupes secondaires de produits (base 100=2022)

Postes de dépenses	2023	Variation (en %)
		2023/2022
Biens et services locaux	108,1	8,1
Biens et services importés	105,6	5,6
Energie	108,4	8,4
Produits frais	115,1	15,1
Hor; énergie et produits frais	106,0	6,0

SOURCE : IN\$ (2024), NOTE DE SYNTHÈSE SUR L'INFLATION 2023, AVRIL 2024.

1.2.3. Evolution spatiale

Sur le plan spatial, et entre 2022 et 2023, les prix sont en hausse dans tous les dix chefs-lieux de région. Ils ont plus augmenté à Ngaoundéré (+8,4%), Bertoua (+8%), Douala (+7,7%) et Maroua (+7,6%).

Tableau 5: Evolution de l'indice (base 100, année 2022) des prix des chefs-lieux des régions

Ville d'observation	2023	Variation (en %)
		2023/2022
Yaoundé	107,3	7,3
Douala	107,7	7,7
Maroua	107,6	7,6
Bafoussam	107,0	7,0
Buea	106,8	6,8
Garoua	107,1	7,1
Ebolowa	107,3	7,3
Ngaoundéré	108,4	8,4
Bertoua	108,0	8,0
Bamenda	106,0	6,0

SOURCE : INS (2024), NOTE DE SYNTHÈSE SUR L'INFLATION 2023, AVRIL 2024

II. Finances publiques

Le budget 2023 a été exécuté dans un environnement marqué sur le plan international par la persistance des pressions inflationnistes, la levée des subventions sur les produits pétroliers au Nigeria, couplée à la dévaluation de la Naira et la volatilité des prix des matières premières.

La mise en œuvre du budget 2023 a aussi été marquée par la volonté du Gouvernement i) de réduire la facture de la subvention (un relèvement des prix de carburant à la pompe est survenu le 1er février 2023 à cet effet) ; ii) de réduire progressivement la dette salariale notamment en faveur des personnels de l'éducation et de la santé ; iii) d'atténuer les effets pervers de l'inflation sur le pouvoir d'achat des ménages.

Ce contexte difficile a justifié l'adoption d'une loi de finances rectificative qui a révisé à la hausse le niveau du budget de l'État de 367,7 milliards FCFA pour le situer à 6 726,9 milliards FCFA, dont 84,4 milliards FCFA pour les Comptes d'Affectation Spéciale).

2.1. Résultats budgétaires

L'exécution budgétaire a été caractérisée par un niveau satisfaisant de mobilisation des ressources, tirée par les recettes internes, ainsi qu'une maîtrise de l'exécution globale des charges budgétaires contenues dans la limite prévisionnelle (DGB, 2024).

Le déficit du solde global est de 181,4 milliards FCFA contre une prévision annuelle révisée de 222,6 milliards FCFA. Le solde primaire est excédentaire de 138,8 milliards FCFA. Le ratio masse salariale sur recettes fiscales s'établit à 34,0% contre 34,7% en 2022.

Tableau 6: Évolution des soldes budgétaires de 2022 à 2023 (en milliard FCFA)

Nature du solde	Réalisation 2022	Réalisation 2023	Variation 2023/2022
Solde primaire	-97,0	138,8	235,8
% du PIB	-0,4	+0,5	
Solde primaire non pétrolier	-1 070,9	-738,3	332,6
% du PIB	-3,9	-2,5	
Solde global	-4,02 ¹	-181,4	-177,4
% du PIB	-1,1	-0,6	

SOURCE : DGB (2024), RAPPORT SUR L'EXECUTION DU BUDGET DE L'ÉTAT POUR L'EXERCICE 2023, MAI 2024.

Dans le cadre de l'exécution du programme conclu avec le FMI, le Cameroun a respecté tous les critères de performance quantitatifs périodiques à fin décembre 2023. S'agissant des cibles indicatives, le pays a respecté deux (02) sur quatre (04). Le Cameroun n'a pas observé la cible relative à l'accumulation nette d'arriérés de paiements intérieurs ainsi que celle relative aux interventions directes de la Société Nationale des Hydrocarbures (SNH). En effet, à fin décembre 2023, la SNH a reversé 622,8 milliards FCFA au titre de redevance pétrolière, dont 185,4 milliards FCFA sous forme d'interventions directes. Le plafond étant fixé à 145 milliards FCFA, le Cameroun n'a pas observé cette cible indicative.

En ce qui concerne les autres aspects de l'exécution budgétaire, les délais de paiement demeurent très élevés (plus de 150 jours après la prise en charge au Trésor alors que le délai retenu dans le cadre du PEF est de 90 jours maximum). Cette situation s'explique, principalement par (i) les avances de trésorerie sur les dépenses non budgétisées qui évincent du circuit de paiement des dépenses régulièrement budgétisées ; (ii) les mauvaises procédures budgétaires (sauvegarde de crédit) sans lien avec la trésorerie disponible ou projetée.

2.2. Mobilisation des ressources budgétaires

Sur une prévision annuelle révisée de 6 642,5 milliards FCFA, les recettes du budget général mobilisées s'établissent à fin décembre 2023 à 6 186,8 milliards FCFA, correspondant à un taux de réalisation de 93,1%. Elles sont en hausse de 273,0 milliards FCFA (+4,6%) par rapport aux réalisations de l'exercice budgétaire 2022. L'amélioration continue des recettes du budget général constitue un indicateur de performance pour la consolidation de la résilience de l'économie camerounaise face aux chocs exogènes. Elle pourrait s'expliquer entre autres par les effets positifs de la politique d'élargissement de l'assiette fiscale déployée au moyen de plusieurs actions de réformes et le renforcement de la qualité du management au niveau des administrations d'assiettes.

2.2.1. Recettes budgétaires

Les recettes budgétaires sont constituées des recettes internes et des dons. Les recettes budgétaires ont été mobilisées à hauteur de 4 981,9 milliards FCFA, en hausse de 10,8% par rapport au montant de l'exercice 2022. Le taux de réalisation des recettes budgétaires est de 104,2% en 2023.

2.2.1.1. Dons

En 2023, les dons reçus s'élèvent à 139,4 milliards FCFA, représentant un taux d'exécution de 138,0% des prévisions annuelles révisées. Ils sont essentiellement constitués de dons-programmes

¹ Chiffre de la loi de règlement 2022

d'un montant de 60,2 milliards FCFA et de 79,2 milliards FCFA destinés à financer des projets d'investissement.

2.2.1.2. Recettes internes

Les recettes internes ont été mobilisées à hauteur de 4 842,5 milliards FCFA, en hausse de 10,2% par rapport à l'exercice budgétaire 2022, tirées par les recettes non pétrolières. Cette bonne performance est attribuable aux différentes réformes mises en œuvre au niveau des administrations d'assiette. Les recettes non pétrolières représentent 81,9% des recettes internes en 2023 et les recettes pétrolières, 18,1%.

Graphique 1: Composantes des recettes internes en 2022 et 2023



SOURCE : DGB (2024), RAPPORT SUR L'EXECUTION DU BUDGET DE L'ÉTAT POUR L'EXERCICE 2023, MAI 2024.

2.2.1.2.1. Recettes pétrolières

Elles sont constituées de la redevance SNH et de l'impôt sur les sociétés pétrolières. En 2023, le montant des recettes pétrolières mobilisées est de 877 milliards FCFA, contre 973,8 milliards FCFA en 2022. Par rapport à l'objectif annuel de 807 milliards FCFA, le taux de réalisation se situe à 104,2%. Le poids des recettes pétrolières dans les recettes internes est de 18,1% contre 22,2% en 2022.

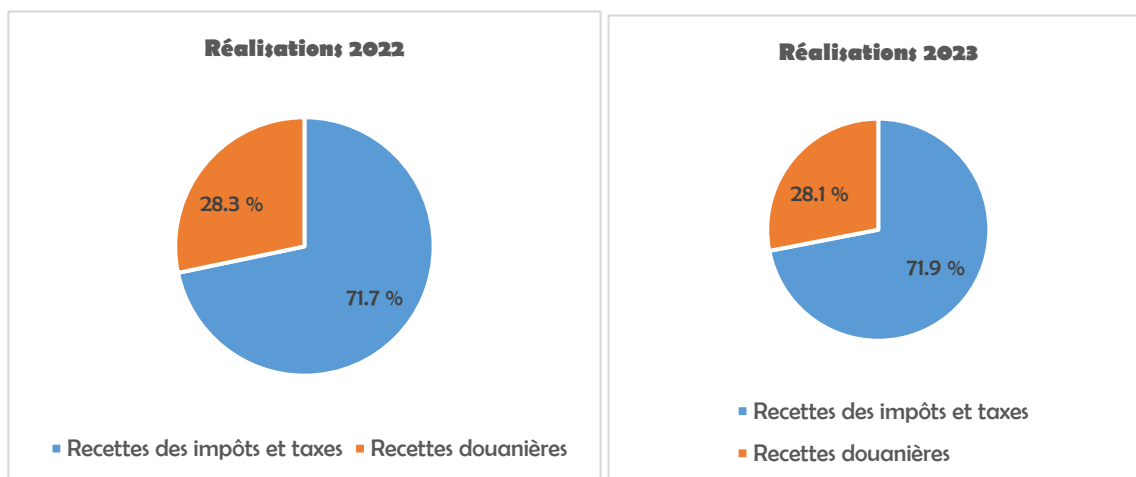
2.2.1.2.2. Recettes non pétrolières

Les recettes non pétrolières sont composées des recettes fiscales et des recettes non fiscales. Pour un objectif fixé à 3619,1 milliards FCFA, elles ont été recouvrées à hauteur de 3 965,5 milliards FCFA, soit un taux de réalisation de 103,3%. Par rapport à 2022, elles sont en hausse de 546,2 milliards FCFA (+16%).

a. Recettes fiscales

En 2023, les recettes fiscales ont été recouvrées à hauteur de 3 644,6 milliards FCFA pour une prévision annuelle de 3 528,1 milliards FCFA, soit un taux de réalisation de 102,1%. Comparées aux réalisations de 2022, les recettes fiscales sont en hausse de 457,6 milliards FCFA (+14,4%). Les recettes des impôts et taxes représentent 71,9% du total des recettes fiscales et les recettes douanières 28,1%.

Graphique 2: Evolution des composantes des recettes fiscales entre 2022 et 2023



SOURCE : DGB (2024), RAPPORT SUR L'EXECUTION DU BUDGET DE L'ÉTAT POUR L'EXERCICE 2023, MAI 2024

i. Recettes des impôts et taxes

Sur un objectif annuel révisé de 2 523,4 milliards FCFA, les impôts et taxes ont été mobilisés à hauteur de 2 622 milliards FCFA, soit un taux de réalisation de 101,1%. Comparées aux réalisations de 2022, ces recettes sont en hausse de 336,1 milliards FCFA (+14,7%).

Cette performance s'explique par la consolidation des réformes de dématérialisation des procédures et d'élargissement de l'assiette fiscale, qui ont amélioré significativement le suivi des contribuables. De même, les mesures nouvelles de politique fiscale de la loi de finances 2023 ont contribué à cette performance.

Plus précisément, cette performance s'explique par la bonne mobilisation de l'impôt sur les sociétés non pétrolières (hausse de 70,1 milliards FCFA) ; des droits d'enregistrement et de timbre (avec un taux de réalisation de 171,8%) et de la taxe Spéciale sur les Produits Pétroliers (TSPP).

ii. Recettes douanières

En 2023, les recettes douanières ont été mobilisées à hauteur de 1 022,6 milliards FCFA, soit un taux de réalisation de 105,0% des prévisions de la loi de finances rectificative d'un montant de 973,7 milliards FCFA. Ces recettes enregistrent une hausse de 121,4 milliards FCFA (+13,5%) par rapport aux réalisations de 2022.

Cette performance est soutenue, entre autres, par les effets des mesures d'import-substitution, mises en œuvre par le Gouvernement, notamment le relèvement et l'extension du champ des droits d'accise à l'importation sur certains produits fabriqués localement, et la hausse des droits de sortie sur les exportations des produits faiblement transformés.

S'agissant de la structure, la TVA à l'importation (45,2% du total) et les droits de douane à l'importation (37,7%) sont les deux principales composantes des recettes douanières.

Tableau 7: Recettes douanières des exercices 2022 et 2023 (en milliard FCFA)

Type de droits et taxes	Objectif: 31/12/2023	Réalisation		Taux d'exécution (en %)	Variations 2023/2022	
		2022	2023		(en valeur)	(en %)
Droit de douane à l'import.	365,8	361,7	386,0	105,5	24,3	6,7
TVA à l'import.	446,1	426,3	462,5	103,7	36,2	8,5
Droit d'Accises à l'importation	61,0	54,9	66,3	108,7	11,4	20,8
Droit de sortie	58,0	41,3	57,2	98,6	15,9	38,6
Taxe informatique	21,2	0,7	22,4	105,7	21,7	3 178,1
Autres recettes des douanes	21,7	16,3	28,3	130,4	12,0	73,3
Total recettes douanières	973,7	901,2	1 022,6	105,0	121,5	13,5

SOURCE : DGB (2024), RAPPORT SUR L'EXECUTION DU BUDGET DE L'ÉTAT POUR L'EXERCICE 2023, MAI 2024

b. Recettes non fiscales

En 2023, les recettes non fiscales mobilisées sont de 320,9 milliards FCFA, soit un taux de réalisation de 119,2% des prévisions annuelles révisées. Par rapport à l'exercice budgétaire 2022, elles sont en hausse de 88,6 milliards FCFA (+38,1%).

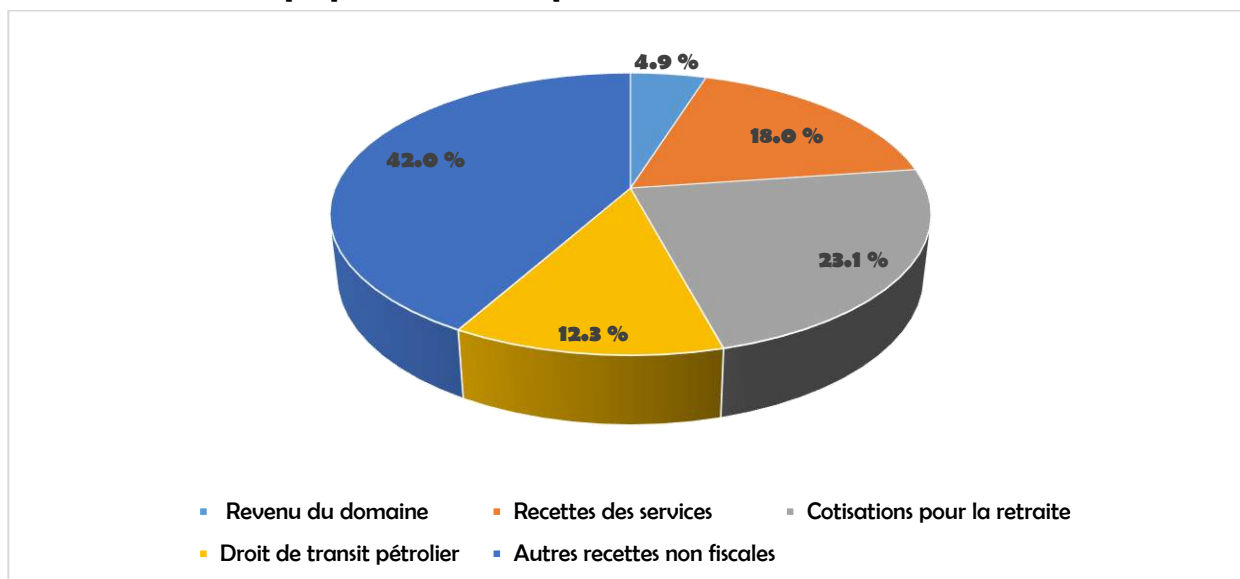
Tableau 8: Réalisation des recettes non fiscales (en milliard FCFA)

Libellé	2022	2023	2023	Variation 2023/2022		Taux d'exécution 2023 (%)
	Réalisation	LFR	Réalisation	valeur	(%)	
Revenu du domaine	7,9	6,8	15,6	8,8	129,4	197,5
Recettes des services	75,5	53,8	57,5	3,7	6,9	76,2
Cotisations pour la retraite	64,5	56,3	74,0	17,7	31,4	114,7
Droit de transit pétrolier	45,2	36,5	39,4	2,9	7,9	87,2
Autres recettes non fiscales	76,2	78,9	134,4	55,5	70,3	176,4
Dont dividende		25,8	66,3	40,5	157,0	NC
Total recettes non fiscales	269,3	232,3	320,9	88,6	38,1	119,2

SOURCE : DGB (2024), RAPPORT SUR L'EXECUTION DU BUDGET DE L'ÉTAT POUR L'EXERCICE 2023, MAI 2024

Cette hausse est portée principalement par les dividendes des actions et participations (+40,5 milliards FCFA), des cotisations pour la retraite (+17,7 milliards FCFA), des Loyers des immeubles et revenus des domaines (+8,8 milliards FCFA), des recettes de services (+3,7 milliards FCFA), ainsi que des Droits de transit pétrolier (+2,8 milliards FCFA).

Graphique 3: Poids des composantes des recettes non fiscales en 2023



SOURCE : DGB (2024), RAPPORT SUR L'EXECUTION DU BUDGET DE L'ETAT POUR L'EXERCICE 2023, MAI 2024

2.2.2. Ressources de trésorerie (Emprunts)

Les emprunts sont constitués des prêts-projets, des prêts FMI, des appuis budgétaires, des émissions des titres publics et des emprunts bancaires. En 2023, les emprunts ont été mobilisés à hauteur de 1 204,9 milliards FCFA sur une prévision révisée de 1 598,3 milliards FCFA.

2.2.2.1. Prêts projets

Les tirages sur les prêts projets sont de 490,8 milliards FCFA, correspondant à un taux de réalisation de 61,7%. Par rapport à l'exercice 2022, ils diminuent de 148,6 milliards FCFA (-23,2%).

Les prêts-projets sont constitués des emprunts multilatéraux, des emprunts bilatéraux et des emprunts commerciaux.

2.2.2.2. Prêts FMI

Les allocations de DTS du FMI se situent à 60,0 milliards FCFA sur une prévision révisée de 120,8 milliards FCFA, soit un taux d'exécution de 49,7%.

2.2.2.3. Prêts Programmes

Les appuis budgétaires décaissés sont de 53,4 milliards FCFA, en baisse aussi bien par rapport au montant de 2022 (-111,6 milliards FCFA) que par rapport à l'objectif annuel révisé (-67,6 milliards FCFA).

2.2.2.4. Emission des titres publics

Au cours de l'exercice 2023, les émissions de titres publics (nettes des remboursements de bons du Trésor assimilables) se sont élevées à un montant de 470,9 milliards FCFA dont 188,0 milliards FCFA d'émissions nettes de BTA, 106,6 milliards FCFA d'Obligations du Trésor Assimilables (OTA) et 176,3 milliards FCFA d'obligations de Trésor (OT). Le taux d'exécution des émissions des titres publics s'est donc situé à 104,6%.

Globalement, les BTA émis s'élèvent à 741,8 milliards FCFA, tandis que les remboursements se situent à 553,8 milliards FCFA, dont 231,2 milliards FCFA issus de l'encours à fin 2022 et 322,6 milliards FCFA pour 2023, soit des émissions nettes des BTA de 188,0 milliards FCFA.

2.2.2.5. Autres emprunts

Sur une prévision révisée de 271,7 milliards FCFA, le taux d'exécution a été nul (le gouvernement n'a pas eu recours aux emprunts bancaires).

Tableau 9: Réalisation des recettes du budget général en 2022 et 2023 (en milliard FCFA)

RUBRIQUES	L.F.R. 2023 (a)	Réalizations		Var (en %) c/b	Taux d'exécution (c / a)
		Exercice 2022	Exercice 2023		
		(b)	(c)		
A- Recettes budgétaires (I+II)	4 780,5	4 497,4	4 981,9	10,8	104,2
I- RECETTES INTERNES	4 679,5	4 393,2	4 842,5	10,2	103,5
1-Recettes pétrolières	841,8	973,8	877,0	-9,9	104,2
i-Redevance SNH	594,5	774,5	622,8	-19,6	104,8
ii- Impôt sur les sociétés pétrolières	247,3	199,3	254,2	27,5	102,8
2- Recettes non pétrolières	3 837,7	3 419,3	3 965,5	16,0	103,3
i- Recettes fiscales (a+b)	3 568,4	3 187,0	3 644,6	14,4	102,1
a- Recettes des impôts et taxes	2 594,7	2 285,9	2 622,0	14,7	101,1
dont - TVA	914,0	785,9	822,1	4,6	89,9
- I\$ non pétrole	515,0	464,3	534,5	15,1	103,8
- Droits d'accises	310,0	280,2	304,4	8,6	98,2
- Droits d'enreg.et timbre	141,1	120,4	242,4	101,3	171,8
- T\$PP	155,0	150,3	177,6	18,2	114,6
b- Recettes douanières	973,7	901,2	1 022,6	13,5	105,0
dont - Droit de douane/import.	365,8	361,7	386,0	6,7	105,5
- TVA import	446,1	426,3	462,5	8,5	103,7
- Droits d'accises/import.	60,9	54,9	66,3	20,8	108,9
- Droits de sortie	58,0	41,3	57,2	38,5	98,6
ii- Recettes non fiscales	269,3	232,3	320,9	38,1	119,2
II- Dons	101,0	104,2	139,4	33,8	138,0
B- Recettes d'Emprunts	1 862,0	1 416,4	1 204,9	-14,5	64,5
- Prêts projets	795,4	639,3	490,8	-23,2	61,7
- Prêts FMI	136,0	131,4	133,6	1,7	98,2
- Appuis budgétaires	88,1	165,0	53,4	-67,6	64,7
- Emission titres publics	450,0	410,6	467,5	13,8	103,9
- Emprunts bancaires	271,7	0,0	0,0	NC	0,0
- Allocation DT\$	120,8	70,0	60,0	-14,3	49,7
Recettes du budget général	6 642,5	5 913,8	6 186,8	4,6	93,1

SOURCE : DGB (2024), RAPPORT SUR L'EXECUTION DU BUDGET DE L'ETAT POUR L'EXERCICE 2023, MAI 2024

2.3. Exécution des charges budgétaires

Les charges budgétaires comprennent les dépenses courantes (hors intérêts de la dette), les dépenses en capital ainsi que le service de la dette publique.

En 2023, les dépenses totales ordonnancées s'élèvent à 6 437,4 milliards FCFA, soit un taux d'exécution de 96,9%. Les dépenses budgétaires ont été exécutées à hauteur de 5 095,2 milliards FCFA, soit un dépassement de 222,9 milliards FCFA. Elles sont en hausse de 375,3 milliards FCFA (+7,9%) par rapport à 2022.

Tableau 10: Exécution du budget général en dépenses en 2022 et 2023 (en milliard; FCFA)

Libellés	LFR 2023 (a)	Ordonnancemen t		Taux d'exécutio n (%) (c/a)	Variation (%) (c/b)
		2022 (b)	2023 (c)		
A-Dépenses courantes (hors intérêt; sur dette)	3 453,5	3 231,0	3 657,3	105,9	13,2
1- Dépenses de personnel	1 313,2	1 193,1	1 357,0	103,3	13,7
Salaires	1 147,4	1 106,7	1 238,8	108,0	11,9
2- Biens et services	967,5	886,5	1 152,9	119,2	30,1
3- Transferts et subventions	1 172,8	1 151,5	1 147,4	97,8	-0,4
Bourses et subventions	913,6	901,2	892,6	97,7	-1,0
Pensions	259,2	250,3	254,8	98,3	1,8
B- Dépenses de capital	1 142,2	1 278,8	1 117,8	97,9	-12,6
1- Dépenses d'investissement; sur ressources internes	388,7	580,6	680,1	175,0	17,1
2- Participation	20,0	10,0	28,5	142,4	184,8
3- Réhabilitation/Restructuration	10,0	0,0	2,4	24,4	NC
4- Dépenses sur financement extérieur	723,5	688,3	406,7	56,2	-40,9
C – Service de la dette publique	1 560,3	1 179,1	1 299,6	81,2	21,2
I - Dette publique intérieure	2 046,8	1 371,9	1 662,4	77,5	44,9
Principal	1 148,8	614,9	890,8	100,6	46,3
Intérêt;	716,7	493,0	721,1	133,8	163,8
Remboursement Crédit; TVA	82,6	41,9	110,5	70,6	-25,9
II - Dette publique extérieure	898,0	757,0	771,5	85,9	1,9
Principal	704,0	588,6	561,8	79,8	-4,5
Intérêt;	194,0	168,5	209,7	108,1	24,5
DEPENSES BUDGETAIRES (A+B+intérêts)	4 872,3	4 720,2	5 095,2	104,6	7,9
TOTAL (A+B+C)	6 642,5	5 881,8	6 437,4	96,9	9,4

SOURCE : DGB (2024), RAPPORT SUR L'EXECUTION DU BUDGET DE L'ETAT POUR L'EXERCICE 2023, MAI 2024

2.3.1. Dépenses courantes (hors intérêts de la dette)

En 2023, ces dépenses s'établissent à 3 657,3 milliards FCFA sur une prévision de 3 453,5 milliards FCFA, soit un dépassement de 203,8 milliards FCFA. Par rapport à 2022, elles augmentent de 426,3 milliards FCFA (+13,2%), tirées principalement par les dépenses des biens et services.

2.3.1.1. Dépenses de personnel

En 2023, les salaires se chiffrent à 1 238,8 milliards FCFA, soit un dépassement de 91,3 milliards FCFA par rapport aux prévisions annuelles révisées. Par rapport à 2022, la masse salariale augmente de 132,1 milliards FCFA (+11,9%), en lien avec d'une part, la mise en œuvre des mesures prises par le Gouvernement pour répondre aux revendications des enseignants et d'autre part, l'accélération des prises en charge des enseignants du primaire et du personnel de la santé.

2.3.1.2. Biens et services

Les dépenses de biens et services concernent les acquisitions des biens et des services destinés au fonctionnement de l'administration. En 2023, elles ont été exécutées à hauteur de 1 152,9 milliards FCFA sur une dotation révisée de 967,5 milliards FCFA, soit un dépassement de 184,5 milliards FCFA. Comparées à l'exercice 2022, elles augmentent de 266,5 milliards FCFA (+30,1%).

2.3.1.3. Transferts et subventions

Les transferts et subventions sont composés des pensions, des bourses et subventions. En 2023, ces dépenses s'élèvent à 1147,4 milliards FCFA pour une prévision de 1172,8 milliards FCFA, soit un taux d'exécution 97,8%. Par rapport à l'exercice 2022, les dépenses de transferts et subventions baissent de 4 milliards FCFA (-0,4%). Les bourses et subventions ont été exécutées à hauteur de 892, milliards FCFA sur une dotation de 913 milliards FCFA, soit un taux d'exécution de 97,7 milliards FCFA. Par rapport à 2022, les bourses et subventions diminuent de 8,6 milliards FCFA (-1,0%).

Les ordonnancements effectués au titre des pensions s'élèvent à 254,8 milliards FCFA pour une dotation de 259,2 milliards FCFA, soit un taux d'exécution de 98,3%. Par rapport à 2022, les pensions augmentent de 4,5 milliards FCFA (+1,8%).

2.3.2. Dépenses en capital

Ce sont des dépenses qui participent à la formation brute de capital fixe. Elles comprennent les dépenses d'investissement sur ressources internes et celles sur financements extérieurs.

En 2023, les dépenses de capital ont été exécutées à hauteur de 1 117,8 milliards FCFA sur une dotation révisée de 1 142,2 milliards FCFA, soit un taux d'exécution de 97,9%. Par rapport à 2022, ces dépenses ont diminué de 161,1 (-12,6%).

Le détail de l'exécution des dépenses en capital se présente par source de financement comme ci-après :

- les dépenses d'investissement financées sur ressources intérieures sont établies à 680,1 milliards FCFA en ordonnancement, soit un dépassement de 291,4 milliards FCFA ;
- les dépenses d'investissement financées sur ressources extérieures atteignent 406,7 milliards FCFA en ordonnancement, sur une prévision annuelle de 723,5 milliards FCFA, soit un taux d'exécution de 56,2%. Elles baissent de 281,5 milliards FCFA (-40,9%) par rapport à 2022.

2.3.3. Service de la dette publique

Au terme de l'exercice 2023, le service de la dette publique a été exécuté à hauteur de 1 662,4 milliards FCFA sur une prévision révisée de 2 046,8 milliards FCFA, soit un taux d'exécution de 81,2%. Comparativement à 2022, le service de la dette publique augmente de 290,4 milliards FCFA (+21,2%), ceci essentiellement dû au service la dette intérieure. Le ratio du service de la dette sur les recettes internes est de 34,3% contre 29,6% en 2022 et 33,7% en 2021.

2.3.3.1. Service de la dette publique intérieure

Le service de la dette publique intérieure au titre de l'exercice 2023 est de 890,8 milliards FCFA, pour une prévision de 1148,8 milliards FCFA, soit un taux d'exécution de 77,5%. Par rapport à l'exercice 2022, il est en hausse de 276,0 milliards FCFA (+44,9%) du fait des efforts consentis pour la réduction du stock des arriérés de dette intérieure, de l'apurement progressif des restes à payer et de la dette non structurée auprès des prestataires et créanciers intérieurs.

2.3.3.2. Service de la dette publique extérieure

En 2023, le service de la dette publique extérieure s'élève à 771,5 milliards FCFA, soit un taux d'exécution de 85,9%. Comparativement à l'exercice 2022, il augmente de 14,5 milliards FCFA (+1,9%).



III. Commerce extérieur

En 2023, les échanges mondiaux ont replié de 1,2% par rapport à 2022. L'évolution du commerce extérieur du Cameroun reflète cette tendance mondiale. En effet, la valeur des échanges du Cameroun avec ses partenaires commerciaux, s'élève à 7 981,3 milliards FCFA, en baisse de 4,9% dans la période sous-revue. La même tendance (-6,8%) est observée pour les échanges hors pétrole brut et gaz. Ces évolutions sont attribuables principalement à la diminution des exportations.

3.1. Balance commerciale

Le déficit commercial du Cameroun s'est aggravé de 576,0 milliards FCFA par rapport à 2022 pour se situer à 2 004 milliards FCFA, en lien avec la baisse des exportations conjuguée à une légère augmentation des importations.

Hors pétrole brut et gaz, le déficit de la balance commerciale est en moyenne de 3 028,4 milliards FCFA sur la période 2021-2023. En 2023, il s'est aggravé de 719,3 milliards FCFA par rapport à 2022, pour s'établir à 3 404,5 milliards FCFA.

Le taux de couverture des exportations par les importations est de 59,9% en 2023, en baisse de 11,1 points de pourcentage par rapport à 2022. Le taux de couverture hors pétrole et gaz a baissé de 13,2 points dans la même période.

Tableau 11: Principaux résultats annuels du commerce extérieur (en milliard de FCFA)

	2021	2022	2023	Variations
		a	b	b/a
Exportations	1 803,1	3 483,3	2 988,6	-14,2%
dont hors Pétrole brut et gaz	823,9	2 146,4	1 548,5	-27,9%
Importations	3 871,4	4 911,4	4 992,6	1,7%
dont hors Pétrole brut et gaz	3 819,3	4 831,5	4 952,9	2,5%
Balance commerciale	-2 068,3	-1 428,0	-2 004,0	-576,0

	2021	2022	2023	Variations
<i>dont hors Pétrole brut et gaz</i>	-2 995,4	-2 685,2	-3 404,5	-719,3
Taux de couverture (en %)	46,6	70,9	59,9	-11,1
dont hors pétrole et gaz (en %)	21,6	44,4	31,3	-13,2

SOURCES : NOS CALCULS SUR LA BASE DES DONNEES DU MINFI/DGD

3.2. Exportations

Le montant collecté au titre d'opérations d'exportation de biens en 2023 est de 2 988,6 milliards FCFA, en baisse de 14,2% par rapport à 2022. Cette baisse en valeur des exportations est imputable à la mauvaise conjoncture dans les marchés de pétrole brut (-25,6%), de gaz naturel (-33,3%), des bois sciés (-6,1%), de coton brut (-4,8%), de bois en grumes (-16,6%) et de beurre de cacao (-2,9%). Quelques produits exportés par le Cameroun se sont bien comportés. Il s'agit du cacao brut (+12,9% en valeur), de la pâte de cacao (+19%), des carburants et lubrifiants (+298,2%), des savons de ménage en morceaux (+39,1%), de l'aluminium brut (+11%), de banane (+1,6%) et de café robusta (+50,1%).

Les dix (10) principaux produits exportés en 2023 sont : les huiles brutes de pétrole (37,7% contre 43,3% des exportations totales en valeur en 2022) ; le gaz liquéfié (14,1%) ; le cacao brut en fèves (12,0%) ; les bois sciés (6,7%) ; le coton brut (4,9%) ; la pâte de cacao (3,3%) ; les bois bruts (2,2%) ; le beurre de cacao (1,9%) et l'aluminium brut (1,8%) ; les savons de ménage en morceaux (1,7%).

Tableau 12: Evolution des principaux produits exportés (Q en million de tonnes et V en milliard de FCFA)

Périodes	2021		2022 (a)		2023 (b)		Variation (b)/(a) en %	
	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V
Libellés								
Bananes (y compris plantains)	191,7	25,0	219,5	30,9	209,2	31,4	-4,7	1,6
Café	21,4	15,8	10,5	14,0	13,3	19,4	27,1	38,1
dont café robusta	20,3	14,4	9,7	12,2	12,9	18,3	32,5	50,1
Cacao brut en fèves	190,7	246,6	235,5	318,1	180,1	359,1	-23,5	12,9
Pâte de cacao	28,4	50,7	50,8	81,9	49,4	97,5	-2,8	19,0
Beurre de cacao	19,3	36,2	29,5	57,2	23,8	55,6	-19,2	-2,9
Huiles brutes de pétrole	3 715,2	640,3	3 570,6	1 514,8	3 083,8	1 127,1	-13,6	-25,6
Carburants et lubrifiants	3,6	1,1	20,5	16,7	173,7	66,5	747,2	298,2
Gaz naturel liquéfié	1 235,5	183,6	1 348,4	631,5	1 372,5	421,4	1,8	-33,3
Savons de ménage en morceaux	51,4	24,4	54,6	37,1	66,6	51,6	22,0	39,1
Caoutchouc brut	32,3	22,2	47,8	41,7	43,3	30,7	-9,4	-26,5
Bois et ouvrages en bois	1 352,4	253,7	1 729,2	314,9	1 364,6	288,3	-21,1	-8,4
Bois brut (grumes)	777,7	74,9	746,1	77,2	596,5	64,4	-20,0	-16,6
Bois sciés	785,6	158,4	1 223,0	212,1	1 540,5	199,2	26,0	-6,1
Feuilles de placage en bois	41,5	18,6	57,9	24,4	55,0	21,7	-4,9	-11,3
Bois contre-plaqués, bois plaqués et bois stratifiés similaires	3,2	0,9	1,7	0,7	1,3	0,7	-21,1	-7,6
Coton brut	123,9	113,4	149,3	155,3	127,5	147,9	-14,6	-4,8
Bonbonnes, bouteilles et flacons	11,1	4,3	15,5	6,6	17,4	7,9	12,1	19,5
Barres en fer ou en acier non alliés	33,1	14,2	30,8	15,8	27,1	14,5	-12,0	-8,7
Aluminium brut	45,0	50,6	43,9	48,9	43,9	54,3	0,1	11,0
Tôles en aluminium	2,1	2,9	1,6	3,7	3,0	6,6	90,8	80,2

Périodes	2021		2022 (a)		2023 (b)		Variation (b)/(a) en %	
	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V
Libellés								
Plomb sous forme brute	3,2	1,8	4,7	2,4	4,2	2,4	-10,1	1,4
Hors pétrole et gaz		823,9		2 146,4		1 548,5		-27,9
Total Exportations		1 803,1		3 483,3		2 988,6		-14,2

SOURCES : MINFI/DGD-DP

3.3. Importations

En 2023, le Cameroun a acheté des biens pour une valeur de 4 992,6 milliards FCFA, en hausse de 1,7% par rapport à 2022. La hausse des importations des carburants et lubrifiants (+7,6%), des machines et appareils mécaniques (+29,9%), des machines et appareils électriques (+19,8%) a été ralentie par les achats des céréales (-26,6%), des poissons de mer congelés (-9,9%), des matières plastiques (-16,1%) et de clinker (-36,1%).

On relève une hausse en quantité et en valeur des importations de certains biens à fort potentiel de production nationale. Le Cameroun a dépensé 200,8 milliards FCFA pour importer le riz et 30,3 milliards FCFA pour importer la friperie. Il est à relever que les dépenses d'importations de produits pharmaceutiques, des engrais et des « insecticides, fongicides, herbicides, etc. » s'élèvent respectivement à 166,6 milliards FCFA, 70,9 et 80,7 milliards FCFA en 2023.

Le poste « carburants et lubrifiants » est le premier en terme d'importation en 2023 avec un poids de 22,6% de la valeur totale des importations. Puis viennent par ordre décroissant, les machines et appareils mécaniques (8,5%), les céréales (7,8% dont 4% pour le riz), les véhicules automobiles et tracteurs (6,6%), les poissons de mer congelés (3,7%) et les produits pharmaceutiques (3,3%).

Tableau 13: Evolution des importations (Q en millions de tonnes et V en milliards de FCFA)

Période	2021		2022		2023		Variation (en %)	
	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V
Poissons de mer congelés	189,8	134,3	241,9	202,7	234,6	182,6	-3,0	-9,9
Animaux et produits du règne animal	218,6	176,7	265,7	249,4	260,6	231,7	-1,9	-7,1
Céréales	1 783,1	398,5	1 774,0	528,4	1 550,0	387,7	-12,6	-26,6
Froment(blé) et méteil	966,4	182,7	920,4	260,7	887,4	178,3	-3,6	-31,6
Maïs	34,1	6,5	12,2	3,3	40,0	7,9	229,0	138,0
Riz	776,6	208,0	841,5	264,4	620,4	200,8	-26,3	-24,0
Produits du règne végétal	1 951,1	457,4	1 961,0	608,3	1 738,7	473,4	-11,3	-22,2
Graisses et huiles animales ou végétales	97,9	62,4	120,7	121,2	155,4	115,9	28,8	-4,4
Produits alimentaires industriels	365,4	194,4	429,1	266,6	529,7	306,3	23,5	14,9
Clinkers	2 865,0	110,5	2 168,6	137,2	2 411,9	87,7	11,2	-36,1
Hydrocarbures	2 193,7	700,5	1 957,8	1 153,4	2 247,3	1 207,0	14,8	4,6
Huiles brutes de pétrole	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-96,1	-96,7
Carburants et lubrifiants	1 932,3	613,7	1 765,5	1 048,6	2 051,3	1 128,1	16,2	7,6
Butanes liquéfiés	143,5	52,1	132,8	79,8	102,1	39,7	-23,1	-50,3
Produits minéraux	5 461,5	832,3	4 667,6	1 315,3	5 301,1	1 323,4	13,6	0,6
Produits chimiques inorganiques	251,5	57,6	165,0	61,0	261,3	79,4	58,3	30,3
Produits chimiques organiques	18,6	19,9	18,7	26,1	17,9	20,3	-4,1	-22,2
Produits pharmaceutiques	22,4	188,3	26,1	166,1	29,8	166,6	14,1	0,4
Engrais	203,3	36,6	129,6	66,5	228,3	70,9	76,2	6,7
Insecticides; fongicides; herbicides etc	22,3	55,4	17,9	66,6	26,9	80,7	50,4	21,3

Période	2021		2022		2023		Variation (en %)	
	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V
Produits des industries chimiques	614,5	454,9	438,5	489,4	652,3	533,0	48,8	8,9
Matières plastiques	169,0	145,3	179,5	185,7	173,2	155,6	-3,5	-16,2
Caoutchouc	34,5	44,3	34,6	46,9	39,1	47,1	13,1	0,4
Pneumatiques neufs	23,8	33,8	23,2	32,6	26,4	34,2	13,8	4,9
Matières plastiques et caoutchouc	203,5	189,5	214,1	232,6	212,3	202,7	-0,9	-12,8
Pâte de bois; papiers; et ses applications	111,5	78,9	114,6	111,5	108,9	102,2	-5,0	-8,3
Friperie	68,8	34,9	59,4	32,7	61,2	30,3	3,0	-7,6
Matières textiles et leurs ouvrages	143,0	85,6	141,1	98,9	148,9	93,0	5,5	-6,0
Ouvrages en pierre, ciment et verre	327,8	85,3	321,4	98,6	321,0	98,6	-0,1	0,0
Métaux communs et leurs ouvrages...	385,6	375,9	378,1	362,7	411,9	348,9	9,0	-3,8
Machines et appareils mécaniques	99,3	301,6	102,3	325,0	130,5	422,2	27,6	29,9
Machine; et appareil; électriques	57,6	168,6	66,8	195,1	68,8	233,7	3,1	19,8
Machines et app. mécanique; ou électriques	156,9	470,2	169,1	520,1	199,3	655,9	17,9	26,1
Véhicules automobiles; tracteurs	183,6	248,4	169,7	285,1	176,8	328,4	4,2	15,2
Matériel de transport	195,3	284,8	172,9	306,0	181,9	363,4	5,2	18,8
Importations; hors pétrole brut et gaz		3 819,3		4 831,5		4 953,0		2,5
Total Importations		3 871,4		4 911,4		4 992,6		1,7

SOURCES : MINFI/DGID

IV. Monnaie et crédits

L'évolution de la monnaie et des crédits de l'économie en 2023 a été marquée au plan international par l'adoption de politiques monétaires restrictives par la plupart des banques centrales, du fait des tensions inflationnistes.

La politique de resserrement du crédit s'est renforcée dans un environnement où le Cameroun poursuit la mise en œuvre du programme économique et financier conclu avec le FMI en juillet 2021, ayant pour objectifs, le renforcement de la stabilité du secteur financier et la réduction des prêts non performants.

4.1. Politique monétaire

La politique monétaire de la BEAC se caractérise par un régime de change assis sur quatre principes : i) la parité fixe entre le FCFA et l'euro ; ii) la convertibilité illimitée du FCFA, subordonnée par la stabilité monétaire ; iii) la liberté totale de transferts entre les pays de la CEMAC ; iv) la mise en commun des réserves de change.

La stabilité monétaire est assurée, au plan interne, lorsque le taux d'inflation est inférieur ou égal à 3%, et au plan externe, quand le niveau des avoirs extérieurs bruts représente 60% des engagements à vue de la BEAC ou lorsque les réserves brutes permettent de couvrir au moins 3 mois d'importation des biens et services.

La politique monétaire est mise en œuvre à travers les opérations de refinancement, le maniement des taux d'intérêt et les réserves obligatoires.

En 2023, la politique de la BEAC s'est caractérisée par un durcissement des conditions monétaires, se traduisant par une révision à la hausse de ses principaux taux directeurs.

Au 31 octobre 2023, les réserves de change de la BEAC ont baissé de 15,6%, en raison de l'effet combiné d'une baisse des rapatriements de devises et d'une hausse des sorties de devises tirée par le paiement des dividendes dans le secteur des banques et assurances et une augmentation de la facture des services intermédiaires du commerce de gros. Le taux de couverture extérieure de la monnaie est de 69,9%.

Tableau 14: Evolution mensuelle des taux directeurs de la BEAC

	déc.2022	març 2023	juin 2023	oct.2023
Taux d'intérêt des appels d'offres (TIAO)	4,50	4,50	5,00	5,00
Taux interbancaire moyen pondéré (TIMP)	5,66	4,72	5,58	6,71
Taux créditeurs minimum (TCM)	2,45	2,45	2,45	2,45

SOURCE : BEAC

Au regard des résultats de l'analyse des évolutions économiques et financières caractérisées au niveau international par de fortes incertitudes, et au niveau sous-régional par : i) des perspectives macroéconomiques favorables ; ii) une position extérieure confortable ; et iii) une inflation en recul quoique persistante, le Comité de Politique Monétaire (CPM) de la BEAC a décidé, le 12 décembre 2023, de maintenir inchangés :

- le taux d'intérêt des appels d'offres à 5,00% ;
- le taux de facilité de prêt marginal à 6,75% ;
- le taux de facilité de dépôt à 0,00% ; et
- les coefficients obligatoires à 7,00% sur les exigibilités à vue et à 4,50% sur les exigibilités à terme.

4.2. Situation monétaire

A fin décembre 2023, la situation monétaire s'équilibre en ressources et en emplois à 10 265,7 milliards FCFA, en progression de 4,6% par rapport au 31 décembre 2022 (BEAC, 2024).

Tableau 15: Situation monétaire au sens large fin décembre 2023

	déc-22	juin-23	déc-23	Variations (en %)	
	A	b	c	c/a	c/b
CONTREPARTIES de la masse monétaire	9 817,3	9 836,6	10 265,7	4,6	4,4
Avoirs Extérieurs Nets	3 194,0	2 924,3	2 870,8	-10,1	-1,8
Avoirs extérieurs nets de la BEAC	1 854,2	1 942,8	1 525,7	-17,7	-21,5
Avoirs extérieurs nets de BCM	1 339,8	981,5	1 345,1	0,4	37,0
Crédit intérieur	6 623,3	6 912,3	7 394,9	11,6	7,0
Créances nettes sur l'Etat	2 133,2	2 079,9	2 371,0	11,1	14,0
Position nette du gouvernement	2 134,2	1 978,3	2 479,7	16,2	25,3
Crédit à l'économie	4 490,1	4 832,3	5 023,8	11,9	4,0
Crédit au secteur privé non financier	4 006,5	4 291,4	4 513,9	12,7	5,2
RESSOURCES	9 817,3	9 836,6	10 265,7	4,6	4,4
Masse monétaire (M2)	8 010,1	8 046,1	8 269,8	3,2	2,8
Circulation fiduciaire	1 637,6	1 589,9	1 802,3	10,1	13,4
Monnaie scripturale	3 729,4	3 760,7	3 548,4	-4,9	-5,6
Quasi-monnaie	2 643,1	2 695,5	2 919,1	10,4	8,3
Autres postes nets	1 807,2	1 790,5	1 995,9	10,4	11,5

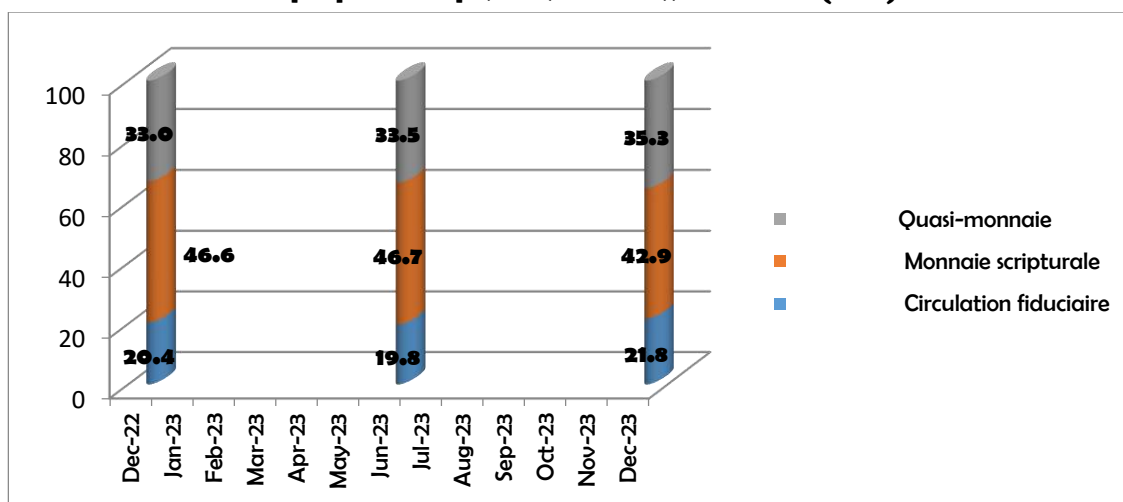
SOURCE : BEAC, RAPPORT SUR LA POLITIQUE MONETAIRE EN 2023, AVRIL 2024

4.2.1. Evolution des agrégats monétaires

Au 31 décembre 2023 et en glissement annuel, la masse monétaire a progressé de 3,2 % pour s'établir à 8 269,8 milliards FCFA. Cette hausse résulte de celle de la quasi-monnaie (+10,4%) et de la monnaie fiduciaire (billet et monnaie en circulation).

La structure de la masse monétaire reste dominée par la monnaie scripturale (dépôt à vue), dont le poids a diminué passant de 46,6% de la masse monétaire à fin décembre 2022 à 42,9% au 31 décembre 2023. Par contre, le poids de la circulation fiduciaire et de la quasi-monnaie ont respectivement augmenté de 1,4 point de pourcentage et de 2,3 points de pourcentage.

Graphique 4: Composantes de la masse monétaire (en %)



SOURCE : BEAC, RAPPORT SUR LA POLITIQUE MONETAIRE EN 2023, AVRIL 2024

4.2.2. Sources de création monétaire

4.2.2.1. Avoirs extérieurs nets (AEN)

Au 31 décembre 2023, les avoirs extérieurs nets (AEN) du Cameroun sont de 2 870,8 milliards FCFA contre 3 194,0 milliards FCFA à fin décembre 2022, enregistrant ainsi une baisse de 10,1%. Cette variation est imputable à la chute de 17,7% des avoirs extérieurs nets de la BEAC et à l'augmentation des engagements extérieurs de tous les acteurs du système monétaire. Les réserves officielles du Cameroun s'établissent à 2930,1 milliards FCFA, soit une baisse de 8,2% en glissement annuel.

4.2.2.2. Crédit intérieur

Au 31 décembre 2023, le crédit intérieur augmente de 11,6% en glissement annuel, pour s'établir à 7 394,9 milliards FCFA, résultant essentiellement de la hausse des crédits au secteur privé (contribution de 7,7% à la croissance du crédit intérieur).

4.2.2.2.1. Créances nettes sur l'Etat

En s'établissant à 2 371,0 milliards FCFA au 31 décembre 2023, les créances nettes sur l'Etat sont en hausse de 11,1% par rapport à fin décembre 2022.

La position nette du Gouvernement reste débitrice, passant de 2 134,2 milliards FCFA au 31 décembre 2022 à 2 479,7 milliards FCFA, en hausse de 16,9%. Cette évolution est en relation avec : i) la baisse de 24,3% des dépôts du fait des tirages des appuis budgétaires ; ii) l'augmentation de l'encours des bons de Trésor et d'obligations de Trésor du Cameroun détenus par les banques locales ; iii) les décaissements dans le cadre du PEF et les tirages de DTS.

4.2.2.2. Crédits à l'économie

A fin décembre 2023, les crédits à l'économie se chiffrent à 5 023,8 milliards FCFA, en hausse de 11,9% en glissement annuel. Selon la durée, les crédits à court terme pèsent 54,1% de l'encours des crédits ; les crédits à moyen terme, 42,3% et les crédits à long terme, 3,6%.

Les crédits au secteur privé non financier pèsent 89,8% de l'ensemble de crédits à l'économie. En s'établissant à 4 513,9 milliards FCFA, les crédits au secteur privé augmentent de 507,4 milliards FCFA (+12,7%) en glissement annuel.

4.3. Secteur bancaire et financier

4.3.1. Secteur bancaire

A fin décembre 2023, le secteur bancaire se caractérise par : (i) l'augmentation du bilan consolidé des banques, (ii) l'accroissement des dépôts et des crédits à la clientèle ; (iii) l'amélioration de l'inclusion financière ; et (vi) la conformité aux normes prudentielles.

Au 30 septembre 2023, on dénombrait 4 944 971 comptes bancaires, dont 766 352 pour Afriland First Bank. Les 17 banques en activité au Cameroun comptent au total 417 agences.

Le bilan consolidé de l'ensemble des banques s'équilibre en ressources et en emplois à 10 460,2 milliards FCFA, en hausse de 10,3% en glissement annuel.

Le classement du total bilan par banque place Afriland First Bank à la première place avec 17,8 % de l'ensemble du système bancaire. Elle est suivie par la Société Générale Cameroun (13,9 %), BAC (10,6 %), la SCB (8,1 %), UBA (7,6 %), la BICEC (7,0 %), CBC (6,3 %), CCA BANK (6,2 %), BGFIBANK (5,7 %), CITIBANK (5,3 %), ECOBANK (5,0 %), Standard Chartered Bank (1,9 %), NFC-BANK (1,5 %), UBC (1,2 %), ACCES BANK (0,9 %), BANGE BANK (0,6 %) et BC-PME (0,4 %).

4.3.1.1. Dépôts de la clientèle

A fin décembre 2023, les dépôts progressent de 6,6% par rapport au 31 décembre 2022, pour se chiffrer à 7 732,5 milliards FCFA. L'accroissement des dépôts est soutenu par ceux des entreprises privées (contribution de 5,9 points à la croissance des dépôts) et des organismes publics (contribution de 1,1 point). Le dépôt des particuliers a ralenti la progression des dépôts.

Par type de clientèle, les particuliers détiennent la plus grande part des dépôts (33,34%). Ils sont suivis par les entreprises privées (33,27%), l'administration publique centrale (7,9%), les entreprises publiques (7,7%) et les entreprises individuelles (3,7%).

En glissement annuel, les dépôts des PME ont baissé de 4,7% de pour se situer à 588,4 milliards FCFA en septembre 2023.

Tableau 16: Répartition des dépôts par type de clientèle (en milliards de FCFA)

Libellés	déc-22	déc-23	Variations (en %)	Poids en déc 2023
	a	b	b/a	(en %)
Particuliers	2 612,5	2 575,4	-1,4	33,34
Entreprises Privées	2 141,7	2 569,4	20,0	33,27
Administration Publique Centrale	601,3	607,9	1,1	7,9
Entreprises Publiques	557,6	595,9	6,9	7,7
Divers	586,8	443,2	-24,5	5,7
Entreprises individuelles	270,7	289,6	7,0	3,7

Libellés	déc-22	déc-23	Variations (en %)	Poids en déc 2023
	a	b	b/a	(en %)
Organismes Publics	140,7	221,2	57,2	2,9
Administrations Privées	144,9	200,9	38,6	2,6
Sociétés d'Assurance et de Capital	158,7	182,8	15,2	2,4
Administration Publique Locale	29,2	37,2	27,4	0,5
Total	7 244,0	7 723,5	6,6	100,0

SOURCE : CNC (2024)

Par nature, les dépôts à vue et les dépôts à terme sont tous en hausse en glissement annuel. Par contre, les dépôts à régime spéciaux (bons de caisse) ont baissé de 8,8% par rapport à fin décembre 2022. Les dépôts à vue sont les plus représentatifs, avec 82,2% de l'ensemble, contre 12,4% pour les dépôts à terme et 5,4% pour les bons de caisse.

Tableau 17: Dépôts par nature (en milliard de FCFA)

Libellés	31-déc-22	31-déc-23	Variations en %	Poids au 31 déc.2023
	a	B	b/a	(en %)
Dépôts à régime spécial	448,9	409,5	-8,8	5,4
Dépôts à terme	923,3	1 217,3	31,8	12,4
Dépôts à vue	5 871,9	6 096,7	3,8	82,2
TOTAL	7 244,0	7 723,5	6,6	100

SOURCE : BEAC

En termes de part de marché, Afriland First Bank détient le montant le plus élevé des dépôts avec 1 418,3 milliards FCFA, soit 18,4 % du total, suivie de la Société Générale Cameroun (+15,3%), de la BAC (9,4%), la SCB (8,9 %), UBA (7,9%), la BICEC (7,3%), CCA BANK (6,7%), CITIBANK (6,3%), ECOBANK (5,0%), CBC (4,9%), BGFIBANK (3,9%), Standard Chartered Bank (2,1%), NFC-BANK (1,7%), ACCES BANK (1,0%), UBC (0,9%), BANGE BANK (0,2%) et BC-PME (0,1 %).

4.3.1.2. Encours des crédits

Au 31 décembre 2023, l'encours des crédits est de 5 404,3 milliards FCFA, en hausse de 14,6%. Cet accroissement est tiré par les crédits octroyés aux entreprises privées (contribution de 7,9% à la croissance), aux particuliers (contribution de 4,2 points à la croissance des crédits) et aux entreprises publiques (contribution de 2,7 points à la croissance). Cette hausse a été ralentie par la diminution 120,3 milliards FCFA des crédits à l'administration publique centrale.

En détenant 56,7% des crédits au 31 décembre 2023, les entreprises privées demeurent les premières bénéficiaires des crédits octroyés par les banques. Elles sont respectivement suivies par les Particuliers (21,5% de l'encours des crédits), les Entreprises publiques (12,4%), les Entreprises individuelles (4,4%) et par l'Administration publique centrale (3,4%). Les crédits octroyés aux PME représentaient 18,4% du total de crédits à fin septembre 2023.

Tableau 18: Répartition des crédits par type de clientèle (en milliard de FCFA)

Libellés	déc-22	déc-23	Variations (en %)	Poids en déc 2023
	a	b	b/a	(en %)
Entreprises Privées	2 691,7	3 066,4	13,9	56,7
Particuliers	964,4	1 162,6	20,6	21,5
Entreprises Publiques	541,7	670,4	23,8	12,4

Libellés	déc-22	déc-23	Variations (en %)	Poids en déc 2023
	a	b	b/a	(en %)
Entreprises individuelles	166,1	239,3	44,1	4,4
Administration Publique Centrale	302,8	182,5	-39,7	3,4
Administrations Privées	33,8	42,3	25,1	0,8
Divers	5,2	28,2	442,3	0,5
Administration Publique Locale	2,3	9,4	308,7	0,2
Sociétés d'Assurance et de Capital	6,9	2,6	-62,3	0,0
Organismes Publics	0,0	0,7	NC	0,0
Total	4 715,0	5 404,3	14,6	100,0

SOURCE : BEAC

Par maturité, on relève une hausse des crédits à fin décembre 2023 par rapport au 31 décembre 2022. Les crédits à court terme représentent 28,7% du total des encours, ceux à moyen terme 46,3% et ceux à long terme 2,6%.

Tableau 19: Répartition des crédits par type de crédit (en milliard de FCFA)

Rubriques	déc-22	déc-23	Variations (en %)	Poids en déc 2023
	a	2023	b/a	(en %)
Crédits à long terme	91,7	142,8	55,7	2,6
Crédits à moyen terme	2 277,2	2 501,2	9,8	46,3
Crédits à court terme	1 365,3	1 550,8	13,6	28,7
Créances brutes en souffrance	646,6	723,1	11,8	13,4
Comptes débiteurs de la clientèle	320,3	443,6	38,5	8,2
Autres sommes dues par la clientèle	13,8	42,8	210,1	0,8
Total	4 715,0	5 404,3	14,6	100,0

SOURCE : BEAC

Les créances brutes en souffrance représentent en moyenne 13,4% de l'encours des crédits et les comptes débiteurs de la clientèle 8,2%.

Les créances en souffrance ont baissé à UBA (-11,6 milliards FCFA), UBC (-10,6 milliards FCFA), CCA BANK (-3,0 milliards FCFA), CITIBANK (-0,8 milliard), NFC BANK (-0,3 milliard), Standard Chartered Bank (-0,1 milliard). Cependant, elles ont augmenté à Afriland First Bank (+40,1 milliards FCFA), BAC (+17,9 milliards FCFA), Société Générale Cameroun (+17,5 milliards FCFA), SCB (+10,2 milliards FCFA), ECOBANK (7,6 milliards FCFA), CBC (+5,5 milliards FCFA), BC-PME (+1,8 milliard), BICEC (+1,0 milliard), BGFIBANK (+0,8 milliard), BANGE BANK (+0,6 milliard). A ACCESS BANK elles sont restées nulles.

En termes de part de marché, Afriland First Bank se positionne en tête de classement avec 23,0%, devançant la Société Générale Cameroun (14,6%), la SCB (10,0%), la BICEC (8,6%), CBC (8,4%), BAC (8,0%), BGFIBank (8,0%), CCA Bank (5,2%), UBA (4,6 %), ECOBANK (3,8 %), NFC-Bank (1,6 %), CITIBANK (1,6 %), Standard Chartered Bank (1,2%), BANGE Bank (0,5%), UBC (0,4%), BC-PME (0,3%) et ACCESS Bank (0,2%).

Le taux de couverture des crédits par les dépôts est passé de 153,6% à fin décembre 2022 à 142,9% au 31 décembre 2023.

4.3.1.3. Ratios prudentiels

Au 30 septembre 2023, la situation de conformité des banques par rapport aux normes prudentielles se présentent de la manière suivante :

- Quatre (4) banques ont des fonds propres nets négatifs (elles n'ont pas respecté le critère sur les fonds propres) ;
- Quatre (4) banques ne se conforment pas au critère de solvabilité des banques ;
- Quatre (4) banques ne respectent pas le seuil minimal exigé pour le ratio de couverture des immobilisations ;
- Une seule banque ne respecte pas le ratio de liquidité des banques ;
- Quatre (4) banques ne respectent pas le ratio de transformation à long terme.

4.3.2. Etablissement financiers

Au 30 septembre 2023, les quatre (04) établissements financiers (Crédit Foncier du Cameroun, Alios Finance, PRO-PME, Société Camerounaise d'Equipelement) comptabilisent 26 agences et 261 823 comptes de la clientèle. Le Crédit Foncier du Cameroun (CFC) détient 87,2% de l'ensemble de ces comptes. Le total bilan consolidé des établissements financiers (EF) est de 451,6 milliards FCFA, dont 349,2 milliards FCFA pour le CFC.

Les dépôts collectés par les EF sont passés de 58,2 milliards FCFA au 30 septembre 2022 à 60,1 milliards FCFA à fin septembre 2023. S'ils ont diminué de 0,9 milliard au Crédit Foncier du Cameroun, par contre, ils ont augmenté dans les trois autres établissements. Les dépôts à régime spécial sont de 29,8 milliards FCFA, ceux à terme, 4,7 milliards FCFA tandis que les dépôts à vue s'élèvent à 25,6 milliards FCFA. Les dépôts des particuliers (35,3 milliards FCFA) représentaient 58,7% de l'ensemble des dépôts de la clientèle, et ceux des entreprises privées (6,8 milliards FCFA), 11,3%.

A fin septembre 2023, les crédits accordés à la clientèle des établissements financiers sont légèrement en hausse (+0,4%) pour s'établir à 233,9 milliards FCFA en glissement annuel. Si les crédits octroyés par le CFC ont diminué de 5,9 milliards FCFA dans la période sous revue, par contre ceux des autres établissements financiers sont en hausse. Toutefois, le CFC occupe le premier rang, avec 81,6% du total des crédits, suivi par Alios Finance (8,9%), la Société Camerounaise d'Equipelement (5,4%) et PRO-PME (4,0%). Les crédits à long terme sont de 75,5 milliards FCFA, ceux à moyen terme, 25,8 milliards FCFA tandis que les crédits à court-terme sont de 8,3 milliards FCFA.

Les créances en souffrance sont passées de 129,8 milliards FCFA (55,7% de l'ensemble des crédits) à fin septembre 2022 à 121,7 milliards FCFA (52% de l'ensemble des crédits) au 30 septembre 2023. Les provisions constituées par les EF se sont chiffrées à 80,3 milliards FCFA et couvrent les créances en souffrance à hauteur de 66%.

S'agissant de la conformité aux normes prudentielles, tous les quatre établissements financiers ont respecté les critères sur les fonds propres nets, sur la solvabilité, sur la liquidité et sur la couverture des immobilisations.

4.3.3. Etablissements de microfinance (EMF)

4.3.3.1. Répartition des EMF par catégorie et couverture géographique

A fin décembre 2022, le Cameroun compte 378 EMF répartis en trois catégories contre 402 en 2021 dont 301 EMF exercent en première catégorie (79,6%) et 75 EMF (19,8%) en deuxième catégorie.

Tableau 21 : Répartition des EMF agréés par catégorie

Catégorie	31 décembre 2021	31 décembre 2022	Variation
Première catégorie	334	301	-33
Deuxième catégorie	66	75	+9
Troisième catégorie	2	2	0
Total EMF	402	378	-24

SOURCE : CNEF, MINFI

Au premier semestre 2023, trois (03) EMF ont été immatriculés au registre spécial du Comité National Economique et Financier (CNEF), portant à 320 le nombre d'EMF immatriculés dans ce registre (CNEF, 2024).

Le nombre d'agences des EMF est passé de 1747 à fin décembre 2022 à 1771 au 30 juin 2023. Parmi ces agences, 813 sont localisées en zone rurale et 953 en zone urbaine. Les EMF de deuxième catégorie opèrent surtout en zone urbaine tandis que 364 points de vente des EMF de première catégorie sont situés en zones rurales. Les agences d'EMF de troisième catégorie se trouvent dans le Littoral et l'Extrême-Nord. (répartir en zone rurale et urbaine)

4.3.3.2. Intermédiation financière

4.3.3.2.1. Evolution du bilan

Le total de bilan est passé de 1040,7 milliards FCFA au 31 décembre 2022 à 1070,7 milliards FCFA à fin juin 2023. Cette hausse s'explique par l'augmentation du total de bilan de FINANCIAL HOUSE (+21,9 milliards FCFA, de RAINBOW (+7,0 milliards FCFA) et de MUFID (+5,3 milliards FCFA).

4.3.3.2.2. Evolution des dépôts

Les dépôts collectés sont passés de 809,6 milliards FCFA au 31 décembre 2022 à 839,4 milliards FCFA au 30 juin 2023, soit une hausse de 3,7%. Cette hausse est tirée par les dépôts des EMF de la première catégorie (+21,2 milliards FCFA). Les EMF de troisième catégorie ne sont pas autorisés à collecter les dépôts de la clientèle.

S'agissant de la répartition selon la durée, 88,7% des dépôts collectés par les EMF sont à court-terme, contre 6,1% pour les dépôts à moyen terme et 5,3% pour les dépôts à long-terme.

4.3.3.2.3. Evolution des crédits

Le volume des crédits octroyés a augmenté de 3% par rapport à fin décembre 2022 pour s'établir à 620,3 milliards FCFA au 30 juin 2023. Les EMF de deuxième catégorie sont ceux qui octroient le plus de crédits, avec 333,1 milliards FCFA.

Tableau 22: Evolution des crédits accordés par les EMF (en milliards de FCFA)

	31 décembre 2022	30 juin 2023	% par au total	Variation (%)
Première catégorie	272,5	287,0	46,3	5,3
Première catégorie	329,3	333,1	53,7	1,2
Première catégorie	0,2	0,2	0,0	-4,8
Total	602,0	620,3	100	3,0

SOURCE : CNEF

Selon la durée, 49,2% des crédits accordés à la clientèle sont à court-terme, 36,1% pour les crédits à long-terme et 14,7% pour les crédits à moyen-terme.

Le volume de créances en souffrance est passé de 125,2 milliards FCFA au 31 décembre 2022 à 135,0 milliards FCFA au 30 juin 2023. Le taux de créances en souffrance est ainsi passé de 20,8% à 21,8% dans la période sous-revue. Les EMF de troisième catégorie présentent le taux de créances en souffrance le plus élevé (80%), suivie de la deuxième catégorie (22,5%) et de la première catégorie (20,8%).

Le ratio dépôts/crédits est resté stable entre décembre 2022 et juin 2023 (147,9%). En deuxième catégorie, il passe de 123,4% au 31 décembre 2022, à 124,6% à juin 2023.

4.3.4. Assurances

Le marché des assurances est animé par 27 sociétés agréées : 17 dans la branche « Incendie, Accidents, et Risques Divers » (IARD) ; et 10 dans la branche « Vie et capitalisation ». L'exigence du capital social minimum des sociétés d'assurances à 5 milliards FCFA demeure respectée par 25 des 27 compagnies agréées.

Après une croissance de 8,7% en 2021, le chiffre d'affaires global progresse de 11,5% pour s'établir à 256,3 milliards FCFA en 2022. Le chiffre d'affaires de la branche IARD augmente de 10,5% et pèse 65,7% de l'ensemble du marché. L'assurance automobile occupe le premier rang, avec 33,2% du chiffre d'affaires du segment IARD. Les charges de sinistres, constituées des prestations payées au cours de l'année et de la variation des provisions sont en hausse de 11% par rapport à 2021 pour se situer à 127,7 milliards FCFA.

Les opérations d'assurance ont dégagé un résultat net d'exploitation de 15,3 milliards FCFA en 2022 contre 15,9 milliards FCFA en 2021. Quant à la situation des créances des 27 compagnies d'assurance sur les intermédiaires, le portefeuille des actifs admis s'élève à 552,5 milliards FCFA en 2022, soit une hausse de 8,1% par rapport à 2021.

Tableau 23: Evolution de l'activité dans le secteur des assurances (en milliard FCFA)

Indicateurs	2018	2019	2020	2021	2022	Variation
				a	b	b/a (en %)
Chiffre d'affaires	207,2	209,0	211,4	229,8	256,3	11,5
dont IARD	143,3	141,1	140,7	152,6	168,6	10,5
Vie et Capitalisation	63,9	67,8	67,1	77,2	87,7	13,6
Primes acquises	213,4	210,3	209,0	130,1	254,8	95,8
Prestations payées	93,7	96,8	115,8	103,8	110,8	6,7
Charges de sinistres	116,0	116,1	117,5	115,0	127,7	11,0
Résultats nets d'exploitation	10,0	12,6	17,4	15,9	15,3	-3,8

SOURCE : MINFI/CNEF (2023)

4.3.5. Marché financier

Le marché financier est constitué du marché boursier et du marché des opérations sur titre.

4.3.5.1. Marché boursier

Au 31 décembre 2022, seize (16) titres sont inscrits à la cote officielle de la BVMAC : 6 pour les actions et 10 pour les obligations. La capitalisation boursière augmente de 41,4% par rapport à 2021 pour s'établir à 1491,8 milliards FCFA. Elle est composée de 619,5 milliards FCFA de marché des actions et 872,2 milliards FCFA pour le marché des obligations.

A fin juin 2023, la capitalisation boursière progresse de 103,7% par rapport au 30 juin 2022, pour se situer à 1 641,5 milliards FCFA. Sur le marché des actions, la capitalisation boursière est de 439 milliards FCFA. L'encours des dettes obligataires est de 1 202,5 milliards FCFA, en hausse de 37,8% par rapport à fin décembre 2022. Cette évolution est liée à l'introduction de 3 nouvelles valeurs : « EOG6,25%net2022-2028 », « BDEAC,6%, 2022-2029 » et « EOTD6,5%net 2022-2027 ».

4.3.5.2. Opérations sur titres publics

Au 31 décembre 2022, l'encours des titres publics est de 2094,3 milliards FCFA, en hausse de 5,2% par rapport à fin décembre 2021. Ces titres sont composés de 1 267,2 milliards FCFA pour le marché d'adjudication, 285 milliards FCFA pour le marché des syndications et 542 milliards FCFA pour le marché international (euro bonds). La progression de l'encours des titres publics s'explique par la hausse de 10,8% des OTA qui s'établissent à 1036 milliards FCFA mis aussi par les emprunts, qui ont presque triplé, pour s'établir à 285 milliards FCFA.

Au 31 août 2023, l'encours des titres publics s'élève à 2 245,2 milliards FCFA, en hausse de 150,9 milliards FCFA par rapport à fin décembre 2022. Cette évolution résulte des émissions de 605,6 milliards FCFA et des remboursements de 454,6 milliards FCFA. L'encours des ECMR s'élève à 461,6 milliards FCFA, en hausse de 176,7 milliards FCFA dans la même période.

Tableau 24: Situation des titres publics au 31 août 2023 (en milliard FCFA de FCFA)

Marché	Encours au 31/12/2022	Emission au 31/08/2023	Remboursement au 31/12/2022	Encours au 31/08/2023	Variation (d/a) en %
BTA	231,2	386,9	371,2	246,9	6,8
OTA	1 036,0	42,0	83,5	994,5	-4,0
ECMR	285,0	176,7	0,0	461,7	62,0
Eurobond	542,1	0,0	0,0	542,1	0,0
Total	2 094,3	605,6	454,7	2 245,2	7,2

SOURCE : BEAC

OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISES UR L'EVOLUTION DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE

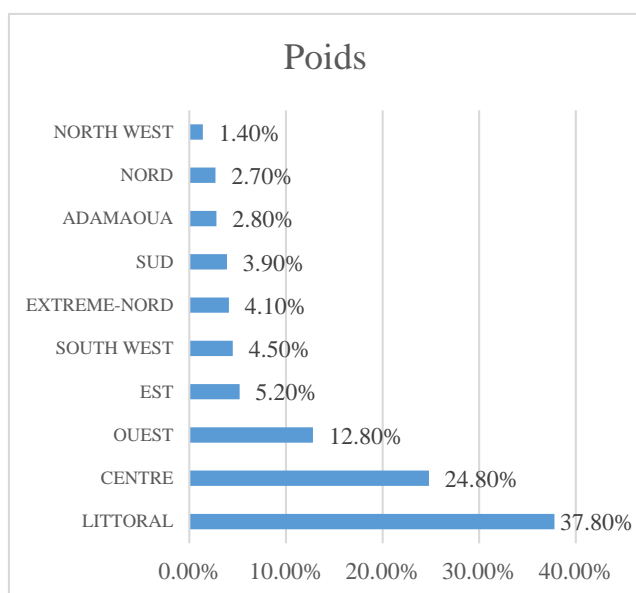
Dans le cadre de la présente enquête de conjoncture, réalisée par le CCIMA au courant du premier semestre 2024, 300 entreprises membres ont été interrogées. L'analyse porte sur les 289 entreprises qui ont apporté des réponses jugées complètes et fiables aux questionnaires. L'échantillon des entreprises a été choisi suivant un sondage aléatoire stratifié, la base de sondage étant issue du fichier des contribuables de la DGI de novembre 2023.

Encadré sur la méthodologie

La démarche ci-après a été adoptée pour la rédaction de la présente partie notamment l'opinion des chefs d'entreprises sur les évolutions et perspectives sectorielles, une enquête a été réalisée auprès de 300 entreprises camerounaises, choisies suivant un sondage aléatoire stratifié. La base de sondage est issue de la Base de données fournie par les impôts en fin décembre 2023.

Dix strates, correspondant aux 10 régions du Cameroun ont été constituées. Les régions n'ayant pas le même poids en termes de nombre d'entreprises et de chiffre d'affaires, la taille de l'échantillon par région reflète son poids composite. Le graphique 1 suivant donne la répartition de l'échantillon par région.

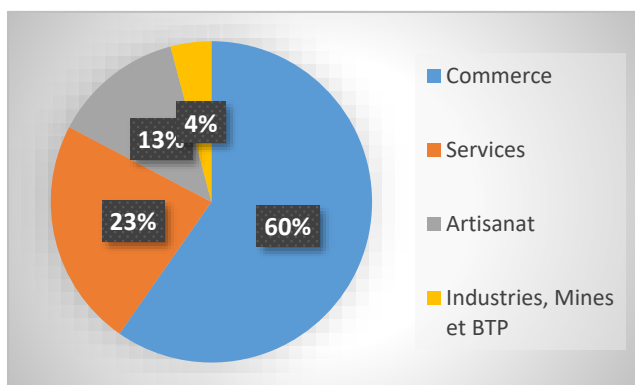
Graphique 1 : Répartition de l'échantillon par région



Source : DGI/Fichier National des Contribuables déc 2023 et nos calculs

La deuxième stratification faite dans chaque région, a été constituée quatre (04) strates correspondant aux quatre (04) sections de la CCIMA. Le graphique 2 suivant présente la répartition de l'échantillon par secteur d'activités.

Graphique 2 : Répartition de l'échantillon par secteur d'activités



Source : INS/Recensement Général des Entreprises, 2016 et nos calculs

Dans chaque secteur, les entreprises ont été tirées suivant leur taille, aléatoirement et proportionnellement à la densité du secteur. La densité du secteur correspondant au nombre d'entreprises présentes dans le secteur.

Taux de couverture

Sur les 300 entreprises initialement prévues, 288 ont effectivement répondu aux questionnaires, soit un taux de réponse de 96%. Il est à noter que dans la région de l'Est et du Sud-Ouest, l'enquête a rencontré des difficultés qui n'ont pas permis sa bonne réalisation.

Pondération

Afin de retrouver la structure initialement prévue et d'assurer la représentativité des résultats, les données obtenues après la phase de collecte ont été ré-pondérées suivant le chiffre d'affaires pour ce qui est de la représentativité, et suivant le poids des régions et des secteurs d'activité, pour ce qui est de la structure.

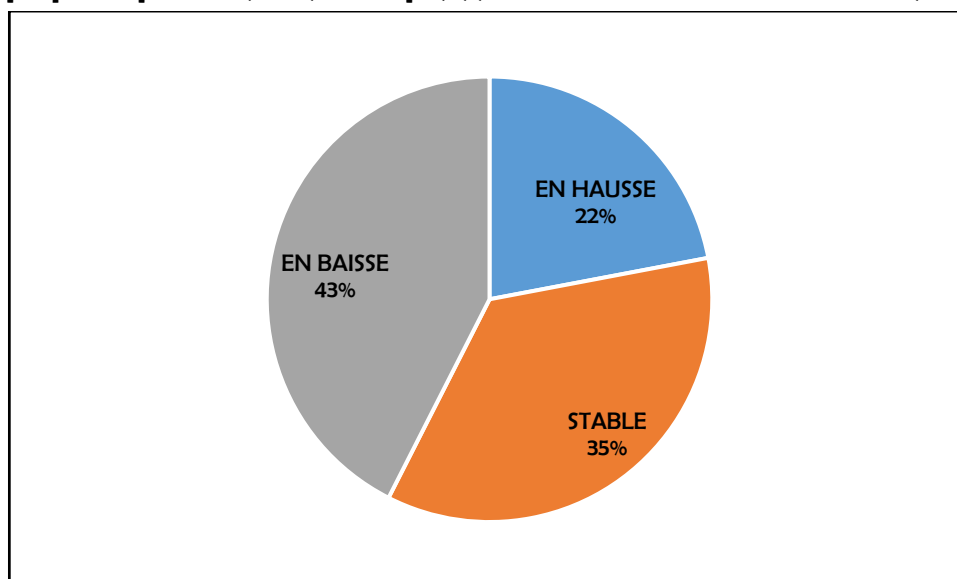
Le moral des chefs d'entreprises est resté bas en 2023, du fait que les responsables d'entreprises estiment (avec un solde 11,6%) que leur niveau d'activité a été en baisse. Plus de 42,5 % des responsables interrogés pensent que leurs chiffres d'affaires ont baissé en 2023, sous l'effet conjugué d'une perception négative de leurs conditions d'approvisionnement (difficiles pour 41,2% des répondants), du niveau de leurs commandes (37,8% des chefs d'entreprise) et de leurs bénéfices (solde d'opinions d'environ 30%).

I. Activité

Chiffre d'affaires globalement en baisse en 2023 ...

Le chiffre d'affaires a baissé en 2023, pour 43% des chefs d'entreprises interrogés. Le pessimisme sur l'activité est nourri par la baisse conjointe de la production (avec un solde 18,5%) et du niveau de commandes (pour 37,8% des répondants).

Graphique 5: Opinion des chefs d'entreprises sur l'évolution de leur chiffre d'affaires en 2023

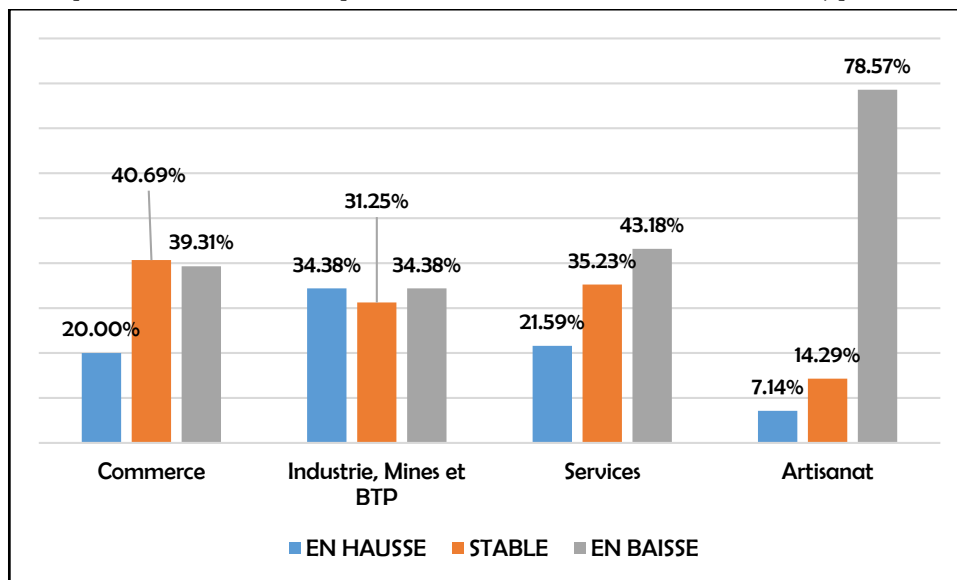


SOURCE : CCIMA/DONNEES D'ENQUETE DE CONJONCTURE S2_2023

... dans presque tous les secteurs d'activité...

Hormis le secteur Industrie, Mines et BTP où les dirigeants penchent en gros pour la stabilité, l'activité a été atone dans les autres secteurs d'activité. Le chiffre d'affaires baisse pour les dirigeants des entreprises du secteur des services (solde 21,5%), et du commerce (solde 19,31%). Ce recul a été plus ressenti par les artisans dont 78,6% des dirigeants déclarent avoir enregistré une baisse de leur chiffre d'affaires en 2023.

Graphique 7: Opinion des chefs d'entreprises sur l'évolution des chiffres d'affaires, par secteur d'activité

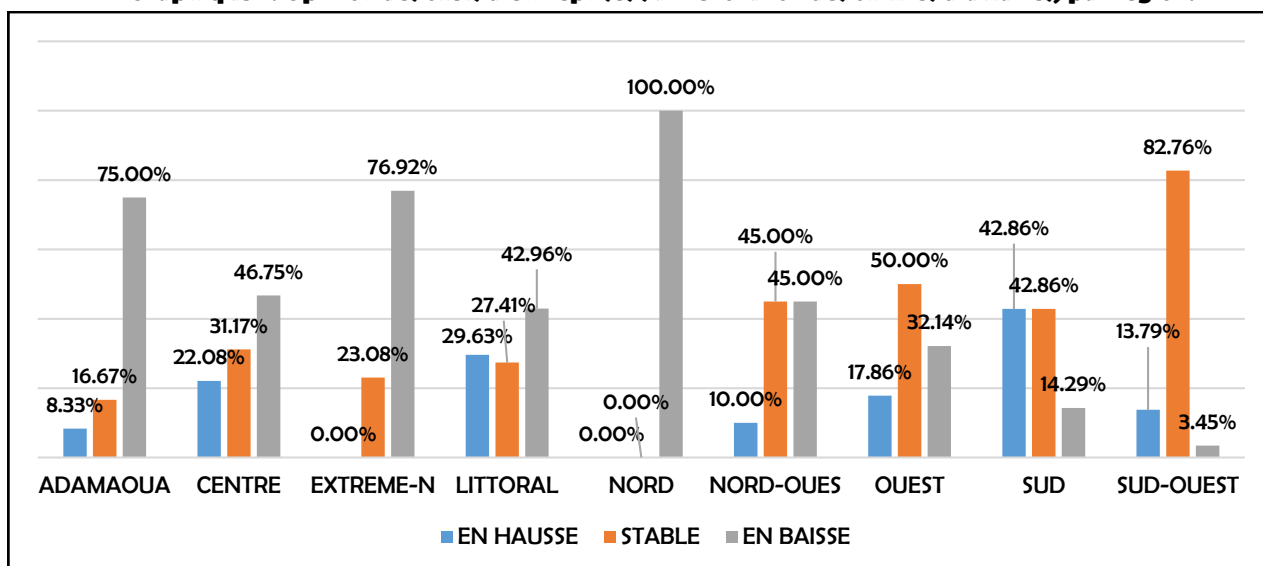


SOURCE : CCIMA/DONNEES D'ENQUETE DE CONJONCTURE S2_2023

...ce, davantage au Nord et au Sud-Ouest...

Sur le plan spatial, la baisse du chiffre d'affaires a davantage été prononcée pour les entreprises des régions du Nord (tous les répondants), de l'Extrême-Nord (76,9% des chefs d'entreprises) et l'Adamaoua (pour 75,0% des répondants). Par contre, l'activité a été relativement dynamique dans le Sud (avec un solde 28,6% pour la hausse du chiffre d'affaires) et au Sud-Ouest (avec un solde 10,3%).

Graphique 8: Opinion des chefs d'entreprises sur l'évolution des chiffres d'affaires, par région.

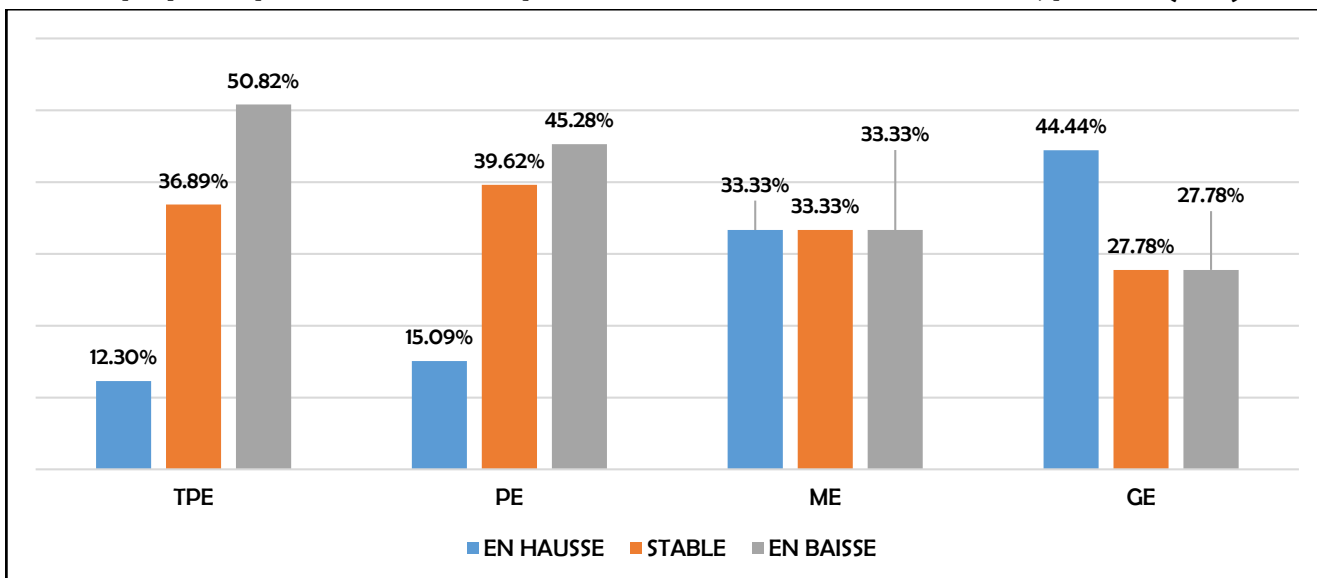


SOURCE : CCIMA/DONNEES D'ENQUETE DE CONJONCTURE S2_2023

... par les dirigeants des TPE et des PE ...

Si les dirigeants des grandes entreprises déclarent, avec un solde 16,7%, que leurs chiffres d'affaires ont augmenté, par contre, ceux des très petites entreprises (TPE) et des petites entreprises (PE) estiment que leurs chiffres d'affaires ont baissé avec des soldes d'opinions respectifs de 38,5% et 30,2%.

Graphique 9: Opinion des chefs d'entreprises sur l'évolution de leur chiffre d'affaires, par taille (en %)



SOURCE : CCIMA/DONNEES D'ENQUETE DE CONJONCTURE S2_2023

... et anticipent une baisse d'activité au premier semestre 2024.

Les chefs d'entreprises sont pessimistes quant au niveau d'activité au premier semestre 2024. Ils estiment notamment que les chiffres d'affaires, la production et le niveau de commande vont baisser avec des soldes d'opinions respectifs de 5,1%, 16,2% et 9,8%.

II- Coûts de production

Coûts de production inscrits en hausse en 2023...

Pour les chefs d'entreprises interrogés, les coûts de production ont augmenté en 2023, avec un solde 17,8%.

...en lien avec les conditions d'approvisionnement globalement difficiles

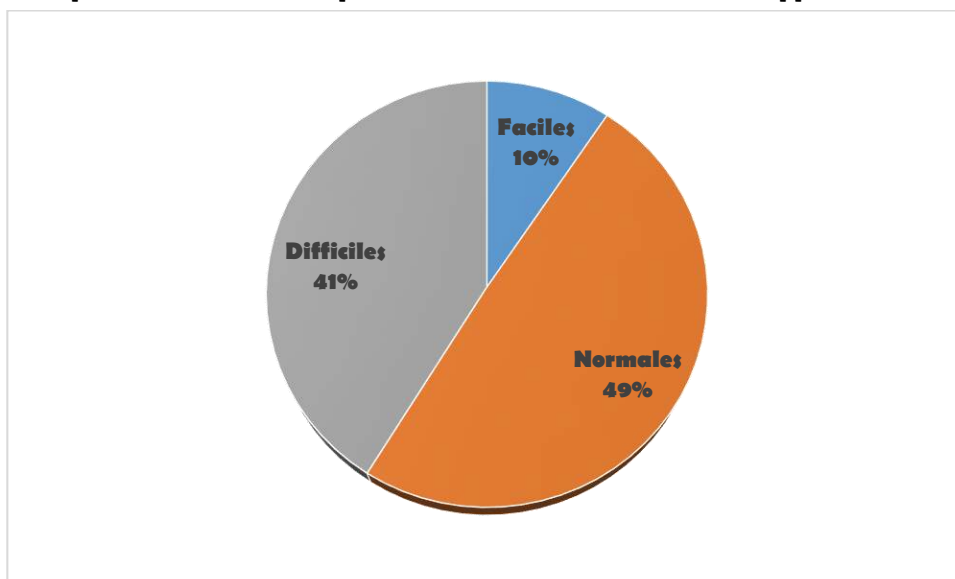
Les conditions d'approvisionnement sont globalement jugées difficiles en 2023, avec un solde 31,7%. Ce solde d'opinions sur la situation des conditions d'approvisionnement s'est toutefois amélioré, en gagnant 7,1 points par rapport à 2022 et 11,1 points par rapport à 2021.

Les chefs d'entreprises affirment que les coûts des matières premières se sont renchérissés aussi bien sur le marché local (avec un solde 21,4%) que sur le marché extérieur (avec un solde 41,5%).

La hausse sur le marché extérieur est imputable aux conditions d'importation.

Les chefs d'entreprises interviewés estiment, avec un solde 12,2% que les conditions d'importation ont été mauvaises.

Graphique 6: Opinion des chefs d'entreprises sur l'évolution des conditions d'approvisionnement en 2023



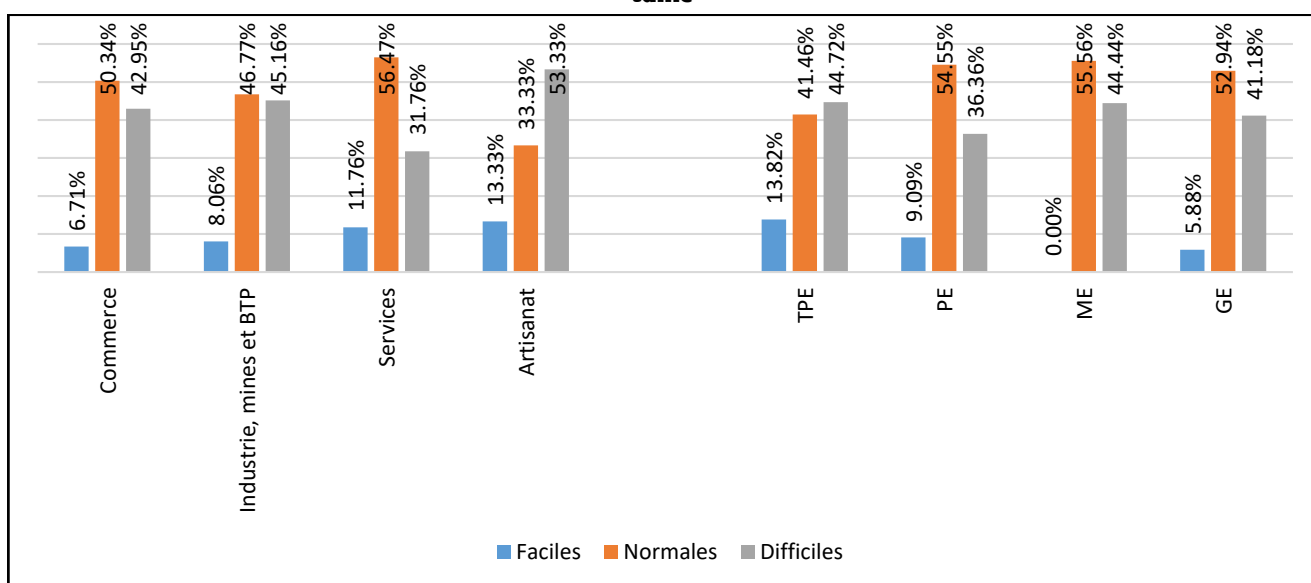
SOURCE : CCIMA/DONNEES D'ENQUETE DE CONJONCTURE S2_2023

Ces conditions ont été difficiles dans tous les secteurs d'activité ...

Les conditions d'approvisionnement ont été difficiles pour les dirigeants des moyennes entreprises (solde 44,4%), des TPE (solde d'opinions de 30,9%), des grandes entreprises (solde d'opinions de 35,3%) ainsi que les responsables de petites entreprises (solde d'opinions de 22,27%).

Bien que dans le secteur des services, 56,4% des chefs d'entreprises estiment que les conditions d'approvisionnement ont été normales, globalement elles ont été difficiles avec un solde d'opinions de 41,5%. Ces conditions difficiles ont été reconnues par les dirigeants des secteurs du commerce, de l'industrie et de l'artisanat.

Graphique 7: Opinion des chefs d'entreprises sur les conditions d'approvisionnement par secteur d'activité et par taille

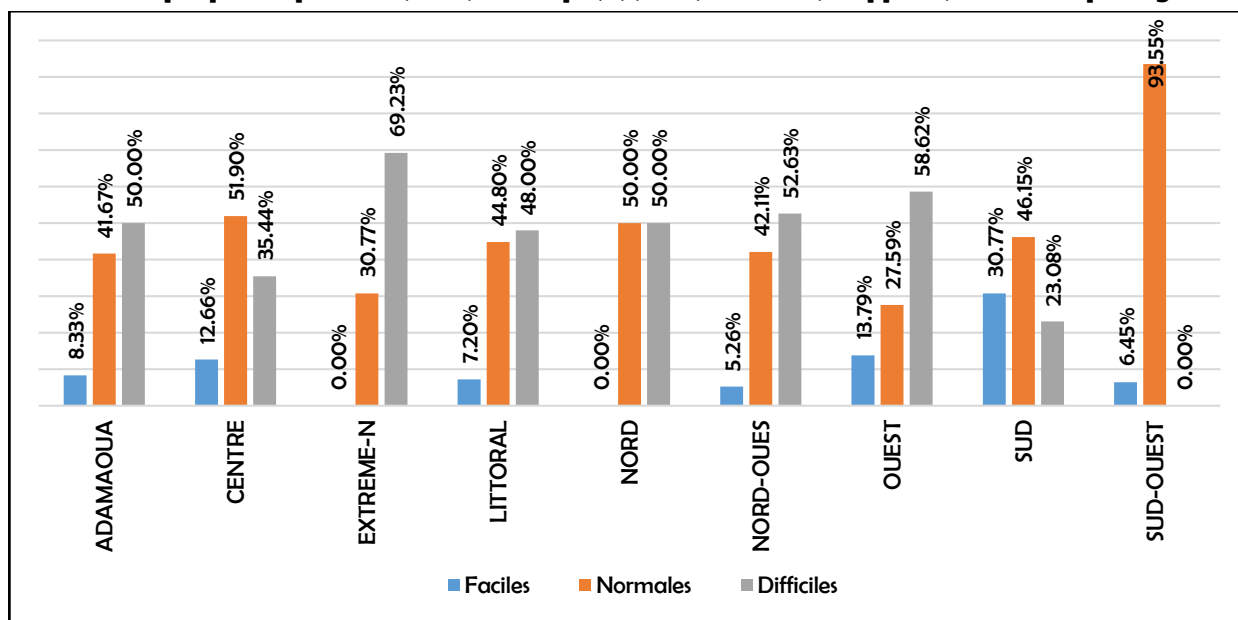


SOURCE : CCIMA/DONNEES D'ENQUETE DE CONJONCTURE S2_2023

... et pour les dirigeants d'entreprises de huit (08) régions du pays sur les 10...

En dehors des régions du Sud et du Sud-Ouest, les responsables d'entreprises dans les autres régions estiment que les conditions d'approvisionnement ont été globalement difficiles en 2023. Cette difficulté a été beaucoup plus ressentie par 69,2% des chefs d'entreprises de l'Extrême-Nord. Toutefois, 51% des dirigeants d'entreprises du Centre et 83,5% de ceux du Sud-Ouest estiment que ces conditions ont été normales.

Graphique 8: Opinion des chefs d'entreprises sur les conditions d'approvisionnement par région



SOURCE : CCIMA/DONNEES D'ENQUETE DE CONJONCTURE S2_2023

La hausse des coûts de production s'explique aussi par d'autres coûts de facteurs

Selon les dirigeants d'entreprises, les coûts d'énergie et les coûts liés aux salaires se sont renchérïs en 2023, avec des soldes d'opinions respectifs de 46,3% et 32,8%.

En perspective, les chefs d'entreprises restent pessimistes

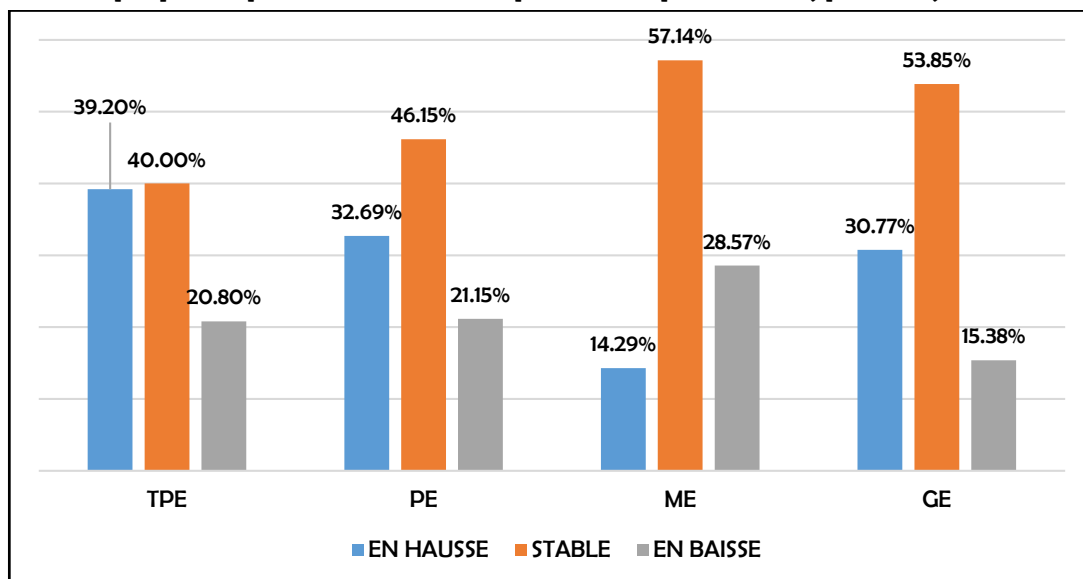
Bien que 62% des dirigeants d'entreprises déclarent que les conditions d'approvisionnement seraient normales, globalement ils estiment qu'elles resteraient difficiles au premier semestre 2024, avec un solde 15,3%. Toutefois, ils sont globalement optimistes sur les conditions d'importation qui seraient bonnes, avec un solde d'opinions de 1,8%.

II. Prix de vente

Les prix pratiqués par les moyennes entreprises ont globalement baissé ...

Pour les dirigeants des moyennes entreprises, les prix de vente pratiqués ont baissé, avec un solde d'opinions de 14,3%. Par contre ces prix ont globalement augmenté en 2023 pour les responsables des très petites entreprises, des petites entreprises et des grandes entreprises, avec des soldes d'opinions respectifs de 18,2%, 11,5% et 15,4%.

Graphique 9: Opinion des chefs d'entreprises sur les prix de vente, par taille, en 2023

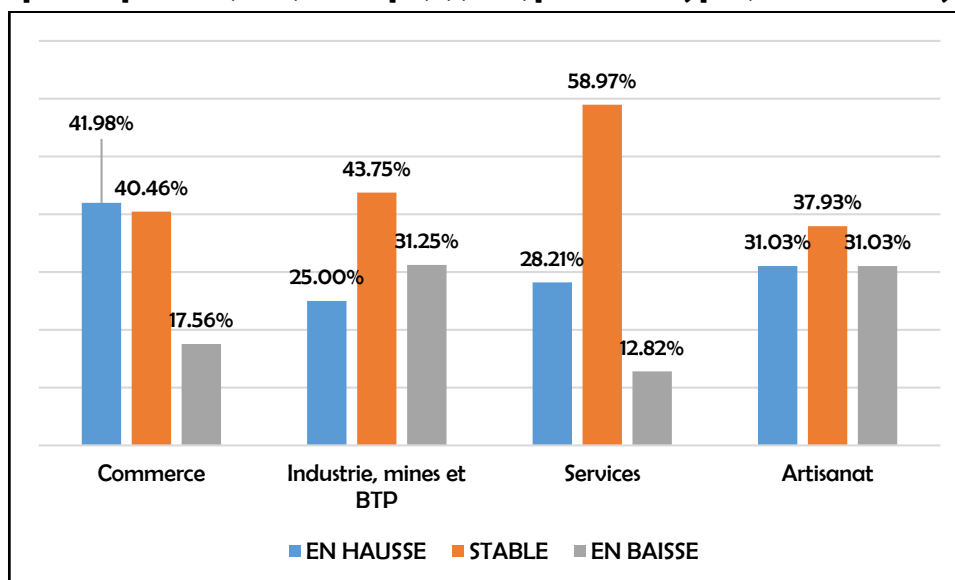


SOURCE : CCIMA/DONNEES D'ENQUETE DE CONJONCTURE S2_2023

... de même que ceux du secteur Industrie, Mines et BTP ...

Les prix de vente pratiqués par les chefs d'entreprises du secteur Industrie, Mine et BTP ont baissé, avec un solde d'opinions de 6,3%. Par contre, ces prix ont globalement augmenté pour les dirigeants des branches commerce (avec un solde d'opinions de 24,4%) et Services (avec un solde d'opinions de 15,4%). Toutefois, environ 59% des responsables de la branche Service déclarent que les prix de vente sont restés inchangés.

Graphique 10: Opinion des chefs d'entreprises sur les prix de vente, par secteur d'activité, en 2023



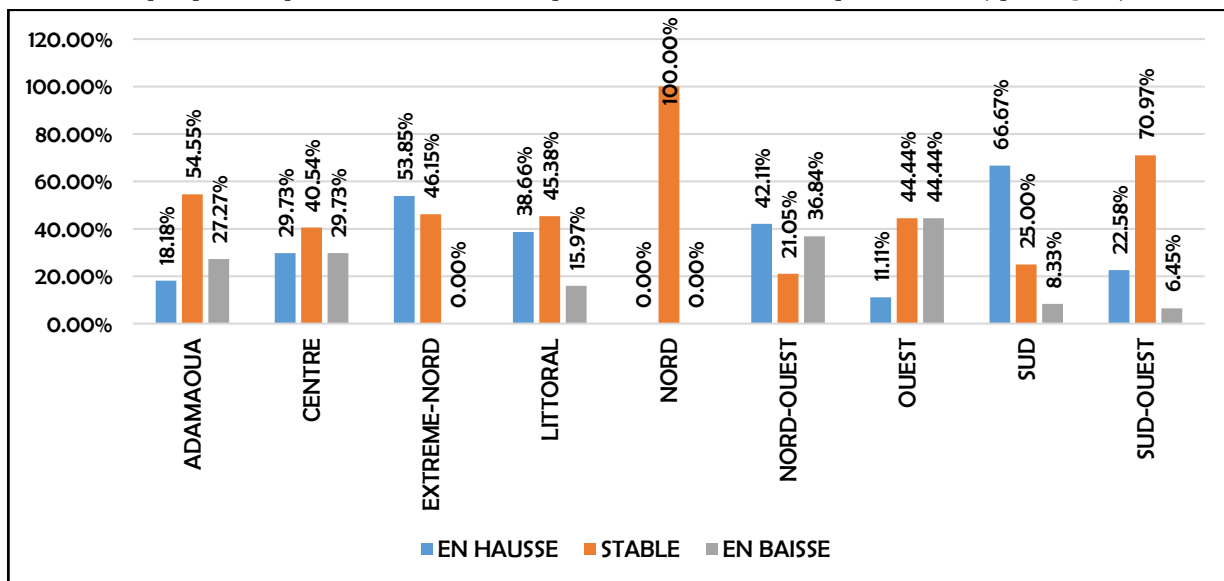
SOURCE : CCIMA/DONNEES D'ENQUETE DE CONJONCTURE S2_2023

... et à l'Ouest et dans l'Adamaoua...

Les dirigeants d'entreprise des régions de l'Adamaoua et de l'Ouest affirment que les prix ont globalement baissé. Par contre, ils ont augmenté à l'Extrême-Nord, au Littoral, au Sud, au Sud-

Ouest et au Nord-Ouest. Toutefois, tous les chefs d'entreprises du Nord et 71% de ceux du Sud-Ouest déclarent que les prix sont restés stables en 2023.

Graphique 11: Opinion des chefs d'entreprises sur l'évolution des prix de vente, par région, en 2023



SOURCE : CCIMA/DONNEES D'ENQUETE DE CONJONCTURE S2_2023

...Toutefois, les dirigeants d'entreprises anticipent une hausse de prix de vente

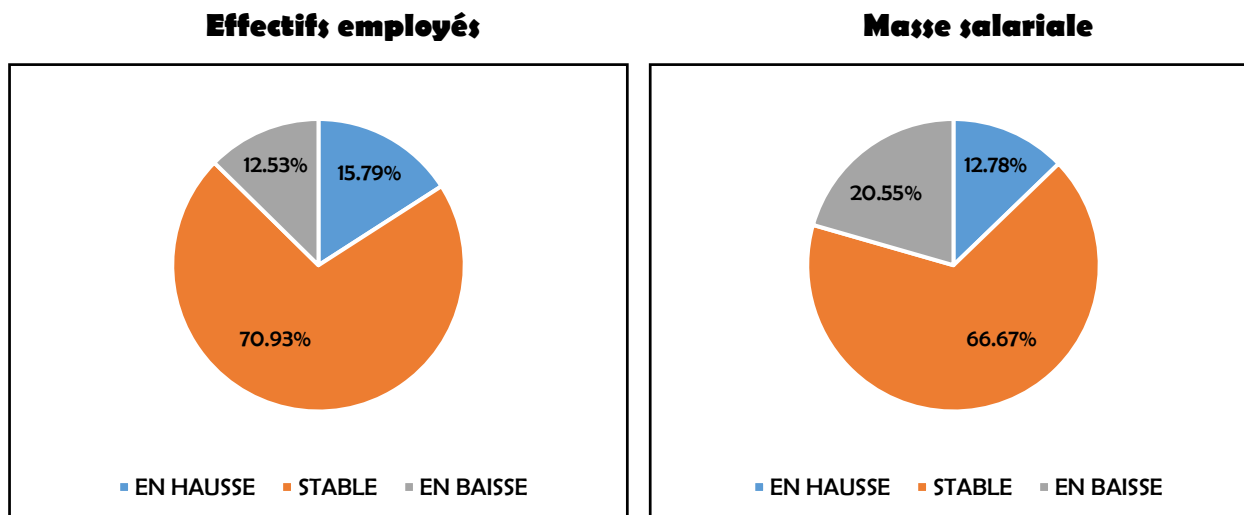
Les chefs d'entreprises ayant accepté de répondre aux questions déclarent, avec un solde d'opinions de 22,4%, que les prix de vente pratiqués augmenteraient au premier semestre 2024.

III. Effectifs employés et masse salariale

Hausse des effectifs employés, mais baisse de la masse salariale en 2023 ...

Bien que plus de 66% des dirigeants d'entreprises déclarent que les effectifs employés et la masse salariale sont restés stables en 2023, il vient que les chefs d'entreprises affirment que les effectifs employés (avec un solde d'opinions de 3,3%) ont augmenté. Par contre, ils estiment que la masse salariale a globalement diminué (avec un solde d'opinions de 7,8%).

Graphique 12: Opinion des chefs d'entreprises sur l'évolution des effectifs, des salariés et de la masse salariale



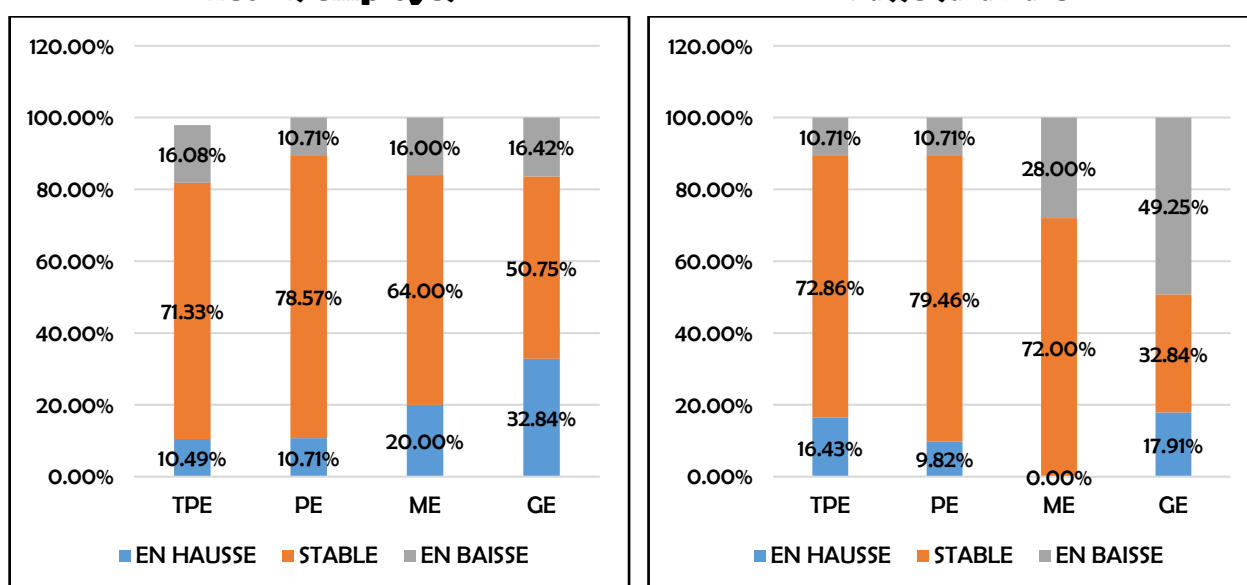
SOURCE : CCIMA/DONNEES D'ENQUETE DE CONJONCTURE S2_2023

Le niveau d'activité dans les moyennes et grandes entreprises soutient la hausse des effectifs et la baisse de la masse salariale...

Les dirigeants des moyennes et grandes entreprises affirment que les effectifs employés ont augmenté en 2023, avec des soldes d'opinions respectifs de 4% et de 16,4%. Pour les dirigeants des TPE, les effectifs employés ont baissé un solde d'opinions respectifs de 5,6% et 78,7% des dirigeants des petites entreprises affirment que les effectifs employés sont restés stables.

Les responsables des grandes, moyennes et petites entreprises déclarent par contre que leur masse salariale a diminué, avec des soldes d'opinions respectifs de 31,3%, 28,0% et 0,9%. Par contre, ceux des très petites entreprises affirment que la masse salariale a augmenté, avec un solde d'opinions de 5,7%, quoique plus de 72,8% de ces dirigeants estiment que leur masse salariale a été maintenue stable.

Graphique 13: Opinion des chefs d'entreprises sur les effectifs employés et la masse salariale, selon la taille



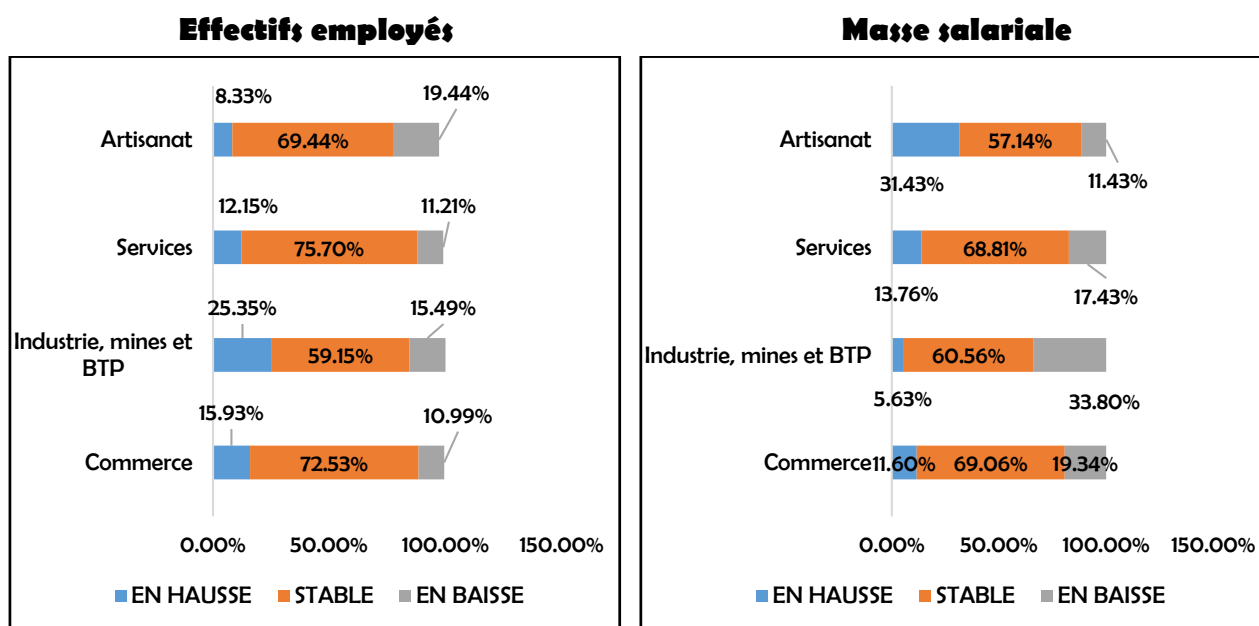
SOURCE : CCIMA/DONNÉES D'ENQUÊTE DE CONJONCTURE S2_2023

... ainsi que pour les chefs d'entreprises industrielles et commerciales.

Les dirigeants d'entreprises de la branche Commerce, « Industrie, Mines et BTP » affirment que leurs effectifs employés ont augmenté en 2023, avec des soldes d'opinions respectifs de 9,9% et de 4,9%. Pour 75,7% des dirigeants de la branche Service estiment que les effectifs employés sont restés stables. Pour les responsables d'entreprise de la branche artisanale, les effectifs employés ont globalement baissé, avec un solde 11,1%.

Les chefs d'entreprises des branches Industrie, Mines et BTP ainsi que ceux des branches services et commerciales déclarent que la masse salariale a globalement baissé avec des soldes d'opinions respectifs de 28,2%, 3,7% et 7,7%. Par contre, les responsables d'entreprises artisanales estiment que la masse salariale a globalement augmenté, avec un solde 20%.

Graphique 14: Opinion des chefs d'entreprises sur les effectifs employés et la masse salariale, par secteur d'activité



SOURCE : CCIMA/DONNEES D'ENQUETE DE CONJONCTURE S2_2023

Les dirigeants anticipent un accroissement de l'emploi et une baisse de la masse salariale.

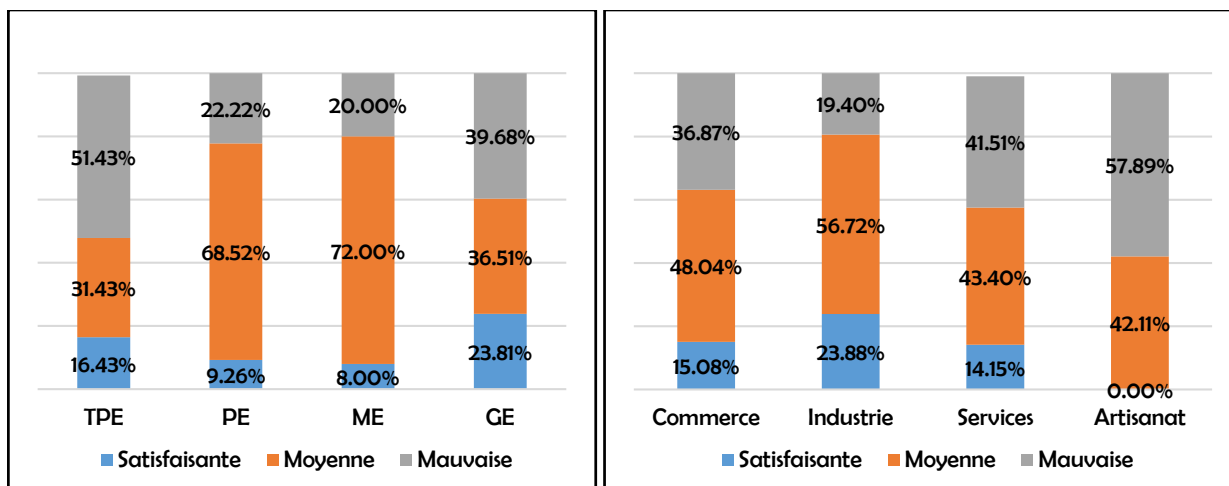
Les chefs d'entreprises déclarent qu'au premier semestre 2024, les effectifs employés vont globalement augmenter, avec un solde d'opinions de 3,2%, et la masse salariale se réduirait, avec un solde d'opinions de 1,9%.

IV. Trésorerie

Une situation financière globalement mauvaise...

Les responsables d'entreprises affirment que la situation de trésorerie a été mauvaise en 2023, avec un solde de 24,3%. Cette situation pèse davantage sur les TPE (51,4% des répondants) et sur les artisans (57,9% des répondants).

Graphique 15: Opinion des chefs d'entreprises sur l'évolution de la trésorerie par secteur d'activité et par taille en 2023

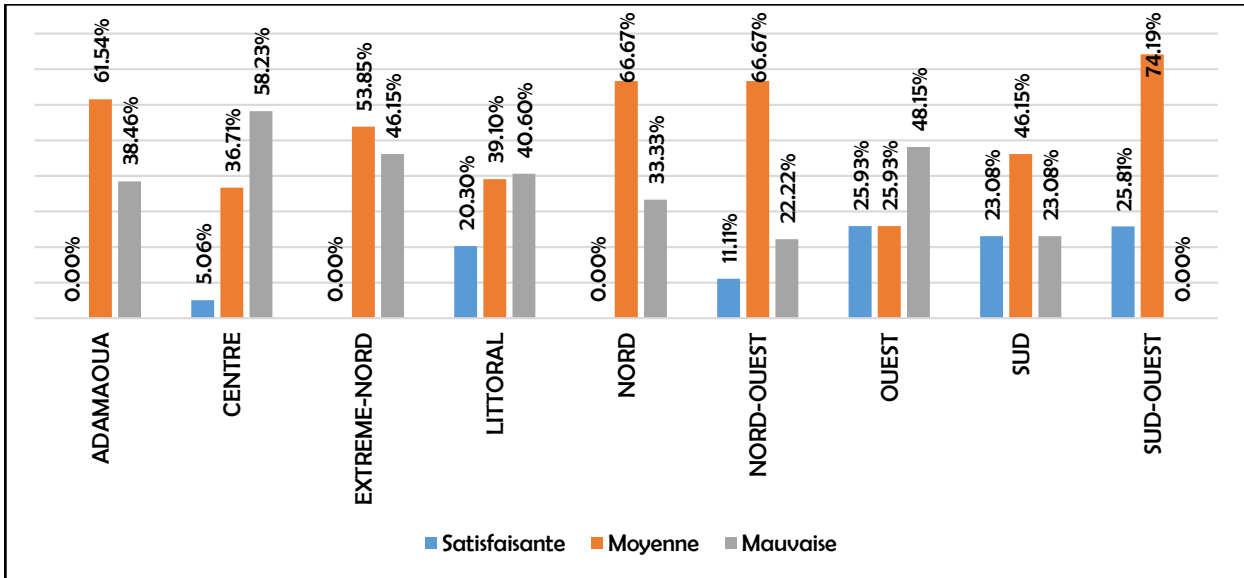


SOURCE : CCIMA/DONNEES D'ENQUETE DE CONJONCTURE S2_2023

... mais pas trop ressentie globalement par les dirigeants d'entreprises du Sud-Ouest ...

Globalement la situation de la trésorerie est mauvaise dans les dix régions du pays et surtout dans le Centre (53,2% des répondants) et l'Ouest (48,2% des répondants). Par contre, elle est jugée bonne par les chefs d'entreprises du Sud-Ouest. Toutefois, dans leur grande majorité, les responsables d'entreprises de l'Adamaoua, de l'Extrême-Nord, le Nord, le Sud-Ouest affirment que la situation de la trésorerie a été normale.

Graphique 16: Opinion des chefs d'entreprises sur l'évolution de la trésorerie, par région, en 2023

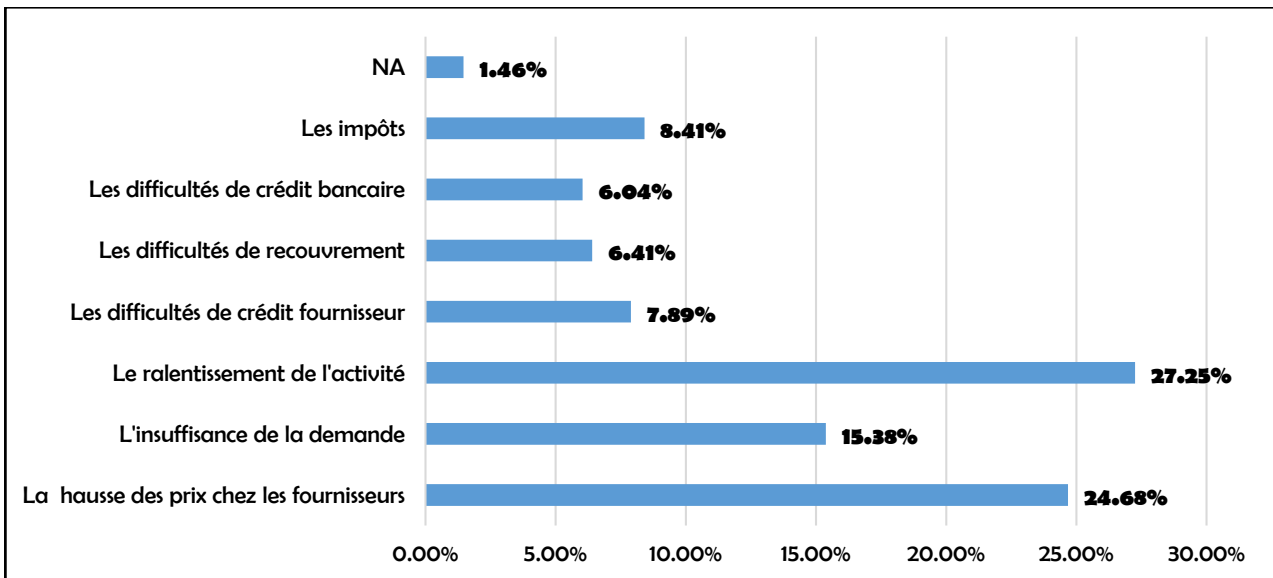


SOURCE : CCIMA/DONNEES D'ENQUETE DE CONJONCTURE S2_2023

... en lien surtout avec le ralentissement de l'activité et la hausse des prix d'achat.

Les tensions de trésorerie s'expliquent essentiellement par le ralentissement de l'activité (pour 27,2% des répondants), la hausse des prix chez les fournisseurs (pour 24,7% des répondants) et l'insuffisance de la demande (pour 15,4% des répondants).

Graphique 17 : Facteurs ayant négativement impacté la trésorerie en 2023



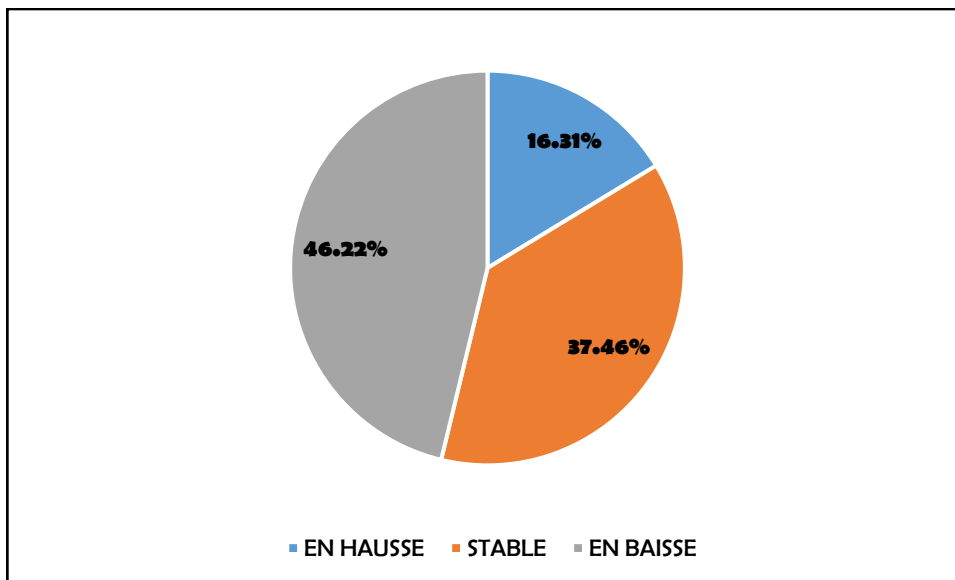
SOURCE : CCIMA/DONNEES D'ENQUETE DE CONJONCTURE S2_2023

V. Bénéfices

Les bénéfices engrangés en 2023 auraient fléchi pour la plupart des répondants...

Comme conséquence de la morosité de l'activité perçue par les répondants, les bénéfices se seraient, dans l'ensemble, amenuisés. En effet, 46,2% des chefs d'entreprises déclarent que leurs bénéfices ont diminué, contre seulement 16,3% qui ont le sentiment d'une augmentation.

Graphique 18 : Opinion des chefs d'entreprises sur l'évolution des bénéfices en 2023

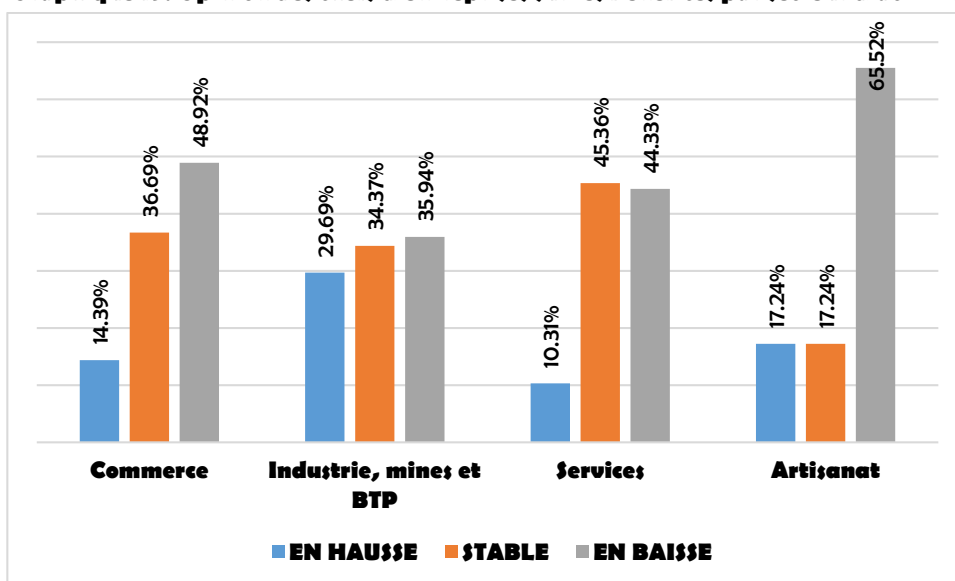


SOURCE : CCIMA/DONNEES D'ENQUETE DE CONJONCTURE S2_2023

... dans tous les secteurs d'activité ...

La baisse des bénéfices s'est ressentie dans tous les secteurs d'activité. Plus de 65% des artisans, 48,9% des Commerçants, et 35,9% des industriels affirment que leurs bénéfices ont baissé en 2023. Dans les services, les bénéfices ont globalement baissé, avec un solde de 34,0%.

Graphique 19: Opinion des chefs d'entreprises sur les bénéfices par secteur d'activité

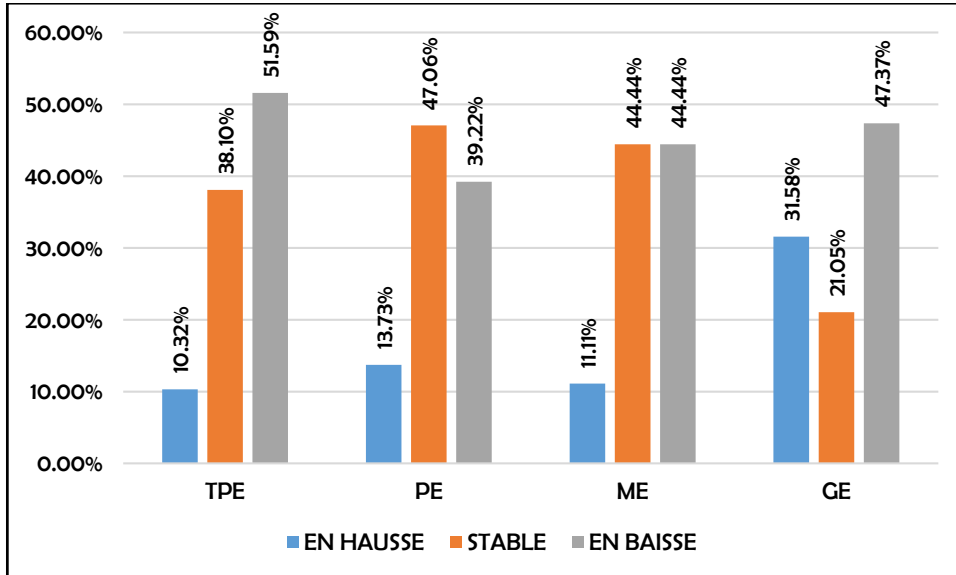


SOURCE : CCIMA/DONNEES D'ENQUETE DE CONJONCTURE S2_2023

...et dans les entreprises de toute taille.

Quelle que soit la taille des entreprises, les responsables affirment une baisse de leurs chiffres d'affaires. Pour les dirigeants des TPE, plus de la moitié (51,6%) affirme que les bénéfices ont diminué. Pour ceux des entreprises moyennes, les bénéfices ont diminué avec un solde 33,3%, tandis que pour ceux des petites entreprises, la baisse est constatée avec un solde de 25,49%. Après l'amélioration constatée en 2022 (solde d'opinions positif de 20%), les responsables des entreprises de grande taille déclarent que leurs bénéfices ont baissé (solde 15,8%).

Graphique 20: Opinion des chefs d'entreprises sur l'évolution des bénéfices par taille, en 2023



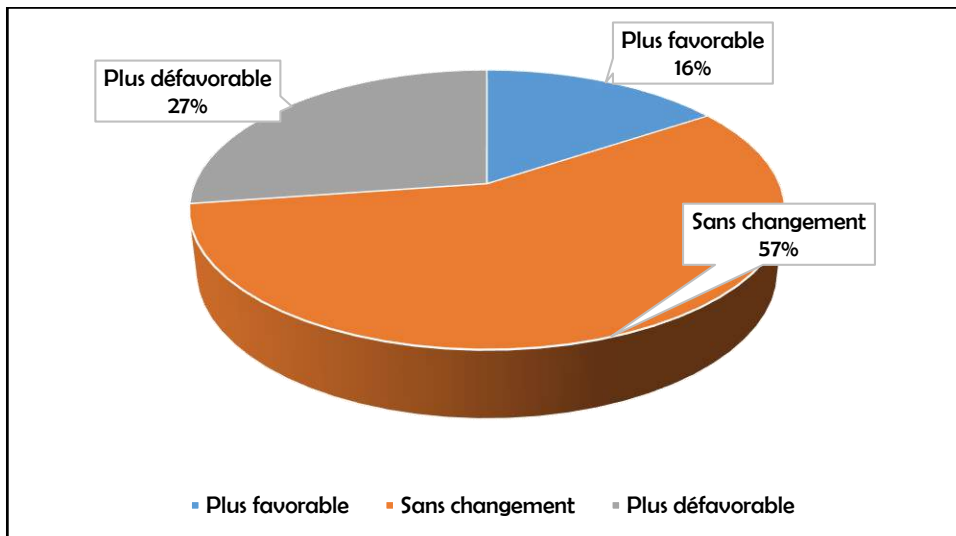
SOURCE : CCIMA/DONNEES D'ENQUETE DE CONJONCTURE S2_2022

VI. Climat des affaires

Climat des affaires globalement défavorable ...

Pour les chefs d'entreprises interrogés, le climat des affaires a été défavorable en 2023, avec un solde d'opinion de 11,7%.

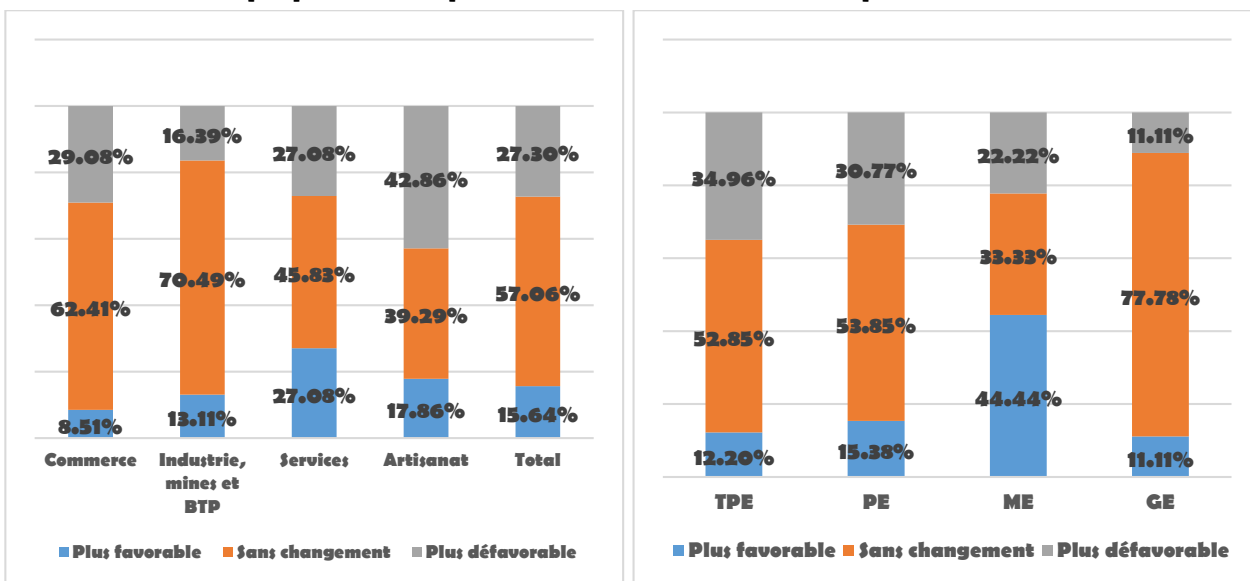
Graphique 21: Perception du climat des affaires par les chefs d'entreprises en 2023



SOURCE : CCIMA/DONNEES D'ENQUETE DE CONJONCTURE S2_2023

Le climat des affaires est resté inchangé pour 77,8% des dirigeants des grandes entreprises et 45,8% des dirigeants de la branche Service. Pour les artisans et les responsables de petites entreprises, le climat des affaires a été défavorable avec des soldes d'opinions respectifs de 25,0% et de 22,8%.

Graphique 22 : Perception du climat des affaires en 2023 par secteur d'activités

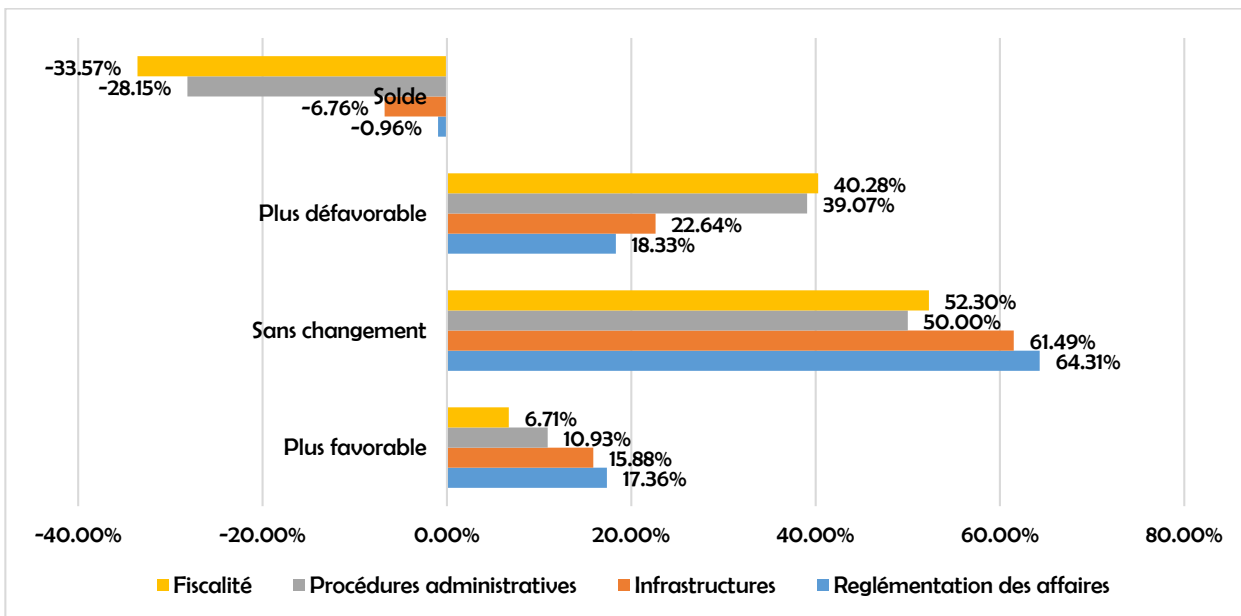


SOURCE : CCIMA/DONNEES D'ENQUETE DE CONJONCTURE S2_2023

...en lien avec la fiscalité et une bureaucratie anachronique ...

Pour les dirigeants d'entreprises interrogés, la fiscalité (avec un solde 33,6%), les procédures administratives (avec un solde 28,2%), et les infrastructures (avec un solde 6,8%) ont pesé lourdement sur le climat des affaires en 2023.

Graphique 23 : Appréciation du climat des affaires par composante



SOURCE : CCIMA/DONNEES D'ENQUETE DE CONJONCTURE S2_2023

...mais ils anticipent une légère amélioration en 2024

Les chefs d'entreprises estiment que le climat des affaires pourrait s'améliorer en 2024, avec un solde d'opinion de 16,1%. Toutefois, plus de 50% des dirigeants interviewés pensent que la situation resterait inchangée au premier semestre 2024.

Tableau 20: Récapitulatif des soldes d'opinions de l'enquête de conjoncture du 2^{ème} semestre 2023

	Bilan en 2023				Perspectives pour le 1er semestre 2024			
	(en%)				(en%)			
	(a)		(b)	Solde (a)-(b)	(a)		(b)	Solde (a)-(b)
Opinion sur	En hausse	Stable	En baisse		En hausse	Stable	En baisse	
Chiffre d'affaires	22.02	35.47	42.51	-20.49	22.63	49.64	27.74	-5.11
Evolution de la production	20.54	40.31	39.15	-18.61	20.95	41.9	37.15	-16.2
Opinion sur	Plus faciles	Sans changement	Plus difficiles		Plus faciles	Sans changement	Plus difficiles	
Conditions d'approvisionnement	9.45	58.84	41.16	-31.71	8.9	61.96	24.19	-15.29
Opinion sur	Bonnes	Moyennes	Mauvaises					
Conditions d'importation	9.57	68.7	21.74	-12.17	15.6	70.64	13.76	1.84
Opinion sur l'évolution des	En baisse	Stable	En hausse		En baisse	Stable	En hausse	
Coûts de production	22.65	36.93	40.42	-17.77				
Coûts des matières approvisionnées marché local	17.79	43.06	39.15	-21.36				
Coûts des matières appro sur le marché extérieur	11.7	35.11	53.19	-41.49				
Coûts de l'énergie	9.12	35.4	55.47	-46.35				
Coûts liés aux salaires	7.42	52.3	40.28	-32.86				
Stocks	27.81	42.72	29.47	-1.66	28.77	48.97	22.96	5.81
Prix de vente	33.77	45.7	20.53	13.24	35.97	50.5	13.53	22.44
Opinion sur	Se raccourcir	Rester stables	Se rallonger		Se raccourcir	Rester stables	Se rallonger	
Délai de paiement								
Délai de règlement								
Opinion sur	En hausse	Stable	En baisse		En hausse	Stable	En baisse	
Emploi	16.13	68.33	14.37	1.76	15.07	70.72	11.88	3.19
Masse salariale	11.83	67.75	20.41	-8.58	13.46	71.25	15.29	-1.83
Evolution des commandes	28.66	33.55	37.79	-9.13	24.1	42	33.9	-9.8
Opinion sur	Satisfaisante	Moyenne	Mauvaise		S'améliorer	Se stabiliser	Se dégrader	
Trésorerie	15.32	44.74	39.64	-24.32				
Opinion sur	Bonne	Normale	Mauvaise					
Situation financière				0				0
Opinion sur	En hausse	Stables	En baisse		En hausse	Stables	En baisse	
Evolution des bénéfices	16.31	37.46	46.22	-29.91	20.92	53.54	24.62	-3.7
Opinion sur	En hausse	Stable	En baisse	Pas investi	En hausse	Stable	En baisse	Pas investi
Investissements	34.71	30.17	15.7	19.01	25.41	34.84	13.93	11.48
Opinion sur	S'améliorer	Sans changement	Se détériorer		plus favorable	Sans changement	Moins favorable	
Perception du climat des affaires	15.64	57.06	27.3	-11.66	22.05	50.93	5.9	16.15

SOURCE : CCIMA/DONNEES D'ENQUETE DE CONJONCTURE S2_2023

POINT DE REFLEXION

Politique de substitution aux importations : des soucis à l'allumage

La stratégie nationale de développement 2020-2030 est bâtie autour de la transformation structurelle de l'économie camerounaise. Sa réalisation passe, entre autres, par la politique de l'import-substitution, qui vise le remplacement progressif des biens importés par les produits de l'industrie locale, la réduction des volumes d'importation des produits de grande consommation, et la priorité accordée au développement de la production locale.

Contexte : une balance commerciale chroniquement déficitaire, et une accumulation des avoirs en devises difficile

Depuis plusieurs décennies, le commerce extérieur du Cameroun connaît des déficits commerciaux quasi chroniques. Plus récemment, au cours de l'année 2023 le déficit de la balance du Cameroun s'est situé à 2004 milliards de FCFA, correspondant à son niveau le plus élevé depuis 2015 d'après l'INS. Ce déficit a progressé de 40,3% par rapport à celui de 2022. Cette dégradation a résulté de la baisse des exportations et d'une hausse des importations en valeurs. La hausse des dépenses d'importation a été boostée par les achats de carburants, des lubrifiants, des machines et appareils électriques, des céréales, des poissons de mer congelés et du clinker. Dans un tel contexte, l'accumulation d'avoirs extérieurs nets par la BEAC n'a pas été à la hauteur des attentes. En 2023, les réserves de change de la BEAC ont même baissé de 15,6% par rapport à l'année précédente. Les dynamiques d'importation révèlent donc une certaine dépendance dans l'achat à l'étranger de certains produits pouvant faire l'objet d'une production locale, d'où un impératif à impulser une politique d'import-substitution.

Une politique appropriée, aux objectifs ambitieux

Par cette orientation, le Cameroun entend mieux produire, créer le maximum de valeur ajoutée locale, élargir et diversifier le tissu économique, pour réduire le déficit de la balance commerciale et améliorer le bien-être des populations. Le Cameroun aspire ainsi à faire partie du monde des leaders, qui ne laisse la moindre place aux Etats inefficaces, noyés dans le cercle vicieux d'exportation des produits non élaborés à bas prix, d'importation des produits à forte valeur ajoutée et chers, d'importation de la pauvreté et d'exportation des richesses.

L'industrialisation par substitution aux importations est d'autant plus légitime, que la consommation des ménages dans notre pays, qualifiée de charrette de la croissance, est estimée à 72,6% du produit intérieur brut (PIB) en 2022.

Revue des choix effectués et de leur mise en œuvre

Dans ce papier, nous entendons interroger les performances du Cameroun en termes de production et d'exportation mais aussi de réduction des importations, pour suggérer quelques ajustements. Loin de vouloir proposer des recettes toutes faites sur les instruments de politique, notre seule ambition est de passer en revue les choix effectués et d'inciter les différents acteurs à se concerter pour créer des instruments qui répondent le mieux aux besoins du Cameroun. L'argumentation que nous comptons développée s'appuie à la fois sur la littérature économique et sur les données statistiques, convaincu que sans statistiques, il n'y a pas de visibilité, sans visibilité on ne peut nullement hiérarchiser les priorités. Une politique économique basée sur des faits a des ingrédients nécessaires pour faire avancer la société.

Pour mettre en œuvre la politique d'import-substitution, le Gouvernement avait élaboré en juillet 2020 un plan de soutien (de 183 milliards) à la production et à la transformation des produits de grande consommation pour la période 2021-2023, avec pour principaux produits cibles : le riz, le maïs, le mil/sorgho, le soja, le blé, le poisson et le lait. Depuis l'année 2021, les dotations budgétaires des principaux ministères de production ont été revues à la hausse. Ces efforts se sont poursuivis en 2022 avec d'importantes subventions accordées à certaines structures étatiques. Les objectifs du plan de soutien en 2023 en termes de volume de production comprenaient, entre autres, la collecte de 252 000 tonnes de lait, la production de 420 000 tonnes de maïs, de 407 000 tonnes de riz et de 242 520 tonnes de poissons. Pour 2024, les objectifs sont moins ambitieux qu'en 2023. Parallèlement, le Gouvernement a pris des mesures incitatives et/ou compensatrices qui accordent des facilités fiscales et douanières aux acteurs.

Pour le triennat 2021-2023, les résultats n'ont pas suivis

Les premiers résultats obtenus sont mitigés. Les estimations du ministère en charge de l'agriculture révèlent, qu'à l'exception du mil/sorgho, la production des céréales ciblées a augmenté en 2021 et baissé en 2022. Cette baisse globale de la production de 2022 est imputable aux difficultés d'acquisition des intrants (coût élevé des engrais, des pesticides et des semences améliorées) et des mauvaises conditions climatiques. Les chiffres du ministère en charge de l'élevage et des pêches indiquent que la production laitière est sur une tendance baissière sur la période 2020-2022 ; celle de poisson ne s'est guère substantiellement améliorée. Si en 2024, les deux ministères prévoient une légère hausse de la production de riz, de lait et de poissons, par contre la production de maïs et de mil/sorgho sera inférieure au niveau de 2022.

S'agissant des exportations, le poids des produits ayant subis une première transformation s'est réduit, passant de 29,4% en 2020 à 21,1% en 2022. Toutefois, le poids de ces exportations sur le total des exportations hors gaz et pétrole brut se redressent passant de 51,9% en 2021 à 55,1% en 2022 et 57,9% sur les neuf premiers mois de 2023.

Sur le volet importations, l'évolution la plus inquiétante est l'importation du carburant et lubrifiant, 4^e produit à l'exportation en 2015. Le Cameroun demeure certes importateur net de carburants et lubrifiants bien avant l'incendie de la SONARA en 2019 ; depuis lors, la situation est devenue très préoccupante : la balance-produit est passée d'un déficit de 57,2 milliards de FCFA en 2016 à 1 031,9 milliards de FCFA en 2022.

Par ailleurs, hormis le lait, les quantités importées de riz, de maïs, de poissons, de soja et de blé ont augmenté de 2020 à 2022 et en glissement annuel sur les neuf premiers mois de 2023. A l'analyse, cette sortie de devises, non seulement creuse davantage le déficit de la balance commerciale, mais surtout, est révélatrice de ce que les camerounais, pourtant confrontés aux affres du chômage, contribuent à la création des emplois dans les pays d'où par exemple le riz est produit. Il vient évidemment que sur le difficile chemin conduisant vers l'émergence, la modernisation de l'agriculture est un passage obligé pour le Cameroun. Il faut lever les obstacles qui plombent par exemple les filières agricoles ciblées, au niveau de la production et de la transformation. Pour mémoire, le développement de l'agriculture a joué un rôle majeur dans la modification et l'amélioration des structurations des économies des pays avancés.

Changer de Cap: une nécessité absolue

Au regard des résultats obtenus sur la période 2021-2023, l'heure est au plus grand pragmatisme, impliquant la recherche de solutions originales et novatrices, inspirées par le seul souci d'apporter une réponse satisfaisante aux attentes des populations. D'autres économistes au sens large appellent à l'adoption d'une politique économique centrée sur la préférence nationale. En clair, il faut encourager la consommation des produits locaux pour tirer à la hausse la production nationale.

La concrétisation de ces objectifs nécessite l'approfondissement de l'élan réformateur dans tous les secteurs, l'encouragement de l'esprit d'initiative, l'amélioration du climat des affaires, etc. Il y a lieu de reformuler une politique industrielle qui mette fin au choix inapproprié. Cette politique serait basée sur une substitution aux importations porteuses de toutes les promesses de l'urgente industrialisation du Cameroun. En général, la réussite d'une politique de substitution aux importations passe par la prise de conscience que l'on ne peut pas être bon partout. Il faut savoir se concentrer sur quelques priorités, renforcer nos points forts, plutôt que de courir après tous les lièvres à la fois. Il faut surtout éviter d'adopter une politique industrielle défiant les avantages comparatifs. Réhabiliter la SONARA est l'une des mesures de politique industrielle qui tiennent compte des avantages comparatifs.

Les défaillances proviennent généralement de l'inaptitude des gouvernements à définir des critères pertinents qui leur permettraient d'identifier les secteurs d'activités appropriés à la structure de dotation et au niveau de développement de leurs pays.

En effet, les politiques industrielles requièrent un État actif, doté d'un appareil administratif compétent et efficace, susceptible de rendre compétitives les exportations.

Des pistes à explorer

A la lumière des développements ci-dessus, un certain nombre d'objectifs et d'orientation peuvent être assignés à une stratégie de développement en phase avec les défis actuels.

Il y a lieu d'entreprendre des réformes structurelles et de mettre en place une architecture financière pour accompagner le pays dans la quête d'une croissance robuste et créatrice des emplois. Il s'agit de replacer au cœur du modèle de développement l'objectif de production, et non plus l'équilibre des relations comptables. De même, il faut engager des réformes pour créer les conditions d'un accroissement durable de la productivité de l'économie camerounaise, à travers la valorisation des ressources humaines, du potentiel productif existant, des connaissances et technologies disponibles et des structures institutionnelles appropriées, pour enclencher le cercle vertueux de la croissance.

Le gouvernement devrait adopter des politiques de soutien à la modernisation des secteurs productifs, qui demandent un environnement propice à l'entreprise et à l'investissement.

En matière de politique agricole par exemple, des actions doivent être menées en vue de: i) fournir des services de vulgarisation accessible ; ii) fournir des informations fiables sur la qualité des engrais ; iii) mettre en place des mécanismes de financement pour l'achat des intrants agricoles ; iv) améliorer le système d'information sur les demandes de marché ; v) favoriser la production locale ainsi que la libéralisation de l'importation des engrais.

Au total, le renforcement de la compétitivité dans le domaine agricole suppose la transformation structurelle (autour de l'augmentation de la production, de l'amélioration des techniques et des méthodes de production, de l'acquisition par les producteurs des compétences diverses).

En définitive, l'efficacité de l'Etat est sans aucun doute, le facteur clé de réussite. En effet, le succès des politiques de développement réside surtout dans la capacité du pays à mettre en œuvre des stratégies efficaces, et à hiérarchiser les priorités. Une stratégie complémentaire serait une réflexion sur le système de passation des commandes publiques (en activant la préférence nationale), une véritable informatisation de l'administration publique ou le démantèlement du système rigide, lent et procédurier en vigueur dans notre pays.

L'Etat peut prendre l'engagement ferme : 1) de fournir les informations relatives aux créneaux de marché en rapport avec les nouveaux avantages comparatifs déterminés par la modification de sa structure de dotation ; 2) d'assurer la coordination des investissements à effectuer dans les secteurs concernés et celle des améliorations à apporter aux infrastructures ; 3) de subventionner les activités génératrices d'effets externes durant la phase de mise en place de nouveaux secteurs d'activités et de nouvelles technologies et 4) de catalyser le développement de nouvelles industries par la création d'incubateurs d'entreprises ou l'instauration de mesures incitatives aptes à attirer l'investissement étranger direct. Une présentation plus pragmatique et informative du rôle de l'entreprise dans la société camerounaise pourrait contribuer à susciter plus de vocations entrepreneuriales.

De leur côté, les entreprises doivent non seulement continuer l'amélioration de la qualité de leurs produits et de leurs services, mais également, donner la priorité à la maîtrise des coûts en révisant l'ensemble des processus de fabrication. Avec le soutien des pouvoirs publics, les entreprises industrielles doivent mettre l'accent sur l'innovation et déployer l'esprit entrepreneurial afin de renouveler et d'assurer avec pérennité, la création de valeur ajoutée.

Le résultat final attendu est la création d'un appareil productif diversifié en mesure de fournir de biens et services nécessaires à l'investissement et à la satisfaction des besoins de consommation mais également de produits exportables, permettant au Cameroun d'être un véritable partenaire dans la zone de libre-échange continentale africaine.

De la victoire contre les forces d'inertie (paresse des techniciens nationaux qui refusent de réfléchir ou obstination des partenaires à imposer un modèle économique inique) dépendra aussi ce changement de cap salvateur.

Emmanuel Yangam
Ingénieur Statisticien économiste

ANNEXE : LA CCIMA EN ACTION EN 2023



Dans cette section du rapport sur la situation économique en 2023, nous présenterons en quelques phrases les actions phares de l'Institution Consulaire. Ces actions découlent de la mise en œuvre des activités et actions inscrites dans le projet de performance triennal (2022 – 2024) pour le compte de l'année 2023.

Aux côtés du gouvernement et des opérateurs économiques, la CCIMA s'est fixée comme objectif d'agir en vue d'assurer (i) la transformation structurelle de l'économie nationale ; (ii) le développement du Capital Humain et du bien-être ; (iii) la promotion de l'emploi et de l'insertion économique ; (iv) la gouvernance, la décentralisation et la gestion stratégique de l'Etat.

Au regard de ses missions régaliennes et spécifiques de représentation, d'encadrement et de promotion du secteur privé, il était question pour l'Institution de participer à la réalisation des objectifs stratégiques ci-dessus en favorisant notamment le développement du secteur privé et en contribuant, par ses actions d'appui, à l'amélioration de la compétitivité des entreprises camerounaises.

Au cours de l'année 2023, la Chambre de Commerce, d'Industrie, des Mines et de l'Artisanat du Cameroun a axé ses activités sur le renforcement des capacités des opérateurs économiques au siège et dans les Délégations Régionales; la clôture du projet « Youth and Gender Connect » du programme ARCHIPELAGO; la production des informations à caractères économiques à travers les activités de l'Observatoire Economique de la CCIMA ; l'amélioration du climat des affaires au cours des concertations public/Privé (DGI /Ressortissants CCIMA) ; le démarrage d'une nouvelle en action en faveurs des coopératives de producteurs du cacao en vue de l'amélioration de la qualité sanitaire et phytosanitaire du cacao camerounais auprès du Fonds pour l'Application des Normes et le Développement du Commerce (STDF) ; la poursuite de la structuration et de l'opérationnalisation de la Cour d'Arbitrage et de Médiation(CAM) de la CCIMA ; la participation aux activités de la CPCCAF; l'organisation de la 4ème édition du Forum International des investisseurs (F2i) Cameroon; le renforcement de la coopération économique avec quelques pays ; le démarrage effectif des activités de renouvellement des membres de la CCIMA ; la tenue des réunions statutaires (Bureau Exécutif et Assemblée Plénière).



1. Renforcement des capacités des opérateurs économiques

Le déploiement de l'ingénierie de la formation en 2023 a permis l'organisation satisfaisante de plusieurs sessions de formations en présentiel au siège, au profit de quatre cent quatre-vingt (480) responsables d'entreprises, dont 264 femmes soit environ (55%).

Les thèmes ont porté sur : les techniques de vente et marketing digital ; la gestion des obligations comptables et fiscales en entreprise et procédure de déclaration fiscale en ligne ; les techniques de négociation à l'international ; le protocole et le savoir-vivre ; les techniques de rédaction administrative ; les techniques de prise de parole en public ; le management du dédouanement au Cameroun ; comment obtenir davantage de financement de son banquier.

La mise en œuvre de la septième session des Ateliers Préalables à l'Installation au Cameroun. L'organisation des sessions d'information et de formation des opérateurs économiques sur les Innovations Fiscales de la loi de finance au titre de l'exercice 2023 dans toutes les délégations régionales de la CCIMA.

2. Programme ARCHIPELAGO

La suite et la fin du programme ARCHIPELAGO mis en œuvre avec le soutien des partenaires techniques et financiers de l'Union Européenne notamment, SEQUA, EUROCHAMBRE, la CPCCAF et le Fonds Fiduciaire d'Urgence de l'Union Européenne (partenaire financier), ont eu lieu au premier semestre 2023. Dans ce cadre, il a été organisé des réflexions multisectorielles sur la pérennisation du programme, mais surtout, de mobiliser les parties prenantes autour de la cérémonie de clôture officielle du programme qui s'est tenue le 20 février 2023 à Yaoundé sous la présidence du Ministre de l'Emploi et de la Formation Professionnelle.



Yaoundé – 20 Fev 2023 : cérémonie officielle de clôture du projet Youth and Gender Connect du Programme

3. Programme de Développement des Chaînes de Valeur Agricole

Les activités dans le cadre du Programme de Développement des Chaînes de Valeur Agricole (PDCVA) ont principalement porté sur la formation et l'identification des sujets de recherches avec les enseignants des universités partenaires, notamment les Universités de Dschang, de Ngaoundéré et de Douala. Ainsi, les résultats obtenus en 2023 affichent : sur 36 entreprises sélectionnées, 32 ont effectivement participé au programme dont 10 femmes Agri-preneur. De même vingt (20) Agri-preneurs Agricole ont participé aux différents stages professionnels ; l'on note également que trois (03) entreprises pilotes sont fonctionnelles.

4. Appui technique de la CCIMA dans l'amélioration de la qualité sanitaire et phytosanitaire du cacao camerounais

La Société Coopérative pour la Production Industrielle et le Développement du Cameroun (SOCAD COOP-CA), spécialisée dans la production, la transformation, et la commercialisation du cacao et basée à Ntui, a sollicité courant décembre 2022, un appui technique de la CCIMA pour l'amélioration de la qualité sanitaire et phytosanitaire du cacao camerounais. Cette coopérative soutient que les obstacles techniques à l'accès aux marchés internationaux des produits camerounais dont le cacao sont entre autres le non-respect scrupuleux des mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS).

Afin d'apporter sa modeste contribution dans l'accompagnement de cette organisation, la CCIMA a recommandé l'introduction d'une requête de financement auprès du Fonds pour l'Application des Normes et le Développement du Commerce (STDF), organisation de l'OMC spécialisée dans le financement des appuis techniques relatifs aux mesures SPS. Avec la contribution de l'Expert SPS de la CCIMA, la coopérative a été accompagnée dans le montage d'un dossier de demande de don à soumettre au STDF pour l'élaboration de projet « Améliorer la qualité sanitaire et phytosanitaire du cacao camerounais ». Les lettres de soutien de ladite demande ont été obtenues auprès d'autres coopératives de producteurs de cacao des régions du Centre, Sud, Ouest, Sud-Ouest, Est et Littoral, de la CCIMA, du MINADER, du MINCOMMERCE, et du Comité de Liaison Entrepreneuriat Agriculture Développement (COLEAD).



Amélioration des pratiques SPS dans la filière du cacao au Cameroun

5. Prix Pierre Castet

Dans la perspective d'encourager les projets innovants des jeunes entrepreneurs africains dans plusieurs filières, notamment l'agro-industrie le Prix éponyme de Pierre Castet, est un prix qui vise met à la disposition du premier lauréat une dotation financière de 15 000 €, un mentorat, un accompagnement personnalisé avec l'Institut Européen de Coopération et de Développement et une formation entrepreneuriale d'un an.

Le second prix est une dotation financière de 5 000 €, d'un accompagnement personnalisé et d'une formation entrepreneuriale. Dans le cadre dudit projet, la CCIMA à participer à toutes les étapes de à la présélection de dix (10) candidats finalistes pour le jury Cameroun, à la due diligence des six (06) finalistes et à la sélection des deux (02) candidats finalistes par le jury Cameroun le 05 juin 2023.

6. Observatoire économique de la CCIMA

Dans la perspective de la production de la note de conjoncture du deuxième semestre 2022, les services techniques de la CCIMA ont procédé en mars 2023, à l'opération de collecte des données sur l'opinion des chefs d'entreprises concernant leur perception du climat des affaires au Cameroun. L'opération a permis d'obtenir les données de deux cent quatre-vingt-neuf (289) Chefs d'entreprises. Le traitement et l'analyse des données collectées a permis de rédiger, avec les consultants saisis à cet effet, la note de conjoncture du deuxième semestre de 2022, ainsi que le Rapport sur la situation économique en 2022, ces documents ont été soumis à l'appréciation des Membres du Comité Scientifique en juillet 2023, lors de la treizième (13ème) réunion du Comité Scientifique de l'Observatoire Economique de la CCIMA. Il en sorti une version

améliorée qui a fait l'objet de traduction en langue anglaise et de diffusion sur les plateformes de communication sociales de la CCIMA. L'impression dudit rapport en 5000 exemplaires a été réalisée par le Cellule de Communication et la distribution a commencé pendant l'Assemblée Plénière du 14 décembre 2023.

De même, au cours de la (14eme) réunion dudit Comité, le 20 décembre 2023, les membres ont examiné et approuvé la note de conjoncture économique du premier semestre 2023. La version française modifiée à l'issue de la relecture par le Comité a été publiée dans la foulée, via les différentes plateformes (site web, sites LinkedIn, Facebook, etc...). La version anglaise parue ultérieurement a également été publiée.



Dans le cadre de l'élaboration du Baromètre des PME de la CPCCAF, une enquête auprès des opérateurs économiques des dix régions du Cameroun a permis d'obtenir les données Cameroun pour l'enquête de 2022 et celle de 2023. Les données ont fait l'objet d'analyse, en vue de la rédaction des premières versions des baromètres 2022 et 2023 qui ont été soumises à l'appréciation des membres du comité scientifique en décembre 2023. Il en sorti des copies définitives qui ont également fait l'objet de publications sur l'ensemble du réseau de la CPCCAF.

7. Activités de promotion du made in Cameroon

La promotion du made in Cameroon s'est développée au cours de l'année 2023 à travers l'organisation des activités de promotion des produits des entreprises camerounaises, en marge des réunions statutaires des 12, 13 et 14 décembre 2023, à l'esplanade de l'hôtel Platinum. L'événement a permis de réunir trente-cinq (35) exposants qui ont donné à voir des produits artisanaux, textiles et agroalimentaires. Il est à noter, les produits de la boulangerie incorporant les farines locales ont été également exposés. Des journées promotionnelles consulaires ont été organisées dans les délégations régionales via les Journées Promotionnelles Consulaires de l'Ouest (cinq journées), de l'Adamaoua (une journée) et du Nord (deux journées). C'est ainsi, environ deux cent entreprises qui ont présenté à au moins deux mille visiteurs les produits et services locaux.

8. Accueil des missions économiques

Au cours de la période sous revue, la CCIMA a accueilli près de plusieurs missions économiques des pays partenaires, notamment : **la mission multisectorielle algérienne** du 22 au 28 janvier 2023, avec la participation de deux cent cinquante-sept (257) entreprises.

La mission économique et commerciale de **quinze (15) entreprises turques** au Kristal Palace de Douala, avec la participation de cent quarante (140) entreprises camerounaises évoluant dans l'industrie, la formation, le transport maritime, les BTP, le textile, les produits pharmaceutiques, les pièces détachées, l'énergie électrique. Du 19 au 25 novembre 2023, la CCIMA a accueilli la mission économique et commerciale Uruguayenne au Cameroun. La mission était composée de dix (10) entreprises uruguayennes investies dans l'élevage, le transport, l'énergie électrique, les énergies renouvelables (éolienne et solaire), les poissons congelés, les produits alimentaires frigorifiques, le cacao, le café, et la peinture, en hommage au peintre Carlos Paes Villaro.

La mission économique et commerciale Brésilienne, du 27 novembre au 1er décembre 2023 à Yaoundé. La délégation brésilienne était composée de quinze (15) entreprises investies dans la construction, (production de marbre et de granite), le machinisme agricole, la transformation du manioc, l'élevage, l'énergie solaire, la culture du soja, la gestion hydrographique, la promotion de la pisciculture à travers les cages flottantes, le transport interurbain, la fabrication de papier. Celles-ci ont pu rencontrer deux cents (200) entreprises camerounaises, et discuté en B2B avec 79 d'entre elles.

9. Activités de coopération économique

Concernant les actions de la CCIMA pour entretenir la coopération, l'on note qu'en 2023, la Chambre consulaire, via son Président, par ailleurs Président de la CPCCAF, a assisté du 9 au 12 mai 2023, à Cotonou, au Bénin, à la 47ème Assemblée Générale de la CPCCAF, couplée à la célébration du cinquantenaire de l'Organisation et aux Rencontres d'Affaires Africaines et Francophones (RAFA). Aussi de nombreuses audiences ont été accordées aux représentants du monde diplomatique parmi lesquels le Haut-Commissaire d'Afrique du Sud au Cameroun, le 1 mars 2023,



10. 4ème édition du Forum International des investisseurs (F2i) Cameroon

Sous le patronage du Ministère de l'Industrie, des Mines et du Développement Technologique, la CCIMA a organisé la 4ème édition du Forum International des investisseurs, les 24 et 25 octobre 2023, à la Falaise Diamond de Douala. L'événement, particulièrement couru, a vu la participation de près de cent (100) porteurs de projet sur les deux cent (200) inscrits sur la plateforme virtuelle f2icameroon.cm pour solliciter des appuis financiers d'environ deux cent quarante-cinq (245) milliards FCFA, ainsi que celle d'une quinzaine de structures de financement locales et internationales, parmi lesquelles, les fonds d'investissements britanniques et américains.

Le tableau synoptique ci-dessous, présente les résultats obtenus au cours de ladite édition du F2i :

RUBRIQUES	ITEMS	RESULTATS OBTENUS
Mobilisation	Participants (toute catégorie confondue)	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Environ 200 participants enregistrés sur les deux jours du Forum ▪ 95 exposants à la foire promotionnelle ▪ 3185 visiteurs enregistrés sur le site www.f2icameroun.com depuis la date de création.
	Structures de financements	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 26 structures de financement inscrites en ligne ▪ 10 structures de financement présentes au Forum
	Projets d'investissements	☐ 200 projets mobilisés
B to B	Rencontres B to B (toutes catégories confondues)	☐ 232 rencontres B to B recensées avant et pendant le Forum
	Intentions de financement / d'accompagnements des structures de financement vis-à-vis des porteurs de projets	☐ Au total 98 intentions de financement enregistrées avant et pendant le forum
Convention de partenariat	Signatures de conventions de partenariat	<p>03 conventions de partenariat signées :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Convention de partenariat entre la CCIMA et AECAS ▪ Convention de partenariat entre la CCIMA et IUG ▪ Convention de partenariat entre la CCIMA et CCEDIAM



11. Amélioration du climat des affaires

Les actions de la CCIMA en vue de l'amélioration du climat des affaires se sont axées sur la poursuite de l'organisation des rencontres entre les acteurs de l'économie ; la participation aux programmes et actions des partenaires publics et privés ; l'opérationnalisation du Centre d'Arbitrage et de Médiation. Pour la période considérée, la CCIMA a œuvré à la préparation de l'organisation du Cameroon Business Forum

(CBF), principale plateforme de discussion entre le public et le privé, de même qu'elle a porté le plaidoyer du secteur privé auprès du nouveau Directeur Général des impôts.

La CCIMA a également rempli ses missions de consultation en organisant une réunion avec quelques opérateurs économiques du secteur privé et la Direction Générale des Impôts à l'effet de lui faire ses propositions de mesures nouvelles susceptibles d'être introduites dans la Loi de Finances 2024. La réunion, tenue le 08 août 2023 à l'hôtel Krystal a permis de mettre face à l'administration fiscale et quelques membres de la CCIMA conduits par le Président. Au cours de la rencontre, un mémorandum a été remis au DGI dans lequel une quinzaine de propositions avaient été faites. Le document a également servi de cadre à l'exposé de situations particulières rencontrées par les opérateurs économiques présents, et consultés à l'avance. Les propositions d'amélioration de la Loi des Finances 2024 ont porté sur les aspects ci-dessous :

- interventions de l'administration fiscale ;
- contentieux fiscale ;
- les régimes d'impositions ;
- traitement fiscal de l'écart en cas de réévaluation libre des immobilisations ;
- les procédures de paiement des impôts ;
- le remboursement des crédits TVA ;
- les mesures incitatives à la création des entreprises ;
- l'éligibilité des droits d'enregistrement en Justice ;
- promotion de la politique d'import Substitution ;
- promotion des CGA ;
- la dématérialisation de la nouvelle réglementation CEMAC portant révision du statut des conseils fiscaux ;
- autres propositions d'amélioration de l'environnement fiscal des affaires ;
- mesures d'élargissement de l'assiette fiscale.

12. Renouvellement des membres de la CCIMA

Le mandat des élus de la Chambre de Commerce, d'Industrie, des Mines et de l'Artisanat (CCIMA) arrive à expiration le 20 septembre 2024. Conformément aux dispositions du décret n°2001/381 du 27 novembre 2001 fixant les conditions d'élection des membres de la CCIMA, les élections doivent être organisées au plus tard le 20 juillet 2024 en vue de renouveler les organes dirigeants de cette Institution Consulaire.

Pour nous conformer aux dispositions réglementaires et engager la préparation technique des dites élections, notamment la confection des listes électorales, l'Institution Consulaire a saisi respectivement le Ministère des Finances, et la Direction Générale des Impôts pour solliciter la mise à la disposition de la CCIMA, des informations sur les opérateurs économiques, conformément aux dispositions de l'article 18 du décret suscitée. La première réunion de la Commission Electorale s'est tenue le 28 décembre 2023 dans la salle de conférence du Ministère du Commerce. Il a été question de présenter aux membres nouvellement désignés, le processus électoral tel qu'encadré par les textes régissant le fonctionnement de la CCIMA.

13. Organisation des réunions statutaires

a. Bureau Exécutif

En 2023, deux réunions du Bureau exécutif ont été organisées. Au début du deuxième semestre, la sixième (6ème) réunion du Bureau Exécutif a été organisée, en fin d'année, précisément le 12 décembre 2023, la septième session du Bureau exécutif s'est tenue au siège de l'Institution.

Dans la foulée de la tenue de la session du Bureau exécutif, les réunions de sections ont été organisées, le 13 décembre 2023 à l'hôtel Platinum à Bonanjo. Elles ont connu, outre la participation des membres de la section, celle d'experts divers désignés par les ministères sollicités.

b. Réunions de section

La réunion de la **section Industrie, Mines et BTP** a permis aux membres de la section de réfléchir sur le thème : « la place des organisations intermédiaires dans la mise en œuvre des dispositifs relatifs au

contenu local dans les codes minier, gazier et pétrolier », et a connu l'intervention d'un personnel du MINMIDT.

Dans la section prestations de service, la réflexion a porté sur « **Import-substitution dans les services : ce que le gouvernement prévoit pour les entreprises de services** », et l'intervenant a été mis à disposition par le MINEPAT.

Les membres de la **section Commerce** ont axé leur réflexion sur la : « **compétitivité commerciale dans le cadre de la Stratégie Nationale de Développement** ». La thématique a été présentée par un expert du MINCOMMERCE.

Enfin, dans la **section artisanat**, il a été question d'aborder la thématique relative au « **Fonds d'amorçage et de garantie du MINPMEESA : outils de promotion de la PME** ». Les membres ont bénéficié de l'expertise du MINPMEESA.



c. Assemblée Plénière

L'Assemblée Plénière de la CCIMA a été organisée le 14 décembre 2023. A l'hôtel Platinum de Bonanjo. Selon le nouveau format retenu, la rencontre a été le lieu d'échanges autour des thématiques animées par le MINFI (« Présentation des mécanismes de mise en œuvre de la convention de garantie de l'Etat pour les prêts bancaires au profit des entreprises privées et publiques ») et le MINADER (« comment accélérer la politique d'import-substitution à travers le développement du pilier Agro-Industriel au Cameroun ? »). Elle s'est déroulée en deux temps dédiés au forum des membres et à l'exposition des produits « made in Cameroon ».

Les résolutions issues du Forum des membres ont principalement porté sur :

- l'approbation du budget programme 2024 de la CCIMA ;
- l'approbation du Projet de Performance 2024 de la CCIMA ;
- la prise en compte du rapport d'exécution au 31 octobre 2023 du budget programme et des activités 2023 de la CCIMA ;
- l'approbation des états financiers de la CCIMA exercice 2022 ;
- l'approbation du compte de gestion matières de la CCIMA, exercice 2022 ;
- l'approbation du compte de gestion de la CCIMA, exercice 2022 ;
- l'approbation du compte administratif de la CCIMA, exercice 2022 ;
- la prise en compte du rapport d'activités et de performance 2022.



Bibliographie

BEAC. (2024). *Rapport annuel 2023*.

BEAC. (2024). *Rapport sur la politique monétaire en 2023*.

CCIMA. (2024). *d'activités de la CCIMA en 2023..*

CNEF. (2024). *Rapport du Comité National Economique et Financier*.

DGB. (2024). *Rapport sur l'exécution du budget de l'Etat pour l'exercice 2023*.

IMF. (2024). *World Economic Outlook, july 2024*.

INS. (2024). *Note de synthèse sur l'inflation en 2023*.

MINEPAT. (2024). *Rapport sur l'économie camerounaise en 2023*.

MINEPAT. (2024). *Rapport sur l'économie camerounaise en 2023*.

Directeur de Publication

M. EKEN Christophe

Superviseur

M. Halidou BELLO

Coordonnateur de la rédaction

M. YEMENE Samuel

Comité scientifique

Dr ETOUNGA MANGUELE Daniel

Pr BAYE MENJO Francis

Pr ATANGANA ONDOA Henri

Pr FOMBA KAMGA Benjamin

Pr MANGA Etgard

Dr. MBANGA KASSI HEMO J.P. Olivier

Dr. EMINI Arnault Christian

Dr. AWOUNANG Christèle

M. NKOU Jean Pascal

M. YEMENE Samuel

M. YANGAM Emmanuel

M. OUSMANOU NGAM

Secrétariat Technique

KOFFO Pierre

EKODO EMBOLO Jules Christian

Traduction

AKOH Charles, Ph.D.

VUWESI YONDOH Chrispus